

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCES PUBLIQUES DU:

MERCREDI 17 DÉCEMBRE 2014

ET DU

MARDI 30 DÉCEMBRE 2014

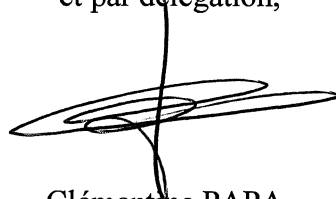
TOME I

Le présent registre a été coté et paraphé par Mme Clémentine PAPA,
Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des
Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 29 janvier 2015

Pour Monsieur le Maire,

et par délégation,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long vertical stroke extending downwards.

Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

SOMMAIRE

TOME I / IV

Séance du 17 décembre 2014	p. 1
Convocation	p. 2
Ordre du jour	p. 3
Emargement	p. 7
Compte-rendu	p. 12
Délibérations et annexes	p. 23 à 199

TOME II / IV

Délibérations et annexes	p. 200 à 429
--------------------------------	--------------

TOME III / IV

Délibérations et annexes	p. 430 à 600
--------------------------------	--------------

TOME IV / IV

Délibérations et annexes	p. 601 à 669
Synthèse des décisions	p. 670
Décisions et annexes	p. 674 à 784
Séance du 30 décembre 2014	p. 785
Convocation	p. 786
Ordre du jour	p. 787
Emargement	p. 788
Compte-rendu	p. 793
Délibérations et annexes	p. 795 à 799

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCE PUBLIQUE DU:

MERCREDI 17 DÉCEMBRE 2014



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier

à

Mesdames et Messieurs les Adjointes au Maire et
Conseillers Municipaux de la Ville de Montpellier

Madame, Monsieur,

L'envoi des convocations du Conseil municipal du **mercredi 17 décembre 2014 à 17h00** se fera le **jeudi 11 décembre 2014**.

Vous pouvez venir retirer personnellement vos dossiers préparatoires au Conseil municipal dans les bureaux du Secrétariat Général, 8^{ème} étage, entre **11 h et 14h45** (heure d'expédition du courrier).

Contre récépissé signé personnellement par le destinataire, cette formalité se substituera, pour ceux qui l'auraient choisie, à l'envoi en recommandé.

Par commodité, je vous demande de contacter le Service de l'Assemblée du Secrétariat Général, pour les informer de votre passage pour le retrait des dossiers.

Veillez agréer, cher(e) collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance Publique du mercredi 17 décembre 2014
17h00 – Salle du Conseil municipal**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

- 1 Montpellier Méditerranée Métropole - Cadre d'intervention et convention de gestion provisoire pour l'exercice des nouvelles compétences
- 2 Mise en œuvre d'un service commun de Direction Générale des Services
- Urbanisme, aménagement durable**
- 3 Secteur Cavalade - Miro Instauration d'un périmètre d'étude (art. L. 111-10 du code de l'urbanisme)
- 4 ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) Agrément de candidature SOGEPROM Sud Réalisations C°/ PRAGMA SAS (Lot F)
- 5 Plan local d'urbanisme (PLU) Ouverture à l'urbanisation de l'entrée de ville Avenue François Delmas et de l'extension du quartier Ovalie
- 6 QUARTIER CONSULS DE MER SECTEUR « MOULIN DES SEPT CANS - PETIT TRAIN » Instauration d'un périmètre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) et des modalités de partage des coûts des équipements Conclusion d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier et la SARL RB Group.
- 7 QUARTIER MOSSON Résidence Font Del Rey Vente de logements sociaux par ACM à la société CIGER
- 8 Quartier Hôpitaux Facultés Secteur Euromédecine Autorisation de démolir des logements sociaux
- 9 Droit des sols ZAC Parc Garosud Extension - lot 18 (parcelle OB 79) Constitution d'une servitude de dispense de prospect sur les parcelles OB 20 et 21, propriété de la Ville, et sur la parcelle OB 79
- 10 Crèche associative "Les Bambins du Lez" - 196 rue des Paradisiens Projet d'extension des locaux

- sur la parcelle mitoyenne Déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée CK 501a
- 11 Extension de la crèche associative "Les Bambins du Lez" Avenant au bail emphytéotique du 8 avril 2004
 - 12 ZAC Port Marianne-Parc Marianne Vente à la SERM Rue du Mas Rouge Parcelles cadastrées SE 11p, SE 12p et SE 13p
 - 13 Stade PHILIPPIDES - Gymnase ACHILLE Autorisation d'occupation temporaire du domaine public Avenant n° 2
 - 14 Hôtel Richer de Belleval place de la Canourgue Mise en vente
 - 15 Terrain situé rue Bernard Blier Déclassement du domaine public communal
 - 16 Quartier Croix d'Argent Rue Bernard Blier Echange foncier avec M. Bruno HATT
 - 17 Foncier Rue de la Figairasse Propriété « Consorts FAU »
 - 18 Foncier Quai Laffite Vente de la parcelle HL 608, propriété de la Ville, à Mme INQUIMBERT ESTEVEZ BARROS
 - 19 Foncier Quai Laffite Vente de la parcelle HL 609, propriété de la Ville, à l'indivision MASSOL
 - 20 Foncier Délaisse de voirie propriété de la Ville Rue André Chamson Déclassement du Domaine public communal
 - 21 Foncier Délaisse de voirie Rue André Chamson Vente aux riverains
 - 22 Foncier Déclassement du domaine public Emprise avenue du Mondial 98
 - 23 Foncier Angle rue Maurice Chauvet et avenue de l'abbé Paul Parguel Propriété "SCI Les Bruyères"
 - 24 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Engagement de subventions
 - 25 Procédure révision/création des ZPPAUP existantes en AVAP Approbation des objectifs et du calendrier prévisionnel
 - 26 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
 - 27 ECOLE D'APPLICATION DE L'INFANTERIE Concession d'aménagement Ville/SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013) Avenant n° 2 à la concession d'aménagement
 - 28 Renouvellement de la convention de partenariat relative au développement d'actions en faveur du logement des jeunes et de promotion de l'aide MOBILI-JEUNE ®
 - 29 Bilan 2014 du dispositif Clé Montpellier Logement Jeunes et modification du règlement d'attribution

Sécurité

- 30 Participation de la Ville de Montpellier au financement de la Mission Prévention Spécialisée Année 2014

Réussite éducative

- 31 Réalisation d'une nouvelle école primaire dans le quartier Malbosc
- 32 Nouvelle Gare Montpellier Saint Roch Convention de partenariat pour un projet artistique associant les enfants des écoles
- 33 Convention de partenariat avec l'ONISEP et participation financière pour le jeu-concours l'Avenir s' imagine

Démocratie de proximité, Maisons pour Tous

- 34 Mise à disposition de salles à titre gratuit

Enfance

- 35 Rencontres Petite Enfance Convention de Partenariat Culturel entre la Ville de Montpellier et l'Agglomération de Montpellier Musée Fabre
- 36 Action de soutien à la parentalité. Convention entre la Ville et le Conseil Général de l'Hérault

Culture

- 37 Dépôt de demandes de licences d'entrepreneur de spectacles auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles
- 38 Cinéma Nestor Burma Convention Pass'Culture avec le CROUS modification de tarif
- 39 Intégration des acquisitions des Archives municipales dans le patrimoine de la Ville de Montpellier
- 40 Comédie du Livre 2015 Appel à projets d'animations

Personnel

- 41 Modification du tableau des effectifs
- 42 Conventionnement avec le FIPHFP pour la mise en place d'une Politique Handicap et Maintien dans l'Emploi

Finances de la collectivité

- 43 Autorisation d'utilisation des crédits avant le vote du budget primitif 2015
- 44 Convention de Services Comptables et Financiers entre la Ville de Montpellier et la Direction Générale des Finances Publiques
- 45 Apurement annuel des régies exercice 2014
- 46 Communication au Conseil Municipal de Montpellier du rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'exercice 2013 sur la base de son rapport d'activité.
- 47 Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2014 et Exercice 2015

- 48 Tarifs 2015 pour la Ville de Montpellier
- 49 MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2013
- 50 SAAM - Rapport des administrateurs - Exercice 2013
- 51 SERM - Rapport des administrateurs - Exercice 2013
- 52 TAM - Rapport des administrateurs - Exercice 2013
- 53 SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2013
- 54 Convention de concession EDF/ERDF - Rapports d'activité de 2012 et 2013
- 55 Convention de concession GRDF - Rapports d'activité de 2012 et 2013
- 56 LES BAMBINS DU LEZ - Garantie d'Emprunt
- 57 Mise en accessibilité des bâtiments de la Ville Application de la loi Handicap Mise en oeuvre des agendas d'accessibilité programmée
- 58 Rue Boussinesq Acquisition Ville / Société EIFFAGE Immobilier Méditerranée de locaux en copropriété destinés à usage de crèche et salle associative Avenant n° 2
- 59 Fourniture et livraison de fioul - Appel d'offres- Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes de Villeneuve-Lès-Maguelone, le CCAS de Villeneuve-Lès-Maguelone, Pignan, Lavérune, Saint Brès et Saint Jean de Védas.
- 60 Cession et réforme des matériels et des véhicules

Relations internationales

- 61 Mandats spéciaux, présentation de missions opérationnelles de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages.

Désignation de représentants

- 62 Université de Montpellier - Désignation du représentant de la ville au conseil d'administration
- 63 Université Montpellier 3 - UFR 1 - Modification de la délibération 2014/207 concernant les 2 représentants du Conseil Municipal
- 64 Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier Désignation des nouveaux représentants de la Ville

LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du 17 décembre 2014

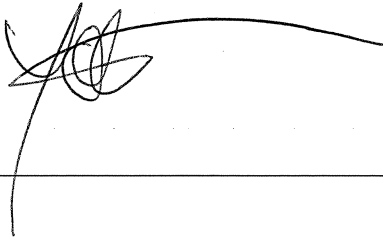
Fabien ABERT 	Lorraine ACQUIER 
Luc ALBERNHE 	Rémi ASSIE 
Sophia AYACHE 	Guy BARRAL 
Valérie BARTHAS-ORSAL 	Maud BODKIN 
Françoise BONNET 	Sabria BOUALLAGA 
Djamel BOUMAAZ 	Anne BRISSAUD 
Nancy CANAUD 	Gérard CASTRE 
Mylène CHARDES 	Robert COTTE 

<p>Christophe COUR</p> 	<p>Jean-Luc COUSQUER</p> 
<p>Perla DANAN</p> 	<p>Titina DASYLVA</p> 
<p>Michaël DELAFOSSE</p> 	<p>Véronique DEMON</p> 
<p>Cédric De SAINT-JOUAN</p> 	<p>Jean-Marc DI RUGGIERO</p> 
<p>Jacques DOMERGUE</p> 	<p>Michèle DRAY-FITOUSSI</p> 
<p>Christian DUMONT</p> 	<p>Abdi EL KANDOUSSI</p> 
<p>Julie FRÊCHE</p> 	<p>Vincent HALUSKA</p> 
<p>Clare HART</p> 	<p>France JAMET</p> 

<p>Stéphanie JANNIN</p> 	<p>Sonia KERANGUEVEN</p> 
<p>Anne Louise KNAPNOUGEL</p> 	<p>Pascal KRZYZANSKI</p> 
<p>Gérard LANNELONGUE</p> 	<p>Alex LARUE</p> 
<p>Max LEVITA</p> 	<p>Chantal LEVY-RAMEAU</p> 
<p>Nicole LIZA</p> 	<p>Audrey LLEDO</p> 
<p>Henri MAILLET</p> 	<p>Mustapha MAJDOUL</p> 
<p>Jérémie MALEK</p> 	<p>Chantal MARION</p> 
<p>Isabelle MARSALA</p> 	<p>Hervé MARTIN</p> 

<p>Dominique MARTIN-PRIVAT</p> 	<p>Patricia MIRALLES</p> 
<p>Jean-Pierre MOURE</p> 	<p>Caroline NAVARRE</p> 
<p>Véronique PEREZ</p>	<p>Khanthaly PHOUTTHASANG</p> 
<p>Patrick RIVAS</p> 	<p>Brigitte ROUSSEL-GALIANA</p> 
<p>Samira SALOMON</p> 	<p>Marie-Hélène SANTARELLI</p> 
<p>Philippe SAUREL</p> 	<p>Sauveur TORTORICI</p> 
<p>Bernard TRAVIER</p> 	<p>Henri de VERBIZIER</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p> 	<p>Annie YAGUE</p> 

Rabii YOUSSEUS

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance Publique du mercredi 17 décembre 2014 à 17h00

Salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre à 17H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Mme FRECHE sort de séance.

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à la majorité.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Mme FRECHE entre en séance.

- 1 Montpellier Méditerranée Métropole - Cadre d'intervention et convention de gestion provisoire pour l'exercice des nouvelles compétences
Pour : 61
Contre : 3
Abstentions :
Adopté à la majorité.

- 2 Mise en œuvre d'un service commun de Direction Générale des Services
Pour : 61
Contre : 3
Abstentions :
Adopté à la majorité.

Mme MARSALA sort de séance.

Urbanisme, aménagement durable

- 3 Secteur Cavalade - Miro Instauration d'un périmètre d'étude (art. L. 111-10 du code de l'urbanisme)
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.

- 4 ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) Agrément de candidature SOGEPROM Sud Réalisations C°/ PRAGMA SAS (Lot F)
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.

Mme MARSALA entre en séance.

Mme HART sort de séance.

- 5 Plan local d'urbanisme (PLU) Ouverture à l'urbanisation de l'entrée de ville Avenue François Delmas et de l'extension du quartier Ovalie
Pour : 53
Contre :
Abstentions : 10
Adopté à l'unanimité.

Mme DANAN sort de séance.

- 6 QUARTIER CONSULS DE MER SECTEUR « MOULIN DES SEPT CANS - PETIT TRAIN » Instauration d'un périmètre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) et des modalités de partage des coûts des équipements Conclusion d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier et la SARL RB Group.
Pour : 59
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.

Mme DANAN, Mme HART entrent en séance.

M. LANNELONGUE (avec la procuration de Mme CANAUD) sort de séance.

- 7 QUARTIER MOSSON Résidence Font Del Rey Vente de logements sociaux par ACM à la société CIGER
Pour : 55
Contre : 6
Abstentions : 1
Adopté à la majorité.

M. LANNELONGUE (avec la procuration de Mme CANAUD) entre en séance.

M. LARUE sort de séance.

- 8 Quartier Hôpitaux Facultés Secteur Euromédecine Autorisation de démolir des logements sociaux
Pour : 63
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 9 Droit des sols ZAC Parc Garosud Extension - lot 18 (parcelle OB 79) Constitution d'une servitude de dispense de prospect sur les parcelles OB 20 et 21, propriété de la Ville, et sur la parcelle OB 79
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
Mme LIZA sort de séance.
- 10 Crèche associative "Les Bambins du Lez" - 196 rue des Paradisiens Projet d'extension des locaux sur la parcelle mitoyenne Déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée CK 501a
Pour : 59
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 11 Extension de la crèche associative "Les Bambins du Lez" Avenant au bail emphytéotique du 8 avril 2004
Pour : 59
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 12 ZAC Port Marianne-Parc Marianne Vente à la SERM Rue du Mas Rouge Parcelles cadastrées SE 11p, SE 12p et SE 13p
Pour : 54
Contre :
Abstentions : 3
Les Administrateurs de la SERM ne prennent pas part au vote : Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Patrick RIVAS, Sauveur TORTORICI.
Adopté à l'unanimité.
- 13 Stade PHILIPPIDES - Gymnase ACHILLE Autorisation d'occupation temporaire du domaine public Avenant n° 2
Pour : 62
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
M. LARUE, Mme LIZA entrent en séance.
- 14 Hôtel Richer de Belleval place de la Canourgue Mise en vente
Pour : 64
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 15 Terrain situé rue Bernard Blier Déclassement du domaine public communal
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 16 Quartier Croix d'Argent Rue Bernard Blier Echange foncier avec M. Bruno HATT
Pour : 61
Contre :

- Abstentions : 3*
Adopté à l'unanimité.
- 17 Foncier Rue de la Figairasse Propriété « Consorts FAU »
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 18 Foncier Quai Laffite Vente de la parcelle HL 608, propriété de la Ville, à Mme INQUIMBERT ESTEVEZ BARROS
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 19 Foncier Quai Laffite Vente de la parcelle HL 609, propriété de la Ville, à l'indivision MASSOL
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 20 Foncier Délaisse de voirie propriété de la Ville Rue André Chamson Déclassement du Domaine public communal
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 21 Foncier Délaisse de voirie Rue André Chamson Vente aux riverains
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 22 Foncier Déclassement du domaine public Emprise avenue du Mondial 98
Pour : 64
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 23 Foncier Angle rue Maurice Chauvet et avenue de l'abbé Paul Parguel Propriété "SCI Les Bruyères"
Pour : 64
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 24 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Engagement de subventions
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
Mme BODKIN sort de séance.
- 25 Procédure révision/création des ZPPAUP existantes en AVAP Approbation des objectifs et du calendrier prévisionnel
Pour : 63
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

- 26 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- 27 ECOLE D'APPLICATION DE L'INFANTERIE Concession d'aménagement Ville/SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013) Avenant n° 2 à la concession d'aménagement
Pour : 59
Contre :
Abstentions : 3
Mme JANNIN ne prend pas part au vote.
Adopté à l'unanimité.
- Mme BODKIN, M. VIGNAL entrent en séance.*
M. COUR, Mme DRAY-FITOUSSI, M. de VERBIZIER sortent de séance.
- 28 Renouvellement de la convention de partenariat relative au développement d'actions en faveur du logement des jeunes et de promotion de l'aide MOBILI-JEUNE ®
Pour : 62
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- M. COUR, Mme DRAY-FITOUSSI entrent en séance.*
- 29 Bilan 2014 du dispositif Clé Montpellier Logement Jeunes et modification du règlement d'attribution
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- M. de VERBIZIER entre en séance.*
Mme DASYLVA sort de séance.

Sécurité

- 30 Participation de la Ville de Montpellier au financement de la Mission Prévention Spécialisée Année 2014
Pour : 61
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.
- Mme DASYLVA entre en séance.*
M. MAJDOUL sort de séance.

Réussite éducative

- 31 Réalisation d'une nouvelle école primaire dans le quartier Malbosc
Vote du jury et de la délibération
- Vote du jury :**
Pour : 52 (en faveur de la liste n°1)
Bulletins blancs : 2
Bulletins nuls : 3
La liste n°1 est adoptée

Adopté à l'unanimité

Ont été élus :

- **Président : Monsieur le Maire ou son représentant ;**
- **Cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus en son sein par le Conseil municipal (représentation proportionnelle au plus fort reste):**

Membres titulaires :

- **Stéphanie JANNIN**
- **Abdi EL KANDOUSSI**
- **Chantal LEVY-RAMEAU**
- **Samira SALOMON**
- **Henri de VERBIZIER**

Membres suppléants :

- **Titina DASYLVA**
- **Patrick RIVAS**
- **Henri MAILLET**
- **Nicole LIZA**
- **Jean-Luc COUSQUER**

Vote de la délibération :

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

Mme BARTHAS-ORSAL, Mme BRISSAUD, M. COUSQUER, Mme KERANGUEVEN, Mme MARTIN-PRIVAT, Mme NAVARRE, M. TRAVIER sortent de séance.

- 32 Nouvelle Gare Montpellier Saint Roch - Convention de partenariat pour un projet artistique associant les enfants des écoles

Pour : 54

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Mme BRISSAUD, M. TRAVIER entrent en séance.

- 33 Convention de partenariat avec l'ONISEP et participation financière pour le jeu-concours l'Avenir s' imagine

Pour : 56

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

*Mme BARTHAS-ORSAL, M. COUSQUER, Mme NAVARRE entrent en séance.
M. DOMERGUE sort définitivement de séance.*

Démocratie de proximité, Maisons pour Tous

- 34 Mise à disposition de salles à titre gratuit

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

Mme KERANGUEVEN, Mme MARTIN-PRIVAT entrent en séance.

Mme SALOMON, M. YOUSSEUS sortent de séance.

Enfance

- 35 Rencontres Petite Enfance Convention de Partenariat Culturel entre la Ville de Montpellier et l'Agglomération de Montpellier Musée Fabre

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 36 Action de soutien à la parentalité. Convention entre la Ville et le Conseil Général de l'Hérault

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

M. MAJDOUL, Mme SALOMON, M. YOUSSEUS entrent en séance.

M. KRZYKANSKI sort de séance.

M. DELAFOSSE sort définitivement de séance et donne procuration à M. MARTIN.

Culture

- 37 Dépôt de demandes de licences d'entrepreneur de spectacles auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. DUMONT sort de séance.

- 38 Cinéma Nestor Burma Convention Pass'Culture avec le CROUS modification de tarif

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

- 39 Intégration des acquisitions des Archives municipales dans le patrimoine de la Ville de Montpellier

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. DUMONT, M. KRZYKANSKI entrent en séance.

- 40 Comédie du Livre 2015 - Appel à projets d'animations

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. LARUE sort de séance.

Personnel

- 41 Modification du tableau des effectifs

Pour : 60

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Mme FRECHE sort définitivement de séance et donne procuration à M. MOURE.

M. MOURE sort de séance (avec la procuration de Mme FRECHE).

- 42 Conventionnement avec le FIPHFP pour la mise en place d'une Politique Handicap et Maintien dans l'Emploi

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Finances de la collectivité

- 43 Autorisation d'utilisation des crédits avant le vote du budget primitif 2015

Pour : 51

Contre : 3

Abstentions : 7

Adopté à la majorité.

- 44 Convention de Services Comptables et Financiers entre la Ville de Montpellier et la Direction Générale des Finances Publiques

Pour : 58

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

- 45 Apurement annuel des régies exercice 2014

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

M. LARUE entre en séance.

- 46 Communication au Conseil Municipal de Montpellier du rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'exercice 2013 sur la base de son rapport d'activité.

Le Conseil prend acte du rapport.

Mme JANNIN, M. TORTORICI sortent de séance.

- 47 Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2014 et Exercice 2015

Pour :

Contre :

Abstentions :

Détail des votes dans le P.V.

Adopté à la majorité.

Mme JANNIN, M. MOURE (avec la procuration de Mme FRECHE), M. TORTORICI entrent en séance.

Mme LEVY-RAMEAU, Mme MIRALLES, M. de SAINT JOUAN sortent de séance.

- 48 Tarifs 2015 pour la Ville de Montpellier

Pour : 51

Contre : 10

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Mme LEVY-RAMEAU, Mme MIRALLES entrent en séance.

- 49 MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2013

Le Conseil Municipal prend acte du rapport.

- 50 SAAM - Rapport des administrateurs - Exercice 2013

Le Conseil Municipal prend acte du rapport.

- 51 SERM - Rapport des administrateurs - Exercice 2013

Le Conseil Municipal prend acte du rapport.

M. COUSQUER sort de séance.

- 52 TAM - Rapport des administrateurs - Exercice 2013

Le Conseil Municipal prend acte du rapport.

- 53 SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2013

Le Conseil Municipal prend acte du rapport.

- 54 Convention de concession EDF/ERDF - Rapports d'activité de 2012 et 2013

Le Conseil Municipal prend acte du rapport.

- 55 Convention de concession GRDF - Rapports d'activité de 2012 et 2013

Le Conseil Municipal prend acte du rapport.

M. COUSQUER, M. de SAINT JOUAN entrent en séance.

Mme ACQUIER, Mme BODKIN sortent de séance.

M. DUMONT, M. LARUE sortent définitivement de séance.

- 56 LES BAMBINS DU LEZ - Garantie d'Emprunt

Pour : 57

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

- 57 Mise en accessibilité des bâtiments de la Ville Application de la loi Handicap Mise en oeuvre des agendas d'accessibilité programmée

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 58 Rue Boussinesq Acquisition Ville / Société EIFFAGE Immobilier Méditerranée de locaux en copropriété destinés à usage de crèche et salle associative Avenant n° 2

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 59 Fourniture et livraison de fioul - Appel d'offres- Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes de Villeneuve-Lès-Maguelone, le CCAS de Villeneuve-Lès-Maguelone, Pignan, Lavérune, Saint Brès et Saint Jean de Védas.

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 60 Cession et réforme des matériels et des véhicules

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

Relations internationales

- 61 Mandats spéciaux, présentation de missions opérationnelles de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages.

Pour : 57

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Désignation de représentants

- 62 Université de Montpellier - Désignation du représentant de la ville au conseil d'administration

A été élue : Mylène CHARDES

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

Mme BODKIN entre en séance.

- 63 Université Montpellier 3 - UFR 1 - Modification de la délibération 2014/207 concernant les deux représentants du Conseil Municipal

Ont été élus :

- Titulaire : Sonia KERANGUEVEN

- Suppléant : *Khanthaly PHOUTTHASANG*

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme ACQUIER entre en séance.

- 64 Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier Désignation des nouveaux représentants de la Ville

Ont été élus :

A l'Assemblée Générale :

Titulaires :

- Philippe SAUREL

- Max LEVITA

Suppléants :

- Stéphanie JANNIN

- Abdi EL KANDOUSSI

Au Conseil d'Administration :

Titulaire : Abdi EL KANDOUSSI

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

DÉLIBÉRATIONS ET ANNEXES

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Montpellier Méditerranée Métropole - Cadre d'intervention et convention de gestion provisoire pour l'exercice des nouvelles compétences

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

1. Rappel du cadre de gouvernance des compétences métropolitaines

La Métropole qui verra le jour au 1^{er} janvier 2015 se mettra en place, comme l'énonce le pacte de confiance métropolitain, dans le respect des souverainetés communales et avec le souci permanent de favoriser les coopérations de proximité au sein du bloc communal.

Les principes de mise en œuvre des nouvelles compétences au 1er janvier 2015 sont basés sur le dialogue, la transparence, la prise en compte des spécificités de chaque territoire, le partage des décisions, et la co-construction avec les communes.

Dans cet esprit, des instances de gouvernance assurant le portage coopératif de cette démarche de transformation en Métropole ont été mises en place : la conférence des maires, qui joue le rôle d'instance majeure de débat et d'arbitrage sur les grandes orientations de la démarche, le séminaire des 31 DGS, qui assure une coordination du travail technique et les groupes de travail thématiques co-pilotés par des DGS de communes et des cadres de la CAM, qui ont vocation à analyser d'un point de vue à la fois opérationnel et transversal les enjeux des différents transferts de compétence.

2. Objectifs et durée de la convention de gestion transitoire

L'exercice des nouvelles compétences relevant du statut de Métropole et qui seront jusqu'à sa prise d'effet, du ressort des communes membres, implique des transferts de biens et de services importants des communes vers la

Métropole, ainsi que la mise en place par cette dernière d'une organisation administrative et opérationnelle conséquente et complexe.

Afin de garantir la continuité et la bonne organisation du service et de disposer, pour les communes comme pour la Métropole, du temps nécessaire pour mettre en œuvre le transfert des compétences dans de bonnes conditions, il est proposé de recourir aux dispositions visées aux articles L. 5215-27 et L. 5217-7 du Code général des collectivités territoriales qui permettent aux métropoles de confier, par convention conclue avec une ou plusieurs communes membres, la création ou la gestion de certains équipements et services relevant de leurs attributions.

Dans le cadre de cette convention, qui est l'aboutissement d'une démarche intercommunale entre les parties, la Commune assurera, pour le compte de la Métropole, sur le territoire de la Commune, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèveront au 1^{er} janvier 2015, de la Métropole.

La durée du projet de convention est d'un an, soit jusqu'au 1er janvier 2016. Elle pourra, selon les compétences, être réduite par avenant, si les conditions organisationnelles sont requises pour leur exercice par la Métropole avant le 1er janvier 2016.

Les compétences objets de la convention sont principalement les suivantes :

- Voirie et espaces publics,
- Plan local d'urbanisme (précisions ci-dessous)
- Parcs et aires de stationnement,
- Infrastructures et réseaux de télécommunication,
- Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre,
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage,
- Service public de défense extérieure contre l'incendie,
- Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz, réseaux de chaleur et de froid urbains,
- Autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages.

Toutefois la Métropole prendra en charge toutes les procédures relevant du Code de l'urbanisme ainsi que les contrats ayant pour objet une révision ou l'élaboration du PLU (la délivrance des permis de construire reste de la compétence des maires).

Au titre de ces conventions, la commune sera également étroitement associée à l'exercice des pouvoirs de police spéciale relevant du président de la Métropole en matière d'assainissement, de collecte des déchets ménagers, d'habitat, de la délivrance des autorisations de stationnement aux exploitants de taxis et de défense extérieure contre l'incendie.

La convention à intervenir avec notre commune présente les spécificités suivantes:

- La Métropole assurera la passation et l'exécution des nouveaux marchés de nettoyage sur le territoire de la ville de Montpellier. De même, la Ville de Montpellier et la Métropole réaliseront en concertation, des opérations de raccordement sur les réseaux hauts débits des exploitants. Ces missions s'effectueront avec la participation active et coordonnée des services de la Ville de Montpellier

- Les services de la Ville de Montpellier assureront l'instruction des procédures et la préparation de tous les actes de police spéciale pris par le Président de la Métropole, en matière de police spéciale de l'habitat sur l'intégralité du territoire métropolitain et en matière de délivrance des autorisations de stationnement aux exploitants de taxis pour le territoire montpellierain.

3. Modalités de fonctionnement juridiques et financières de cette convention

D'un point de vue juridique, la commune exercera ses missions au nom et pour le compte de la Métropole, en coordination avec les services de la Métropole. Elle prendra toutes les décisions, actes ou conventions afférents.

S'agissant des personnels communaux exerçant leur métier dans le cadre des compétences objets de la convention, ils conservent, pendant sa durée, leurs statuts communaux et ne sont pas transférés ou mis à disposition de la Métropole. La Commune, en 2015, reste l'employeur des personnels affectés aux compétences concernées et le Maire reste leur autorité hiérarchique et fonctionnelle.

Sur le plan financier, la Commune paiera l'ensemble des dépenses et assurera le recouvrement de l'ensemble des recettes inhérentes à la mise en œuvre de la convention de gestion provisoire (masse salariale, contrats, dépenses de fonctionnement et d'investissement, etc.), pour le compte de la Métropole. Les dispositions financières et comptables convenues avec les services de l'Etat dans le projet de convention permettent par ailleurs des avances aux communes, par la Métropole, ainsi que des remboursements trimestriels, de telle façon que la commune puisse assurer financièrement l'exercice des compétences pour le compte de la Métropole.

Le projet de Convention tel que présenté ci-dessus a été présenté au Comité Technique lors de sa séance du 16 décembre 2014.

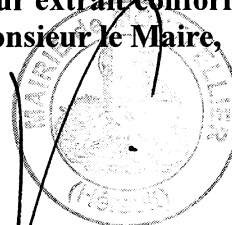
Il vous est proposé en outre, afin d'organiser au mieux l'exercice des compétences concernées, de préciser la délibération du Conseil Municipal n°2014/135 en date du 24 avril 2014 portant délégations au Maire en indiquant qu'à compter de l'entrée en vigueur de la convention de gestion provisoire les délégations consenties par cette délibération s'exerceront tant pour les compétences propres de la commune que pour les compétences exercées pour le compte de la Métropole.

Le Conseil est invité à :

- Approuver le projet de convention de gestion provisoire joint en annexe permettant à la Commune, pour le compte de la Métropole, d'assurer les compétences exercées jusqu'alors par la Commune et qui relèvent au 1er janvier 2015, de la Métropole,
- Approuver la modification de la délibération du Conseil Municipal n°2014/135 en date du 24 avril 2014 portant délégations au Maire en précisant que les délégations consenties le sont tant pour les compétences propres de la Commune que pour les compétences exercées pour le compte de la Métropole à compter de l'entrée en vigueur de la convention de gestion provisoire
- Dire que les dépenses et les recettes correspondantes sont prévues au budget 2015
- autoriser le Maire à signer la convention de gestion provisoire ainsi que tout acte et document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Montpellier Méditerranée Métropole / Commune de Montpellier

**Convention en vue de l'exercice transitoire
des compétences nouvelles
de la Métropole**

Sommaire

ARTICLE 1 ^{ER} – OBJET : NATURE ET EXERCICE DES COMPETENCES TRANSFEREES.....	3
ARTICLE 2 - DUREE	3
ARTICLE 3 - MODALITES D'ORGANISATION DES MISSIONS ET SERVICES CONCERNES :.....	3
ARTICLE 4 – MODALITES DE GESTION DES SERVICES ET PERSONNELS.....	4
ARTICLE 5 – MODALITES PATRIMONIALES.....	5
ARTICLE 6 – MODALITES FINANCIERES, COMPTABLES ET BUDGETAIRES	5
ARTICLE 7 – INFORMATION ET COORDINATION	7
ARTICLE 8 – RESPONSABILITE - ASSURANCE	7
ARTICLE 9– ATTRIBUTION JURIDICTIONNELLE	7

Entre les soussignés :

MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

représentée par Philippe SAUREL, son Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de la Métropole en date du

Ci-après désignée, la « METROPOLE »
D'UNE PART,

Et :

La COMMUNE DE MONTPELLIER

représentée par Philippe SAUREL Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

Ci-après désignée, la « COMMUNE »
D'AUTRE PART,

Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L. 5217-1 et suivants, notamment L5217-7 dudit code et l'article L 5215-27 ;

Vu le pacte de confiance métropolitain adopté en conseil communautaire le 17 juillet 2014 ;

Vu les délibérations n°4848, n°10109, n°7583 n°11392 du conseil communautaire et l'arrêté n°2012-1-2290 fixant les compétences de la Communauté d'Agglomération avant sa transformation en Métropole,

Considérant que la Métropole a été créée par décret du, avec effet au 1^{er} janvier 2015,

Considérant qu'à compter de cette date, la Métropole exercera l'ensemble de ses compétences sur son périmètre incluant le territoire de la Commune de Montpellier,

Considérant qu'il importe à l'égard des administrés et/ou usagers d'assurer la continuité et la sécurité des services publics relevant désormais de la Métropole,

Considérant que, dans l'attente de la mise en place définitive de l'organisation interne et des services opérationnels de La Métropole, il convient que cette dernière puisse, à titre transitoire, s'appuyer sur les services de la Commune de Montpellier, lesquels sont les mieux à même d'assurer les impératifs de sécurité et de continuité des services publics, ainsi que la coordination technique des opérations,

Considérant que l'article L.5215-27 du code général des collectivités territoriales, applicable aux Métropoles, prévoit la possibilité de confier à une ou plusieurs de communes membres, par convention et à titre transitoire, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions,

Considérant qu'une convention peut ainsi être conclue entre la Métropole et la Commune afin de préciser les conditions de l'exercice provisoire par la Commune de missions relevant des compétences métropolitaines,

Il a été préalablement exposé et convenu ce qui suit

La Métropole, créée par décret en date du exercera effectivement ses compétences au 1er janvier 2015.

L'exercice des nouvelles compétences relevant du statut de Métropole et qui seront jusqu'à sa prise d'effet du ressort des communes membres, implique des transferts de biens et de services importants des communes vers la Métropole, ainsi que la mise en place par cette dernière d'une organisation administrative et opérationnelle conséquente et complexe.

La présente convention a donc pour objectif de garantir la bonne organisation du service et de disposer, pour la Commune comme pour la Métropole, du temps nécessaire pour mettre en œuvre le transfert des compétences dans de bonnes conditions.

Article 1^{er} – Objet

La Métropole propose à la Commune qui l'accepte, d'assurer sur son territoire toutes les compétences exercées jusqu'alors par les communes et qui relèvent au 1^{er} janvier 2015, de la Métropole.

Toutefois la Métropole prendra en charge toutes les procédures relevant du Code de l'Urbanisme. Elle prendra aussi en charge les contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.

Article 2 - Durée

La présente convention prend effet au 1^{er} janvier 2015 pour une durée d'un an.
En fonction des compétences, cette durée pourra être réduite par voie d'avenant.

Article 3 - Modalités d'organisation des missions et services concernés

La Commune exerce les missions objet de la présente convention au nom et pour le compte de la Métropole. Elle s'engage à respecter les normes et la réglementation applicables aux prestations et missions qui lui incombent au titre de la présente.

Elle s'engage également à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui sont confiées, dans la limite des moyens décrits dans les volets opérationnels et financiers à venir de la présente convention.

Les missions qui seront, à titre transitoire, exercées par la Commune, s'appuieront notamment sur :

- les prestations assurées en régie par la Commune, par du personnel affecté par celle-ci à l'exercice de ces missions et compétences,
- les moyens matériels nécessaires à leur exercice,
- les contrats passés par la Commune pour leur exercice.

La Commune assure la gestion de tous les contrats en cours afférents aux compétences visées dans la présente convention. Les co-contractants seront informés par la commune de l'existence du mandat que celle-ci exerce pour le compte de la Métropole.

Elle prend toutes décisions, actes, et conclut toutes conventions nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées. Ces décisions, actes ou conventions mentionnent le fait que la Commune agit au nom et pour le compte de la Métropole.

En vue d'assurer la coordination entre les parties, la Commune informera préalablement la Métropole des actes engageant de manière significative l'exercice des compétences, objet de la présente, sur les plans humain, financier et opérationnel.

Concernant l'exercice des pouvoirs de police spéciale relatifs à l'habitat, la commune assurera, le cas échéant, contre remboursement de la Métropole, les travaux et les prestations de services inhérents à l'exercice de ce pouvoir.

Les services de la Commune assureront l'instruction des procédures et la préparation de tous les actes de police spéciale relatifs à l'habitat pris par le Président de la Métropole, sur l'intégralité du territoire métropolitain, jusqu'au terme de la présente.

Concernant l'exercice du pouvoir de police spéciale relatif à la délivrance des autorisations de stationnement de taxi, la Commune assurera, contre remboursement de la Métropole, la préparation de l'ensemble des actes soumis à la signature du président, la gestion administrative des autorisations, le fonctionnement des instances de concertation éventuellement mises en place et toutes les prestations afférentes à l'exercice de ce pouvoir de police spéciale.

La passation et l'exécution des nouveaux marchés publics relatifs aux prestations de nettoyage de la ville de Montpellier relèvent de la Métropole. Les services de la Commune participeront activement à l'attribution et la mise en œuvre de ces contrats.

Concernant l'exercice de la compétence établissement, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunication, au sens de l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que pour les Groupes fermés d'Utilisateurs, la Métropole pourra réaliser, en concertation avec la Commune, et sur l'ensemble du territoire de la Commune, tous les travaux permettant le raccordement des réseaux et infrastructures de la Commune et de la Métropole, sur les réseaux exploités par des opérateurs tels que définis à l'article 32 du Code des Postes et Télécommunications, notamment les réseaux réalisés par la Communauté d'Agglomération avant sa transformation en Métropole.

Article 4 – Modalités de gestion des services et personnels

Au terme de l'article L5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, la Commune reste employeur du personnel, qui assure l'exercice des compétences objet de la présente et qui demeure, par conséquent, sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Maire.

À l'expiration de la présente, le personnel sera transféré à la Métropole ou mis à disposition de cette dernière, dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Toute modification du tableau des effectifs et des emplois relatifs aux compétences objet de la présente fera l'objet d'une coordination préalable entre la Commune et la Métropole.

Article 5 – Modalités patrimoniales

5.1. Utilisation du patrimoine

La Métropole autorise la Commune à utiliser les biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice des missions objet de la présente qu'ils soient mis de plein droit à sa disposition par la Commune, en application de l'article L.5217-5 du Code général des collectivités territoriales, ou d'ores et déjà propriété de la Métropole, ou qui le deviendraient au cours de l'exercice de la présente.

5.2. Remise des ouvrages neufs

La Métropole sera associée aux opérations de réception de travaux effectuées par la Commune sur les bâtiments, réseaux et ouvrages participant à l'exercice des compétences relevant de la présente convention.

A l'issue des opérations de réception, la liste des documents nécessaires à l'intégration patrimoniale des bâtiments, ouvrages et réseaux sera transmise par la Commune à la Métropole. La Commune assurera la gestion, l'entretien et la maintenance des biens.

Les bâtiments, réseaux, ouvrages réalisés par un tiers et relevant des compétences exercées par la Commune pour le compte de la Métropole feront l'objet d'une réception coordonnée entre le maître d'ouvrage tiers, la Commune et la Métropole. La Commune assurera la gestion, l'entretien et la maintenance des biens.

Article 6 – Modalités financières, comptables et budgétaires

Pour l'exercice des missions et compétences objets de la présente, la Commune interviendra pour le compte de la Métropole, à l'intérieur des enveloppes définies dans les volets opérationnels et financiers de la présente, dans le respect des règles de la comptabilité publique.

Les dépenses et les recettes liées à l'exercice des missions, objet de la présente, feront l'objet d'une comptabilisation dans le budget de la Commune conformément aux règles comptables des opérations pour compte de tiers, de manière à permettre l'élaboration de bilans financiers relatifs à l'exercice du mandat.

Le détail des modalités comptables des dépenses et des recettes, pour la Commune comme pour la Métropole, sera précisé dans le volet financier à venir.

6.1. Rémunération

La réalisation par la Commune des missions objet de la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération.

6.2. Modalités de remboursement et écritures comptables

La Métropole assurera la charge des dépenses nette des recettes, réalisée par la Commune, dans la limite des montants figurant dans les volets opérationnels et financiers à venir.

Conformément à la rubrique 49422 de l'annexe au décret n° 2007-450 du 25 mars 2007, à l'issue de chaque trimestre, la Commune transmettra à la Métropole un décompte des opérations réalisées, accompagné d'une copie des factures (ou autres pièces justificatives si la dépense ne fait pas l'objet de facturation) et d'une attestation du comptable certifiant que les paiements et encaissements effectués par lui sont appuyés des pièces justificatives correspondantes prévues par le décret susvisé et qu'il est en possession de toutes les pièces

afférentes à ces opérations. Seules les dépenses ayant fait l'objet d'un service fait après le 1^{er} janvier 2015 seront prises en compte.

La commune transmettra à la Métropole un état des recettes accompagné des pièces justificatives.

Tout intérêt moratoire dû par la Commune pour défaut de paiement dans les délais, restera à sa charge.

Afin que la Métropole puisse intégrer ces opérations comptables dans sa propre comptabilité, ce décompte distinguera les montants relatifs, tant en dépenses qu'en recettes :

- A la section de fonctionnement
- À la section d'investissement

Article 6.3. – Modalités d'avance

Le principe d'une avance pourra être envisagé, le cas échéant, en cas de décalage significatif entre la dépense effective et la date de remboursement des décomptes

Article 6.4. – Modalités de suivi de l'exécution financière de la convention / Bilan financier

La Commune adressera à la Métropole, dans les six mois de la clôture de l'exercice concerné, un rapport d'activité synthétique et un bilan financier des interventions réalisées au titre de la présente convention en distinguant les montants consacrés en dépenses et en recettes au fonctionnement et à l'investissement, sur la base de la production des comptes des opérations pour comptes de tiers définis dans la M14 et M57.

Article 6.5. – Subventions

La Commune supporte les dépenses et encaisse les recettes liées à l'exécution des missions

Elle sollicite toutes subventions auxquelles elle est éligible et informe la Métropole de ces demandes, qui en prendra acte par voie de délibération concordante. Ces délibérations concordantes doivent intervenir avant la date de démarrage des travaux, à défaut d'autorisation des co-financeurs. Si la Métropole prend l'initiative d'une demande de subvention, elle procèdera à l'identique auprès de la Commune.

6.6. FCTVA

En application des règles relatives au FCTVA, seule la Métropole, sous réserve des conditions habituelles d'éligibilité, bénéficie d'une attribution du fonds de compensation puisque les dépenses réalisées par la Commune ne sont pas intégrées dans son patrimoine. En conséquence, la Métropole fera son affaire de la récupération du FCTVA pour les travaux réalisés pour son compte.

La Commune lui fournira un état des dépenses acquittées et des recettes déductibles pour réaliser cette opération à la fin de chaque trimestre civil accompagné des copies des factures. La Métropole procèdera à l'émission des titres et à l'encaissement des recettes conformément aux règles de la comptabilité publique.

6.7 : Volets opérationnels et financiers

Les volets opérationnels et financiers à cette convention seront établis par avenants, après notification des attributions de compensation provisoires.

Article 7 – Information et coordination

Aux fins d'une bonne coordination entre les parties, la Métropole pourra se rapprocher de la Commune afin de recueillir les informations liées à l'exécution de la présente convention ainsi qu'à la gestion des compétences que la Métropole assurera à l'échéance.

Article 8 – Responsabilité - assurance

La Commune est responsable de l'exercice des compétences et des éventuels dommages résultant des obligations relevant de la présente convention.

A ce titre elle continuera de couvrir sa responsabilité par une ou plusieurs polices d'assurance qu'elle transmettra à la Métropole.

De même elle maintiendra sa garantie contre tous les dommages susceptibles d'affecter les biens définis dans l'article 5.

Elle continuera à contracter tous les contrats la garantissant contre les risques inhérents à l'utilisation des biens mobiliers, appartenant ou mis à disposition de la Métropole, dans le cadre de l'exécution des compétences visées à l'article 1^{er}.

De même, la Métropole se prémunira contre toute mise en cause de sa responsabilité civile, administrative, pénale et celle de ses représentants en tant qu'autorité compétente dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Article 9 – Attribution juridictionnelle

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, toute action contentieuse devra être soumise au tribunal administratif de Montpellier.

Le Maire de la Commune de Montpellier, le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente convention.

Fait à :

Le :

(En Exemplaires)

Le Maire de la Commune de Montpellier,

Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier,

Annexe à la délibération relative à la convention de gestion transitoire pour l'exercice des nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole

L'article 43 de la loi MAPTAM, codifié dans l'article L. 5217-2 du CGCT, énonce précisément les compétences pour lesquelles la Métropole se substitue aux communes. Les éléments qui suivent ont vocation à préciser le périmètre et/ou les modalités d'exercice de certaines compétences relevant de ces dispositions.

Compte-tenu d'un calendrier de mise en œuvre des transferts resserré, ces orientations portent en premier lieu sur celles considérées comme prioritaires au regard des moyens qu'elles mobilisent dans la gestion communale et de leur impact direct auprès des habitants en terme de proximité et de service rendu.

a) Voirie et espace public

L'approche suivante est proposée concernant la définition des périmètres des compétences voirie et espaces public qui intègrent les voies communales (y compris les chemins ruraux et leurs dépendances) ainsi que l'ensemble des espaces publics liés à tout mode de déplacement, tels que la loi MAPTAM les identifie.

Les éléments constitutifs de la voirie et des espaces publics transférés comprennent :

- La chaussée : en milieu urbain, il s'agit du périmètre de façade à façade, comprenant donc les trottoirs, contre allées et bandes de stationnement, les équipements de sécurité (giratoires, îlots directionnels, dispositifs ralentisseurs, plateaux surélevés...).
- En milieu rural, il s'agit de l'emprise de la chaussée, des accotements, jusqu'aux fossés lorsqu'ils existent, y compris les talus nécessaires au maintien de la chaussée.
- Les dépendances : sous-sols, des ouvrages destinés à l'évacuation des eaux pluviales, des murs de soutènement, clôtures et murets dès lors qu'ils sont édifiés sur le domaine public, des ouvrages d'art.
- Les parcs et aires de stationnement
- Les espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain : places, parvis, venelles, pistes cyclables
- Le mobilier urbain lié à la sécurité ou aux déplacements (barrières, potelets, bornes, radars pédagogiques) et le mobilier urbain d'agrément (bancs et jardinières).
- L'éclairage public, dès lors qu'il concourt à l'exploitation de la voie ainsi qu'à la sécurité des usagers
- Les espaces verts d'accompagnement de la voirie (adjacents à la voirie) et les arbres d'alignement implantés en bordure de voie.

Ne sont pas transférés :

- Les espaces verts non attenants à la voirie : parcs et jardins non dédiés au déplacement urbain, aires de jeux, parcours de santé, espaces naturels....

- L'éclairage public à visée purement ornementale et esthétique : mise en valeur des bâtiments, illuminations de Noël, éclairage des parcs et jardins
- Les plaques de rues : le pouvoir de dénomination des rues reste de la compétence du conseil municipal
- Les aires et parcs de stationnement affectés exclusivement à un équipement particulier
- La SIL (Signalétique d'initiative locale)
- Les équipements d'initiative locale (monument aux morts, statues, œuvres d'art).

Concernant les pouvoirs de police en matière de circulation et de stationnement, conformément aux conclusions de la Conférence des maires, il a été décidé par chacun des maires de refuser le transfert à la Métropole afin de garantir un maximum de réactivité sur le terrain.

Afin de préserver le pouvoir d'agir des maires en matière d'entretien et d'aménagement de la voirie et des espaces publics de proximité, et dans la continuité des principes énoncés dans le pacte de confiance métropolitain, une charte de gouvernance de la voirie et de l'espace public a été proposée à la conférence des maires,. Cette charte propose notamment une hiérarchisation des voiries (issue du PDU) et intègre très fortement les maires et leurs équipes municipales dans le processus de décision sur l'entretien et l'aménagement des voiries de niveau 1 (qui constituent près de 90% de l'ensemble de la voirie).

Une des déclinaisons de cette souveraineté communale en matière de voirie et d'espaces publics se concrétisera par la détermination d'enveloppes financières communales en fonctionnement et en investissement permettant de garantir la continuité de la politique d'investissement et du niveau de service de chaque commune.

Cette charte sera soumise à la délibération du conseil métropolitain courant 2015.

b) Urbanisme et aménagement

Dans l'attente de l'adoption d'un Plan local d'urbanisme intercommunal, un consensus s'est dégagé pour adopter les principes suivants, qui sont inscrits dans la charte de gouvernance du Plan local d'urbanisme :

- L'avis des communes est sollicité à chaque étape clef de l'élaboration du PLUI suivant des modalités très précises déclinées dans la charte de gouvernance,
- Les élus des communes, notamment les commissions d'urbanisme avec l'assistance de leurs techniciens communaux, auront une place pleine et entière dans l'élaboration du PLUI et de ses évolutions.
- Enfin, les modalités de concertation du public seront définies par la Métropole après avis de la Conférence des Maires.

Ces principes d'action valent également pour la conduite des procédures d'urbanisme communale en cours.

La charte de gouvernance du PLU sera soumise à la délibération du conseil métropolitain courant 2015.

En ce qui concerne les réserves foncières, la Métropole limitera sa compétence à la constitution de réserves foncières liées à des compétences métropolitaines (sites stratégiques du SCOT notamment), les communes restant compétentes pour la constitution de réserves foncières liées aux compétences dont elles ont la charge.

En matière de droit de préemption urbain, la loi prévoit le transfert du DPU à la Métropole, ce droit pouvant être délégué aux communes, dans le cadre d'opérations précisément identifiées.

La question de la fiscalité de l'urbanisme, et notamment de la répartition au sein du bloc communal de la taxe d'aménagement, fera l'objet d'arbitrages ultérieurs en conférence des maires.

c) Développement économique et tourisme

Cette compétence emporte trois secteurs ci-après précisés :

- En ce qui concerne le transfert des zones d'activité communales : la loi Maptam prévoit le transfert de l'ensemble des zones d'activité communales qu'elles soient commerciales, artisanales, industrielles ou touristiques. Les enjeux liés à ce transfert sont essentiellement ceux de l'entretien de la voirie et des espaces publics afférents à ces zones, point qui est traité de façon plus globale dans le cadre du transfert de la compétence voirie et espaces publics.
- En ce qui concerne le périmètre de la compétence développement économique : la loi Maptam prévoit le transfert à la Métropole de l'ensemble des actions de développement économique. Les actions des communes sont assez résiduelles en la matière, en dehors des foires et marchés qui restent de compétence communale au titre du pouvoir de police de la circulation et du stationnement. Il n'est donc pas prévu dans ce domaine de transfert de compétence ayant un impact significatif en matière financière ou de ressources humaines.
- En ce qui concerne les actions de promotion du tourisme : la loi Maptam prévoit le transfert à la Métropole de l'ensemble des actions de promotion du tourisme, dont la création d'offices du tourisme. Une déclinaison majeure de cette compétence sera la création, en 2015, d'un office de tourisme métropolitain, qui se substituera aux offices de tourisme et services municipaux du tourisme existant. Les grands axes de cette politique métropolitaine du tourisme seront soumis à la délibération du conseil métropolitain courant 2015.

d) Infrastructures et réseaux de télécommunication

En application de son intérêt métropolitain et des articles L 5217-1 et L5217-2 e) du Code Général des Collectivités Territoriales, la métropole assurera l'établissement, l'exploitation, l'acquisition et la mise à disposition de l'ensemble des réseaux de télécommunication, y compris les réseaux haut débits publics ou relevant de groupes fermés d'utilisateurs

d'intérêt communal et/ou intercommunal, sur l'intégralité de son territoire (ce transfert concernera notamment le réseau Pégase).

e) Habitat et logement

Les nouvelles compétences transférées dans le cadre de la transformation en métropole concerneront essentiellement les opérations programmées de l'habitat (seule la commune de Montpellier étant concernée) et les pouvoirs de police spéciale de l'habitat :

- la police spéciale des établissements recevant du public (ERP) à usage total ou partiel d'hébergement (article L.123-3 du code de la construction et de l'habitation), exercée par le maire au nom de la commune ;
- la police spéciale de la sécurité des équipements communs des immeubles collectifs à usage principal d'habitation (articles L.129-1 à L.129-6 du code de la construction et de l'habitation), exercée par le maire au nom de l'Etat ;
- la police spéciale des bâtiments menaçant ruine (articles L.511-1 à L.511-4, L.5115 et L.511-6 du code de la construction et de l'habitation), exercée par le maire au nom de la commune.

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Mise en oeuvre d'un service commun de Direction Générale des Services

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Conseil Communautaire du 24 octobre dernier a autorisé à une large majorité, par la délibération n°13040, son Président à saisir le représentant de l'Etat pour obtenir par décret le statut de métropole, conformément à l'article L.5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette démarche se fonde sur une ambition, une démarche et un projet communs, consignés dans le pacte de confiance métropolitain.

Le pacte de confiance métropolitain poursuit notamment l'objectif de renforcer l'échelon intercommunal dans le respect des souverainetés communales et de poser les bases d'une Métropole consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération négociée, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier souhaitent s'engager sur la voie d'une gouvernance mutualisée de leurs administrations.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Sur ce fondement, il est proposé de mutualiser la Direction générale des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la Ville de Montpellier dans le cadre d'une convention de service commun. Cette mutualisation concerne le seul poste de Directeur général des services.

Le service commun sera géré par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération de Montpellier selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50% chacune.

Le Comité technique de la Ville a été saisi, le 16 décembre 2014, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier saisit également son Comité technique et son assemblée délibérante aux fins de signer ladite convention.

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjoint délégué aux ressources humaines, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire |

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Convention de direction générale commune des services en application de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités

FICHE D'IMPACT « décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents »

Agent mutualisé :	Christian FINA
Collectivité d'origine :	Communauté d'Agglomération de Montpellier
Catégorie :	A
Grade :	<u>Inchangé</u> Ingénieurs en chef de classe exceptionnelle Directeur général des services des communes de plus de 400 000 habitants
REMUNERATION ET DROITS ACQUIS	
Impact sur le régime indemnitaire applicable :	<u>Inchangé</u> Régime indemnitaire des Ingénieurs en chef de classe exceptionnelle : part fonctionnelle et part performance définies dans la limite du plafond global annuel retenu par les services de l'Etat Loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010, art. 38 et 40 ; décret n° 2010-1705 du 30 décembre 2010 ; arrêté du 30 décembre 2010 ; arrêté du 16 février 2011.
Avantages collectivement acquis :	<u>Inchangés</u> Avantages acquis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
NBI :	<u>Inchangée</u> Directeur général des communautés d'agglomération de plus de 400 000 habitants : 100 points Décret n°2001-1274 du 27 décembre 2001 portant attribution d'une nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires occupant certains emplois administratifs de direction de collectivités territoriales ou d'établissements publics locaux assimilés
ORGANISATION ET CONDITIONS DE TRAVAIL	
Position statutaire :	Détachement sur emploi fonctionnel
Poste occupé :	Directeur général des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la Ville de Montpellier
Temps de travail et modalités d'organisation du temps de travail	<u>Inchangé</u> Dispositions applicables aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Pas de changement du profil horaire.
Affectation	<u>Inchangée</u> Le service commun est géré par la Communauté d'Agglomération de Montpellier
Lieu de travail	Communauté d'Agglomération de Montpellier et Ville de Montpellier
Supérieur hiérarchique	Autorité fonctionnelle partagée entre le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Maire de la Ville de Montpellier

Communauté d'Agglomération de Montpellier / Ville de Montpellier

Convention de création d'un service commun de direction générale des services

SOMMAIRE

Article 1 : Objet.....	2
Article 2 : Conditions générales.....	2
Article 3 : Responsabilité.....	2
Article 4 : Transfert de l'autorité.....	3
Article 5 : Situation du personnel mutualisé	3
Article 6 : Modalités financières.....	3
Article 7 : Durée - Résiliation.....	3
Article 8 : Dispositif de suivi.....	4
Article 9 : Litiges.....	4

Entre

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par Monsieur Pierre BONNAL, Vice Président délégué aux ressources humaines, dûment habilité par délibération en date du 18 décembre 2014,

ci-après dénommée « l'Agglomération », d'une part.

Et

la Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Adjoint au Maire délégué au Personnel, dûment habilité par arrêté du 29 avril 2014,

ci-après dénommée « la Ville », d'autre part,

PREAMBULE

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Les communes de l'Agglomération se sont rassemblées autour d'une ambition, d'une démarche et d'un projet, consignés dans un Pacte de confiance métropolitain et concrétisés par leur délibération pour l'obtention du statut de métropole, conformément à l'article L.5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Concomitamment à ces évolutions, dans une démarche de mutualisation, l'Agglomération et la Ville souhaitent mettre en place une Direction générale des services commune et ont déterminé les conditions de mise en œuvre, tant financière que fonctionnelle de cette nouvelle organisation.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2,

Vu les avis des Comités techniques de l'Agglomération et de la Ville respectivement des 17 décembre 2014 et 16 décembre 2014,

Vu l'avis de la Commission administrative paritaire de l'Agglomération du 18 décembre 2014,

Vu les délibérations des Conseils communautaire et municipal de l'Agglomération et de la Ville en date respectivement des 18 décembre 2014 et 17 décembre 2014,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir et de constituer entre l'Agglomération et la Ville un service commun de direction générale des services.

Il se traduit par la mise en place d'un poste commun de Directeur général des services qui s'exerce dans les conditions fixées par la présente convention, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour l'application de la présente convention, le mot mutualisation et le verbe mutualiser caractérisent la situation de mise en commun visée au précédent alinéa.

Article 2 : Conditions générales

Ce service commun sera géré par l'Agglomération, où est établie sa résidence administrative.

Article 3 : Responsabilité

Chaque collectivité restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Par conséquent, les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèveront des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi, l'Agglomération et la Ville assumeront chacune et indépendamment la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention du service commun.

De même, l'Agglomération et la Ville conserveront chacune et indépendamment, la complète responsabilité du processus de décision et des décisions relatives aux domaines de compétences relevant de leurs propres services.

Article 4 : Transfert de l'autorité

En fonction de la mission réalisée, le Directeur général des services est placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de l'Agglomération ou sous celle du Maire de la Ville.

Le Président ou le Maire adresse directement toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le Président ou le Maire peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au Directeur général des services pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Article 5 : Situation du personnel mutualisé

La carrière est gérée par l'Agglomération, collectivité de rattachement du service commun, qui verse la rémunération correspondant au grade et aux fonctions.

L'organisation, les conditions et la durée de travail sont établies par l'Agglomération. L'Agglomération procède à l'évaluation annuelle et exerce le pouvoir disciplinaire, le cas échéant après avoir été saisie par la Ville.

La Commission Administrative Paritaire est celle de l'Agglomération. Les questions collectives, notamment en termes d'organisation des services, sont examinées par le Comité Technique compétent, de l'Agglomération ou de la Ville.

Le service commun relève, selon les règles établies par l'Agglomération, de ses avantages salariaux et des prestations de son Comité d'action sociale sportive et culturelle.

Article 6 : Modalités financières

Afin de pouvoir accomplir les missions qui incombent à la Direction générale des services, l'Agglomération et la Ville s'engagent à mettre à disposition, chacune à leurs propres frais, les moyens matériels et humains nécessaires à l'exercice de ces missions. Ces dépenses incluent notamment les frais de mission engagés sous l'autorité fonctionnelle de l'une ou l'autre des collectivités.

Les dépenses mutualisées et entrant dans le calcul du remboursement concernent les charges de personnel, frais assimilés et avantages en nature consentis au personnel du service commun dans l'exercice de leurs fonctions (rémunérations, charges sociales, taxes, cotisations, frais médicaux, formations, moyens de locomotion et de télécommunication mis à disposition exclusive de l'agent, le cas échéant frais de mission commune...). Ils sont pris en charge par l'Agglomération.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à l'Agglomération ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre l'Agglomération et la Ville à hauteur de 50% chacune. Le remboursement est effectué sur la base d'un état de frais mensuel, accompagné des pièces justificatives.

Article 7 : Durée - Résiliation

La présente convention entrera en vigueur, après signature, dès sa transmission en préfecture.

Elle est établie pour la durée du mandat et expirera au plus tard 6 mois après le renouvellement des organes délibérants. Elle pourra être reconduite de manière expresse dans un délai de six mois suivant ce renouvellement.

En outre, elle pourra être dénoncée par le Président de l'Agglomération ou le Maire de la Ville à tout moment. Cette décision fait l'objet d'une information des assemblées délibérantes de chacune des collectivités et prend effet au premier jour du 3^{ème} mois suivant cette information.

Article 8 : Dispositif de suivi

Un suivi contradictoire régulier de l'application de la présente convention est assuré par un Comité de suivi composé de 2 représentants (élus ou agents) de l'Agglomération, nommés par le Président, et de 2 représentants (élus ou agents) de la Ville, nommés par le Maire.

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an pour établir un bilan financier et qualitatif succinct relatif à l'application de la présente convention. Ce rapport est transmis au Président de l'Agglomération et au Maire de la Ville.

Article 9 : Litiges

L'Agglomération et la Ville s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution des présentes. A défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier sera compétent.


Fait à Montpellier, le

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
ci-dessus dénommée « l'Agglomération »

Pour la Ville de Montpellier,
ci-dessus dénommée « la Ville »

Le Vice Président délégué aux ressources humaines,
Pierre BONNAL

L'Adjoint au Maire délégué au Personnel,
Abdi EL KANDOUSSI



Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Secteur Cavalade - Miro

Instauration d'un périmètre d'étude (art. L. 111-10 du code de l'urbanisme)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique d'aménagement des quartiers est de la commune, la Ville de Montpellier a développé successivement différentes opérations d'aménagement sous la forme de ZAC (Zones d'aménagement concerté) visant à réaliser de nouveaux quartiers mixtes à dominante d'habitation, au sein d'un vaste projet urbain dénommé Port Marianne. Dans le même secteur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé la réalisation de zones d'urbanisation nouvelle destinées à accueillir principalement des activités commerciales et de services (Odysseum, Hippocrate, ...).

En marge de ces opérations d'aménagement encadrées par les collectivités, des secteurs résiduels, dit « de hameau », peu ou mal desservis par les réseaux publics, ont été maintenus jusqu'à présent dans leur état initial, notamment par le biais d'une réglementation favorisant une évolution très limitée dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier.

Ces secteurs, situés entre les ZAC Jardins de la Lironde, Parc Marianne, République, Portes de la Méditerranée et Hippocrate, se trouvent particulièrement exposés à un risque d'urbanisation non maîtrisée pouvant entraîner, du fait de la pression démographique et immobilière, un développement urbain inopportun voire anarchique.

Le périmètre de ce secteur, qu'il est proposé de désigner sous l'appellation « Cavalade – Miró » du fait de l'existence en son sein des voies éponymes, est compris entre la route de Vauguière et l'avenue du Mondial 98 au nord, la rue Joan Miro à l'ouest, l'avenue Nina Simone et le secteur Cavalade de la ZAC République au sud, et la ZAC Hippocrate à l'est. Sur le plan réglementaire, il s'organise dans le PLU autour de la zone 6U essentiellement mais il inclut également une zone AU0 (secteur destiné à la réalisation d'équipements publics d'enseignement, tel qu'un collège et un groupe scolaire) ainsi qu'une partie de la zone 12AU-3 – en bordure de

l'avenue du Mondial 98 - correspondant au règlement d'urbanisme de la ZAC Parc Marianne, bien qu'extérieur à son périmètre opérationnel.



Le contexte urbain actuel de ce secteur d'environ 12 hectares interroge sur son évolution urbaine. En effet, il est aujourd'hui composé de terrains non bâtis ou faiblement bâtis, essentiellement de l'habitat individuel s'inscrivant en rupture avec la densité des quartiers de ville et pôles tertiaires des secteurs aménagés alentours. En raison d'une situation avantageuse au cœur des différents quartiers de Port Marianne et d'Odysseum, et d'une très bonne desserte par les transports publics, le secteur « Cavalade – Miró » présente un caractère propice aux mutations urbaines. L'application des seules dispositions du Plan Local d'Urbanisme (PLU), en dehors du cadre d'une opération d'aménagement ou d'une évolution réglementaire adaptée au contexte, pourraient conduire à des résultats insatisfaisants, tant sur les formes bâties que sur la capacité à générer un tissu urbain cohérent et durable.

Par ailleurs, la politique réglementaire mise en œuvre jusqu'alors sur ces secteurs reposait essentiellement sur l'application d'un coefficient d'occupation des sols (COS) très faible, évitant ainsi une évolution incontrôlée de l'urbanisation. Or, la loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR), publiée le 26 Mars 2014, a rendu d'application immédiate la suppression du COS prévu à l'article 14 des PLU.

La loi ALUR a fait de la suppression du COS une disposition d'application immédiate, sans que les études urbaines ou paysagères nécessaires à l'accompagnement de cette évolution réglementaire majeure n'aient pu être engagées. Or, même si la suppression du COS était un objectif nécessaire et inévitable, il est à craindre qu'en l'absence de garde-fou visant à la préservation des paysages urbains les plus significatifs, sa disparition soudaine favorise déraisonnablement l'émergence de projets de construction aux densités mal adaptées à leur environnement. C'est notamment le cas des secteurs qui combinent à la fois une présence végétale importante et une densité urbaine faible tels que les secteurs « de hameau » de Port Marianne décrits ci-dessus.

Par conséquent, la Ville de Montpellier s'est d'ores et déjà engagée dans une réflexion fine pour éviter, sur ces secteurs, une évolution incompatible avec la préservation des paysages ou le souhait de développer un urbanisme maîtrisé et durable.

Il a donc été décidé de confier une étude de structuration urbaine à un architecte-urbaniste, en vue de recueillir des éléments de faisabilité urbaine dans le but d'obtenir un schéma de développement structuré et rationnel du secteur, en cohérence avec les quartiers alentours.

Cette étude vise notamment à établir le potentiel urbain (évolution envisageable du bâti, volumétrie, programmation, phasage dans le temps...), mais aussi la trame viaire et de circulations douces à y développer éventuellement. Elle permettra également de s'interroger sur les questions d'organisation des équipements publics et de trame verte ainsi que sur une éventuelle opération d'aménagement à mettre en œuvre pour organiser son développement urbain.

Afin de ne pas compromettre la faisabilité d'une telle opération, d'une part, et de ne pas rendre plus onéreuse sa réalisation, d'autre part, il s'avère aujourd'hui nécessaire d'instituer un périmètre d'étude au sens de l'article L.111-10 du code de l'urbanisme. La délimitation de ce périmètre d'étude est présentée en annexe à la présente délibération.

Cette disposition permettra à la collectivité d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre d'un projet d'aménagement urbain structuré, durable et cohérent.

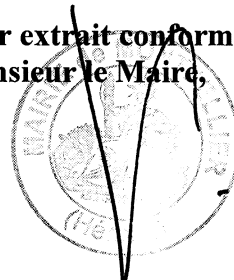
En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre en considération la mise à l'étude de l'aménagement du secteur dénommé « Cavalade – Miró », tel que défini ci-avant ;

- D'instituer un périmètre d'étude suivant le plan joint en annexe de la présente délibération, délimitant les terrains concernés par l'étude, conformément aux dispositions de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

01	02	03	
04	05	06	07
08	09	10	11
12	13	14	15
16	17	18	19
20	21	22	23
24	25	26	27
28	29		



Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) Agrément de candidature SOGEPROM Sud Réalisations C°/ PRAGMA SAS (Lot F)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité. Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics ou privés :

- l'hôtel de police nationale et le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, situés à l'ouest et au centre du quartier ;
- le nouvel hôtel de ville de Montpellier, situé en bordure du Lez, au sud du quartier, ouvert au public depuis le 14 novembre 2011 ;
- autour de l'hôtel de ville : la place Georges Frêche, un hôtel 4 étoiles, des commerces, un parc de stationnement, un grand parc paysager ainsi que des ouvrages hydrauliques et d'assainissement liés à la maîtrise des inondations et à l'amélioration de la qualité des eaux du Lez.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en quatre périmètres successifs :

- Le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçu par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confié à la SERM en qualité d'aménageur, ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.

- L'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue du Pr. Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6 000 m² de la place Georges Frêche le nouvel hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiée aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, cette extension est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et est aujourd'hui en cours d'achèvement avec la réalisation prochaine des lots L1 et L2.
- Une nouvelle extension a été décidée par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007 en vue de répondre à l'évolution rapide du contexte urbain du secteur, et notamment à la réalisation des 3^{ème} et 4^{ème} lignes de tramway. Cette extension se situe dans le prolongement direct du nouvel hôtel de ville, au sud et à l'ouest de celui-ci.
- Enfin, un nouveau dossier de création a été approuvé par le Conseil municipal en sa séance du 1^{er} octobre 2012. Les modifications apportées à l'opération concernent principalement l'adaptation du périmètre de l'opération sur différents secteurs et du programme global de constructions en résultant.

Le traité de concession initial de la ZAC a été autorisé par délibération du conseil municipal le 9 mai 1994 et a évolué dans le temps grâce à des modifications apportées par plusieurs avenants. Cette concession avec la SERM prévoit l'agrément par la Ville des attributaires de chacun des lots de la ZAC, sur proposition de la SERM.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de SOGEPROM Sud Réalisations C°/ PRAGMA SAS en vue de la cession du lot F de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) permettant la réalisation du programme décrit ci-après :

- Dénomination du candidat :

SOGEPROM Sud Réalisations C°/ PRAGMA SAS
Immeuble Etoile Richter
45, place Ernest Granier
CS 19501
34960 Montpellier cedex 2

- Localisation :

Lot F
ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3)

- Références cadastrales du bien à céder :

Le lot F correspond aux parcelles cadastrées DS n°684p et 685p d'une superficie totale de 1 198 m² environ.

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 52 logements collectifs.

- Surface de plancher (SDP) :

Surface envisagée : 3 615 m² SDP

La SERM précise que la candidature de SOGEPROM Sud Réalisations C°/ PRAGMA SAS prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de SOGEPROM Sud Réalisations C°/ PRAGMA SAS en vue de la réalisation d'un programme comprenant environ 52 logements collectifs sur le lot F de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code
Général des Collectivités Territoriales :**

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Plan local d'urbanisme (PLU) **Ouverture à l'urbanisation de l'entrée de ville Avenue François Delmas et de l'extension du quartier Ovalie**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier envisage d'engager une procédure de modification de son plan local d'urbanisme (PLU) afin d'ouvrir à l'urbanisation deux nouveaux secteurs dans le cadre d'opérations d'ensemble :

- l'entrée de ville située le long de l'avenue François Delmas, au nord-est du centre historique, dans le quartier Centre ;
- l'extension de la ZAC Ovalie, au sud-ouest de la ville, dans le quartier Croix d'Argent.

Ces secteurs sont actuellement inscrits en zone AU0 au PLU, inconstructible en l'état excepté pour les équipements publics et les extensions mesurées de bâtiments existants. L'objectif de ces zones AU0 est de permettre la réalisation à moyen ou long termes des projets d'urbanisation nouvelle dans le cadre d'opérations d'ensemble sur lesquels le développement de la ville doit s'inscrire en priorité.

Une ouverture à l'urbanisation des deux secteurs mentionnés ci-dessus doit donc se traduire par le classement de zones à urbaniser AU0 en zones à urbaniser constructibles AU.

La loi ALUR (pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) du 24 mars 2014, impose désormais que « lorsque le projet de modification [du plan local d'urbanisme] porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée [...] du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones ».

La présente délibération expose en conséquence les motifs qui amènent à ouvrir à l'urbanisation, d'une part, le secteur de zone AU0-11 situé en entrée de ville, le long de l'avenue François Delmas et, d'autre part, le secteur de zone AU0-12 correspondant à l'extension du quartier Ovalie.



Dans un contexte de très forte croissance démographique (plus de 2 500 nouveaux habitants par an en moyenne sur les vingt dernières années), la Ville de Montpellier s'est engagée, depuis plus de 30 ans, dans une politique volontariste en matière de production de logements pour répondre aux besoins des nouveaux habitants.

Cette politique a concerné tant la réalisation de quartiers nouveaux dans le cadre de zones d'aménagement concerté (ZAC), que le renouvellement du parc de logements des quartiers existants grâce à des dispositions adaptées du document d'urbanisme. Cette organisation géographique de la production de logements s'est par ailleurs déclinée en observant deux principes fondamentaux :

- la mise en œuvre d'une mixité sociale permettant d'accueillir et de rapprocher toutes les catégories de la population à une échelle ne dépassant pas celle du quartier,
- la production d'un espace favorisant la mixité des fonctions urbaines permettant le rapprochement de l'habitat et de l'emploi, la réduction des déplacements et l'émergence de territoires plus solidaires animés d'une vie sociale, associative et économique permanente.

Afin de proposer une offre diversifiée de logements et de répondre à la croissance démographique exceptionnelle, la Ville de Montpellier doit mener une politique de développement ambitieuse lui permettant de mêler renouvellement urbain, requalification des quartiers existants et création de nouveaux quartiers.

Le programme local de l'habitat (PLH), adopté par la Communauté d'Agglomération pour la période 2013-2018, a fixé pour la Ville de Montpellier un objectif de production de 2 500 logements par an, dont 30% de logements locatifs sociaux et 20% de logements en accession « abordable ».

Les efforts de la Ville pour atteindre cet objectif et soutenir la production de logements se traduisent par une maîtrise publique du développement urbain et la programmation de nouveaux quartiers.

Dans le PLU, la zone AU0 préfigure ces futurs quartiers. Couvrant des secteurs où le développement de la ville doit s'inscrire en priorité à moyen ou long terme, dans le cadre d'opérations d'ensemble, elle est fermée à toute possibilité d'urbanisation immédiate, compte tenu de l'insuffisance des réseaux au regard des projets envisagés, hormis les équipements publics qui seraient nécessaires et les extensions limitées des habitations et activités existantes.

Aujourd'hui, nonobstant la poursuite du développement urbain dans le cadre des ZAC entrées en phase opérationnelle (notamment ZAC Nouveau Saint-Roch en cœur de ville, ZAC Port Marianne-Parc Marianne, ZAC Port Marianne-Jacques Cœur, ZAC Port Marianne – Rive gauche à l'est, ZAC Pierres Vives à l'ouest...), les possibilités de densification en zone urbaine ne suffisent pas à poursuivre l'effort de construction fixé par le PLH.

Aussi, considérant que les possibilités de production de logements sont toutes exploitées ou sur le point de l'être aujourd'hui, il apparaît nécessaire d'ouvrir à l'urbanisation deux secteurs de la zone AU0 correspondant chacun à des projets d'urbanisation future dont les grandes orientations et l'économie générale sont déjà définies dans le PLU :

- le secteur de zone AU0-11, situé à l'extrémité nord de l'avenue François Delmas : l'aménagement de cette zone doit contribuer à valoriser sa localisation en marquant la symbolique d'entrée de ville en articulation avec le Lez et les espaces naturels qui lui sont attenants. A proximité de la 2ème ligne de tramway, son aménagement fera l'objet d'un schéma d'ensemble répondant aux objectifs de mixité urbaine ainsi que la réalisation d'équipements publics et privés, de bureaux, de locaux d'activités et de logements ;
- le secteur de zone AU0-12, correspondant au secteur d'extension du quartier Ovalie, sera aménagé dans le cadre d'un schéma d'aménagement d'ensemble en articulation avec l'urbanisation en cours, les hameaux existants et la zone agricole et naturelle de la vallée du Rieucoulon. A vocation principale de logement, la zone développera un tissu urbain de densité moyenne, comparable à celle actuellement projetée dans le cadre du quartier Ovalie, et privilégiera les constructions sous forme de petits collectifs.



Ces secteurs sont par ailleurs bien identifiés comme des zones d'urbanisation préférentielle dans l'ensemble des documents de stratégie urbaine et notamment dans le SCOT® (Schéma de Cohérence territoriale) approuvé par la Communauté d'agglomération de Montpellier en février 2006. Présentés dans ce document comme des secteurs d'urbanisation prioritaire, leur ouverture à l'urbanisation est aujourd'hui d'autant plus justifiée dans un contexte où Montpellier va très prochainement s'inscrire comme ville centre d'un vaste projet urbain à l'échelle de la Métropole qui se dessine.

L'ouverture à l'urbanisation de ces deux secteurs permettra non seulement de répondre efficacement à la forte demande en logements nouveaux, mais elle permettra également de compléter l'offre en équipements publics ou de conforter ceux déjà existants, d'aménager et d'articuler les espaces ou équipements publics (places, parcs, jardins...), ou encore de préserver ou développer des espaces paysagers vierges de toute urbanisation.

Les opérations en question seront par ailleurs toutes deux réalisées en cohérence avec leur contexte urbain environnant. D'une part, elles sont composées d'un seul tenant et dans la continuité de l'urbanisation existante, afin d'éviter une urbanisation morcelée, d'autre part elles sont limitrophes à des espaces paysagers conséquents qui seront préservés et confortés :

- le Lez vert pour le secteur de l'avenue François Delmas (emplacement réservé inscrit au PLU en vigueur) et, plus largement tous les aménagements paysagers et de loisirs existants le long du Lez (domaine de Méric par exemple) ;
- la vaste zone agricole et naturelle de la vallée du Rieucoulon pour le secteur d'extension du quartier Ovalie : représentant une surface de plusieurs hectares, cette zone vient accompagner le développement urbain du secteur sud de la ville. Elle fait elle aussi l'objet d'un emplacement réservé au PLU de la Ville de Montpellier (n°R5) et a vocation à rester un des poumons verts du territoire montpelliérain.

En termes d'objectifs, l'ouverture à l'urbanisation du secteur de zone AU0-11, avenue François Delmas, doit notamment permettre de requalifier le cadre bâti, d'améliorer l'ambiance paysagère et les espaces publics actuellement très peu qualitatifs de cette entrée de ville. Ce secteur est déjà anthropisé de longue date et marqué par une urbanisation peu dense et disparate composée essentiellement d'entrepôts divers, de friches urbaines et de structures commerciales destinées à la vente de véhicules. Il se situe par ailleurs dans le prolongement immédiat du centre-ville de Castelnau-le-Lez, est desservi par la ligne 2 du tramway de l'Agglomération (station de tramway à 150 mètres du secteur) et bénéficie de la proximité de plusieurs équipements tels qu'un équipement scolaire, des commerces, le domaine public de Méric, ..etc.

Engagée depuis plusieurs années dans une réflexion pour l'évolution de ce secteur, la Ville a déjà pu y acquérir plusieurs terrains et constituer des réserves foncières en vue de son réaménagement opérationnel. L'ensemble des conditions sont par conséquent aujourd'hui réunies pour engager un processus d'ouverture à l'urbanisation de ce secteur en faisant, en premier lieu, évoluer son zonage réglementaire au profit d'une zone à urbaniser constructible, puis en poursuivant, en second lieu, les études pré-opérationnelles permettant d'engager sa mutation.

En ce qui concerne le secteur de zone AU0-12 relatif à l'extension du quartier Ovalie, son objectif est de traiter, avec des densités moindres, la transition entre la ZAC Ovalie, la zone de hameaux et le futur grand poumon vert dans la coulée verte du Rieucoulon traduit dans le PLU par l'emplacement réservé R5 d'environ 60 hectares.

Constitué d'anciennes friches agricoles, ce secteur d'environ 10 hectares a fait l'objet d'études urbaines notamment dans le cadre d'un concours d'architecte-urbaniste ayant permis de retenir en mai 2003 l'équipe lauréate constituée par l'Agence Nicolas LEBUNETEL et le paysagiste NEMIS. Parallèlement, une concession d'aménagement portant sur l'ensemble du quartier (secteur d'extension comprise) a été conclue en 2004 avec la SERM (Société d'économie mixte de la Région Montpelliéraine) permettant d'engager un processus opérationnel pour mener les études et assurer la réalisation du quartier. Plusieurs acquisitions foncières ont été opérées sur le secteur de zone AU0-12 par la SERM dans le cadre de cette concession.

Ce secteur est par ailleurs situé à proximité de la zone d'activité de Garosud, de l'autoroute A9, et il est desservi par les transports en commun et plusieurs équipements publics répondant aux besoins des différentes catégories de population (crèche, école, maison de retraite...). De nombreuses structures commerciales existantes

bénéficient également aux habitants ou aux futurs habitants du secteur : on retrouve en effet à moins de 500 mètres plusieurs surfaces commerciales de type supermarchés ainsi que des commerces de proximité.

Outre le futur parc du Rieucoulon en cours de constitution évoqué ci-avant, le secteur dispose aussi d'un accès rapide au parc Montcalm, au parc du Belvédère, à l'agri-parc des Grisettes, ou au circuit piéton et cyclable de la Marathonienne ceinturant la ville sur 42 km.

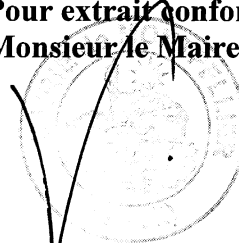
Au vu de tous ces éléments, il est donc proposé d'acter le principe d'ouvrir à l'urbanisation les secteurs de zone AU0-11 et AU0-12 correspondant respectivement aux projets de l'avenue François Delmas et à l'extension du quartier Ovalie. Il est précisé que ce changement réglementaire se fera dans le cadre d'une procédure de modification du PLU qui reste à engager.

En conséquence, il vous est proposé :

- de décider de l'ouverture à l'urbanisation des secteurs « entrée de ville - avenue François Delmas » (AU0-11) et « extension d'Ovalie » (AU0-12) pour les raisons évoquées ci-dessus, et d'engager la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire ;

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

QUARTIER CONSULS DE MER SECTEUR « MOULIN DES SEPT CANS - PETIT TRAIN » Instauration d'un périmètre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) et des modalités de partage des coûts des équipements Conclusion d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier et la SARL RB Group.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le secteur désigné « Moulins des Sept Cans – Petit Train » est situé au nord-ouest de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, entre la rue Charles Perrault et les avenues du Petit Train et Albert Dubout. Il s'inscrit dans un contexte urbain qui a fortement évolué ces dernières années ce qui a amené la Ville à s'interroger sur son évolution. En effet, ce secteur est aujourd'hui composé d'un bâti hétéroclite, essentiellement individuel, qui s'inscrit en rupture avec l'habitat dense de type centre-ville des secteurs environnants. En raison d'une situation avantageuse entre le centre-ville et les nouveaux quartiers de Port Marianne (Consuls de Mer, Jacques Cœur...), leurs commerces et équipements, l'hôtel de Ville, ainsi qu'une très bonne desserte par les transports publics, le secteur présente un caractère propice aux mutations urbaines.

Certaines parcelles ont déjà fait l'objet d'opérations de constructions récentes dans ce secteur mais, en dehors du cadre d'une réflexion d'ensemble, la mutation des parcelles restantes pourrait ne pas conduire à des résultats satisfaisants, tant sur les formes bâties obtenues que sur leur capacité à générer un tissu urbain cohérent et durable.

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants, de réparation de la ville et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier s'est engagée depuis plusieurs années dans une réflexion urbaine dans et autour du secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train ». Cette réflexion a permis de recueillir des éléments de diagnostic, d'identifier les espaces à enjeux et de donner à la Ville des orientations en matière de programmation urbaine et de potentiel foncier.

Dans ce même secteur, en raison de la forte pression foncière, et afin de ne pas compromettre la faisabilité des futures opérations de réaménagement mais aussi pour ne pas rendre plus onéreuse leur réalisation, il a été nécessaire d'instituer, par délibération du Conseil municipal en date du 17 juin 2013, un périmètre d'étude au sens de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme. Ce dispositif permet ainsi à la Ville d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre d'une opération d'aménagement urbain globale.

En parallèle, une consultation pour la conception architecturale et urbaine des secteurs situés à l'ouest de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, dont fait partie le secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train », a été lancée.

Au printemps 2014, le cabinet Matte-Devaux-Rousseau (MDR) a été désigné lauréat du marché d'architecte-urbaniste sur ce secteur en raison, notamment, de la cohérence de son projet d'aménagement avec l'environnement urbain existant. Le projet présenté a notamment permis de donner un cadre à l'émergence de nouveaux projets immobiliers apparus au sein du secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train » et de mener des études sur la requalification des espaces et équipements publics à réaliser pour permettre l'arrivée d'une population additionnelle.

Dans la mesure où la mise en œuvre de ce projet d'aménagement implique la réalisation d'équipements publics coûteux, il apparaît indispensable que les opérations immobilières puissent participer à son financement. Pour cela, les articles L. 332-11-3 et suivants du code de l'urbanisme prévoient une méthode de financement contractualisée grâce à la conclusion d'une convention de projet urbain partenarial (PUP) entre les constructeurs et la Ville, permettant la prise en charge financière par les porteurs de projets immobiliers de tout ou partie des équipements publics.

Parallèlement, en raison de l'ampleur des équipements publics à réaliser, de l'étendue du secteur d'étude et du nombre important d'opérations de construction à venir au sein de ce secteur, ce même article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme offre la possibilité de délimiter un périmètre de conventions de PUP à l'intérieur duquel l'ensemble des constructeurs viendront participer à la prise en charge de ces équipements publics dès lors qu'ils répondent aux besoins des futurs habitants ou usagers de leurs opérations.

Dans ce contexte et à l'occasion d'un premier projet de construction porté par la société RB Group (nom commercial : M&A Promotion) dans le secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train », il est proposé, d'une part, d'établir un périmètre de conventions de PUP et, d'autre part, de mettre en œuvre une convention de projet urbain partenarial (PUP) avec la société RB Group.

En ce qui concerne le périmètre de conventions de PUP, celui-ci est délimité selon le plan ci-annexé. Le projet d'aménagement d'ensemble s'étendant à la fois sur la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer et dans le périmètre de conventions de PUP et ses abords, le coût des équipements publics à réaliser sera par conséquent partagé entre les constructeurs agissant au sein du périmètre de conventions de PUP et la Ville de Montpellier, soit directement, soit dans le cadre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer.

L'ensemble des travaux d'équipements publics à réaliser sont estimés à 7 566 734 € HT (coût global d'opération incluant travaux, maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, frais d'études, aléas, honoraires,...etc.). Ils consistent en un réaménagement des voiries et réseaux divers au niveau de l'avenue du Petit Train, de la rue du Moulin des Sept Cans et de l'allée des Frères Grimm. Ils prévoient également la requalification de la place du Rabbin Schilli et de ses abords ainsi que du carrefour situé à l'intersection de la rue du Moulin des Sept Cans et des avenues Albert Dubout et du Petit Train. L'ensemble de ces aménagements correspond à une surface à réaménager estimée à 23 000 m² environ. Le coût global prévisionnel d'opération inclut également le coût des acquisitions foncières nécessaires aux aménagements.

La répartition de financement de ces équipements publics entre le périmètre de conventions de PUP et la Ville est définie comme suit :

- la part à la charge des constructeurs agissant dans le cadre du périmètre de conventions de PUP est fixée à 3 536 691 € HT, correspondant aux besoins des futurs habitants ou usagers ;
- la Ville et la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer prendront à leur charge le reliquat du coût des aménagements à réaliser, soit 4 030 042 € HT.

Au sein du périmètre de conventions de PUP, les modalités de partage des coûts des équipements sont fixées proportionnellement aux surfaces de plancher (SDP) développées par chaque opération.

En ce qui concerne le projet de construction de la société RB Group, ce projet consiste, après démolition des maisons individuelles qui constituent le tènement foncier sur les parcelles cadastrées EY 784, EY 786 et EY 711b, en la construction d'un nouvel ensemble immobilier d'environ 52 logements dont 8 logements locatifs sociaux. Une demande de permis de construire a été déposée dans ce but par le promoteur.

La mise en œuvre dans de bonnes conditions de ce projet immobilier nécessitant la réalisation d'équipements publics divers (réseaux d'eaux pluviales, viaires...etc.) tels que décrits dans le document annexé à la présente délibération, une convention de PUP entre la société RB Group et la Ville va être conclue pour participer à leur financement.

Il est donc proposé de mettre à la charge du promoteur la part des équipements répondant aux besoins des futurs habitants et usagers, celle-ci étant estimée à 12,5 % de la part à la charge des constructeurs agissant dans le cadre du périmètre de conventions de PUP (3 536 691 € HT), soit 439 300 €. Le projet de convention avec la société RB Group est annexé à la présente délibération et précise toutes les modalités de financement.

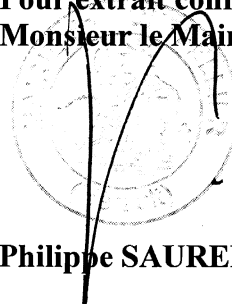
Le périmètre du projet urbain partenarial concernant cette opération est annexé à la convention de participation et correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet porté par la société RB Group. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet urbain partenarial et exonère ce périmètre de la taxe d'aménagement (part communale uniquement) pour une durée qui ne peut excéder 10 ans. Dans le cas d'espèce, au vu de la participation prévue par la convention, il est proposé de prévoir la durée d'exonération maximum de la part communale de la taxe d'aménagement sur le périmètre concerné, soit pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De délimiter le périmètre de conventions de projet urbain partenarial (PUP) sur le secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train » tel que présenté sur le plan joint en annexe et de fixer les modalités de partage des coûts des équipements publics correspondant aux besoins des futurs habitants ou usagers des opérations de construction attendues proportionnellement aux surfaces de plancher (SDP) développées par chaque opération ;
- D'approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier et la société RB Group, notamment le montant de la participation du constructeur au vu du coût prévisionnel de l'opération d'aménagement d'ensemble et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial pour cette opération, tels que joints en annexe ;
- D'exclure le secteur délimité pour cette opération du champ d'application de la taxe d'aménagement (part communale) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'adjoint délégué, à signer la convention de projet urbain partenarial telle qu'annexée à la présente délibération, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL

QUARTIER CONSULS DE MER – SECTEUR “MOULIN DES SEPT CANS – PETIT TRAIN”

Préambule

En application des dispositions des articles L332-11-3 et L332-11-4 du code de l'urbanisme, la présente convention est conclue entre :

La société RB Group, 63 avenue du Pont Juvénal, 34000 Montpellier, représentée par :
Son Président, la SARL M&A, domicilié au 63 av du pont Juvenal - 34 000 Montpellier, elle-même représentée par son gérant, Laurent Romanelli.

En qualité de promoteur / constructeur,

D'une part,

Et

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur le Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n° en date du 17 décembre 2014.

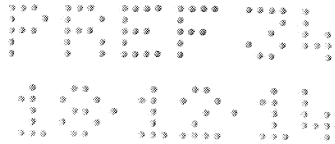
D'autre part.

La présente convention de projet urbain partenarial a pour objet la prise en charge financière pour partie des équipements publics dont la réalisation par la Ville de Montpellier est rendue nécessaire par l'opération de construction de logements réalisée par la société RB Group, sise Allée des frères Grimm (parcelles cadastrées 784-786-711b). Il est précisé que cette convention s'intègre dans un périmètre global de conventions de PUP tel que prévu à l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, à savoir *“un périmètre à l'intérieur duquel les propriétaires fonciers, les aménageurs ou les constructeurs qui s'y livrent à des opérations d'aménagement ou de construction participent, dans le cadre de conventions, à la prise en charge de ces mêmes équipements publics”*. La délimitation de ce périmètre global ainsi que les modalités de partage des coûts des équipements à réaliser ont été approuvées par délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 17 décembre 2014.

Ce projet a fait l'objet du dépôt en mairie d'une demande de permis de construire référencée comme suit :

- n° PC 34 172 14V0148 - RB Group, pour la réalisation d'une opération de 52 logements environ.

En conséquence, il a été convenu entre les parties ce qui suit :



Article 1

La Ville de Montpellier s'engage à réaliser les travaux d'aménagement suivants, induits notamment par l'opération de construction suscitée :

- réaménager les voies de desserte du projet et notamment l'avenue du Petit Train, la rue du Moulin des Sept Cans et l'allée des frères Grimm ;
- requalifier la place du Rabbin Schilli et ses abords ;
- réaménager le Carrefour situé à l'intersection de la rue du Moulin des Sept Cans et des avenues Albert Dubout et du Petit Train ;

L'ensemble des aménagements prévus dans le cadre du périmètre global de conventions de PUP prévu à l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme correspond à une surface à réaménager ou à créer estimée à environ 23 000 m².

Ces travaux comprennent tous travaux préparatoires à l'opération, les terrassements, les espaces verts, l'ensemble des travaux de voirie et réseaux divers induits, l'aménagement des accès aux propriétés desservies et autres aménagements nécessaires à la réalisation du projet. A noter que les travaux liés au projet urbain partenarial ne comportent pas de travaux d'assainissement.

Le coût total des équipements à réaliser dans le cadre du périmètre global de conventions de PUP prévu à l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme est fixé à **7 566 734 € HT**. Ce coût prévisionnel prend en compte tous les frais d'études, de maîtrise d'œuvre, d'acquisitions foncières et aléas, ainsi que le coût des équipements à réaliser. Il est précisé que seule la part correspondant aux besoins des futurs habitants ou usagers du périmètre de conventions de PUP sera mis à la charge des constructeurs, soit **3 536 691 € HT**.

Seul le montant HT de l'opération sera mis pour partie à la charge du constructeur selon les conditions précisées à l'article 3, la TVA applicable étant récupérée ultérieurement par la Ville de Montpellier.

Pour mémoire, les équipements existants déjà entièrement financés et les équipements propres à l'opération d'aménagement définis à l'article L.332-15 du code de l'urbanisme ne peuvent être inclus dans les équipements à financer au titre de la présente convention.

Article 2

La Ville de Montpellier s'engage à réaliser la totalité des travaux d'aménagement prévus à l'article 1 dans un délai maximum de 10 ans suivant le dépôt de la première Déclaration d'Ouverture de Chantier liée aux autorisations administratives nécessaires à la bonne réalisation de l'opération.

La Ville de Montpellier s'engage toutefois à avoir réalisé, si nécessaire, les travaux indispensables au fonctionnement des immeubles du projet de RB Group, à leur desserte et à leurs branchements, à l'horizon de leur livraison. En particulier, les revêtements des sols des trottoirs au droit de l'opération seront réalisés.

Le constructeur n'étant pas en mesure de garantir une date de livraison de son opération, la Ville



de Montpellier s'engage à s'adapter au rythme du chantier pour livrer les aménagements nécessaires au fonctionnement des immeubles.

Article 3

La société RB Group s'engage, dans le cadre de la mise en œuvre des autorisations administratives nécessaires à la bonne réalisation de l'opération, matérialisée par le dépôt de la Déclaration d'Ouverture de Chantier, à verser à la Ville de Montpellier la fraction du coût des équipements publics prévus à l'article 1 nécessaires aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre défini à l'article 5 de la présente convention.

Cette fraction étant estimée à 12,5 % de la part à la charge des constructeurs agissant dans le cadre du périmètre de conventions de PUP défini (soit 3 536 691 € HT), **le montant de la participation totale à la charge de la société RB Group s'élève par conséquent à 439 300 €.**

Article 4

En exécution de titres de recettes émis comme en matière de recouvrement des produits locaux, la société RB Group s'engage à procéder au paiement de la participation de projet urbain partenarial mise à sa charge dans les conditions suivantes :

- 50% au dépôt de la Déclaration d'Ouverture de Chantier ;
- 50% 12 mois après le dépôt de la Déclaration d'Ouverture de Chantier.

Article 5

Le périmètre d'application de la présente convention est délimité par le plan joint en annexe à la présente convention. Il correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par le promoteur. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet urbain partenarial et exonère cette parcelle de taxe d'aménagement (part communale) pour une durée qui ne peut excéder 10 ans.

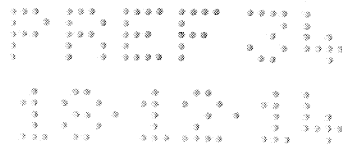
La durée d'exonération de la taxe d'aménagement (part communale) est de 10 ans à compter de l'affichage de la mention de la signature de la convention en mairie.

Article 6

La présente convention est exécutoire à compter de l'affichage de la mention de sa signature en mairie de Montpellier.

Article 7

Si les équipements publics définis à l'article 1 n'ont pas été achevés dans les délais prescrits par la présente convention, la somme représentative du coût des travaux non réalisés sera restituée à



la société RB Group, sans préjudice d'éventuelles indemnités fixées par les juridictions compétentes.

Article 8

La société RB Group pourra se substituer toute société de son groupe au titre de la mise en œuvre de l'opération immobilière décrite ci-dessus et de l'exécution de la présente convention.

Article 9

Toutes modifications éventuelles des modalités d'exécution de la convention de projet urbain partenarial doivent faire l'objet d'avenants à la présente convention.

Article 10

La présente convention sera déclarée caduque, sans versement d'indemnités, si pour quelque cause que ce soit, l'acquisition du terrain nécessaire à l'opération globale n'est pas réalisée.

Fait à Montpellier le :

en 3 exemplaires originaux

Signatures

Pour la Ville de Montpellier,

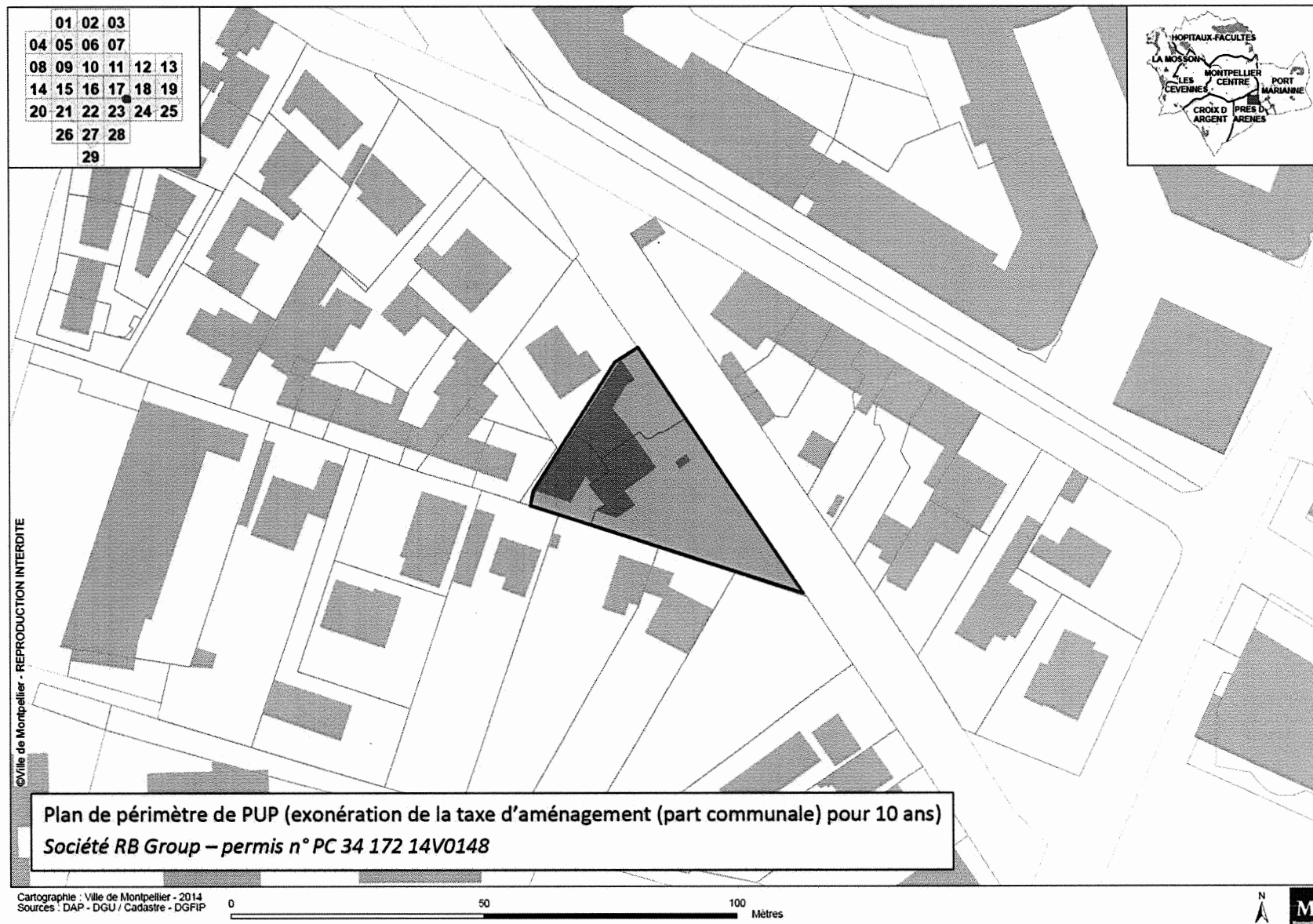
Pour la société RB Group,

.....
.....
.....

.....
.....
.....

Annexe

Plan de périmètre du PUP (Exonération de taxe d'aménagement - part communale - pour 10 ans)





Projet d'aménagement d'ensemble - secteurs ouest de la ZAC port Marianne - Consuls de Mer

Type de travaux	Montant (HT)		
		Secteur de PUP	Ville - ZAC
Voirie	2 098 000	980 605	1 117 395
Réseau d'eau potable	238 550	111 498	127 052
Réseau assainissement eaux pluviales	1 277 800	597 244	680 556
Réseau électricité HTA-BT	441 600	206 404	235 196
Réseau éclairage public	287 000	134 144	152 856
Réseau gaz	94 600	44 216	50 384
Réseau télécommunications	244 475	114 268	130 207
Carrefour Sept Cans-Petit Train-Dubout <i>VRD + aménagements de surface</i>	936 000	437 486	498 514
<i>Maitrise d'œuvre/Maitrise d'ouvrage/aléas/frais de phasage et de concessionnaire/frais divers</i>	1 638 709	765 932	872 776
Foncier	310 000	144 894	165 106
Coût total des équipements publics	7 566 734	3 536 691	4 030 042

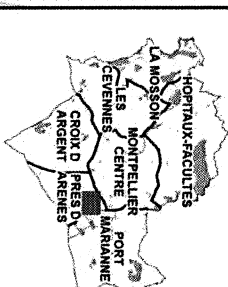
01	02	03			
04	05	06	07		
08	09	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25
26	27	28			
29					

©Ville de Montpellier - REPRODUCTION INTERDITE

Périmètre de conventions de PUP - secteur "Sept Cans - Petit Train"

Cartographie : Ville de Montpellier - 2014
Sources : DAP - DGU / Cadastre - DGFIP

0 50 100
Mètres



Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

QUARTIER MOSSON Résidence Font Del Rey Vente de logements sociaux par ACM à la société CIGER

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les articles L443-7 et L443-11 du code de la construction et de l'habitat permettent la cession de logements d'habitation, propriétés d'un bailleur social, à toute personne physique ou morale, afin d'assurer l'équilibre économique et social d'un ou plusieurs ensembles d'habitations ou d'un quartier connaissant des difficultés particulières, après avis de l'Etat et de la commune d'implantation des logements vendus.

Conformément à ces articles, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements.

Dans ce cadre, ACM-OPH de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adressé à la Ville de Montpellier une demande l'autorisant à vendre à la Société CIGER, 6 logements situés dans la résidence Font Del Rey, sise 450 place du Grand Mail, quartier de la Mosson à Montpellier.

La valeur de ces logements a été estimée par le service des Domaines à 200 000 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la vente par ACM à la société CIGER de 6 logements de la copropriété « Font Del Rey » ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Quartier Hôpitaux Facultés Secteur Euromédecine Autorisation de démolir des logements sociaux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le code de la construction et de l'habitation précise dans son article L.443-15-1 qu'un bâtiment à usage d'habitation appartenant à un organisme d'habitations à loyer modéré ne peut être démoli sans l'accord préalable du représentant de l'Etat dans le département, de la commune d'implantation et des garants des prêts.

Conformément à cet article, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements. Dans ce cadre, ACM-OPH de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adressé à la Ville de Montpellier une demande l'autorisant à démolir l'opération « Euromédecine » comprenant 26 logements.

Ce programme, desservi par la rue Dominique Larrey depuis la rue de la Valsière, est devenu trop vétuste et sa typologie apparaît inadaptée. C'est pourquoi, le bailleur public prévoit, suite à sa démolition, la reconstruction d'une première tranche de 39 logements locatifs sociaux neufs, répartis sur deux bâtiments.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser ACM, OPH de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à démolir l'opération Euromédecine.

- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire

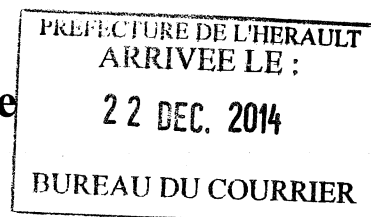
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014



Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Droit des sols

ZAC Parc Garosud Extension - lot 18 (parcelle OB 79)

Constitution d'une servitude de dispense de prospect

sur les parcelles OB 20 et 21, propriété de la Ville, et sur la parcelle OB 79

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le lot 18 de la zone d'aménagement concerté Garosud Extension situé lieudit Mas de Tandon (parcelle OB 79), en cours de commercialisation par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), est mitoyen de la parcelle cadastrée OB 21 appartenant à la Ville de Montpellier et d'une partie de la parcelle OB 20, dont la cession à la SERM a été approuvée par le Conseil municipal dans sa séance du 2 octobre 2014, dans le cadre d'un échange de terrains destinés à la réalisation de bassins de rétention.

Afin de préserver les conditions de stationnement sur le site et la circulation à ses abords, l'opération projetée sur ledit lot 18 de la ZAC prévoit l'édification d'un bâtiment en limite séparative.

Le règlement de la zone 4AU-3 du plan local d'urbanisme dispose qu'en cas d'accord des propriétaires riverains, les constructions peuvent être édifiées en limite séparative.

Considérant le projet envisagé sur le lot 18 de la ZAC, il paraît opportun que la Ville :

- donne son accord à la construction du bâtiment projeté en limite de la parcelle OB 21 dont elle est propriétaire,
- accepte, sous couvert d'accord formel de la SERM, compte tenu de la cession autorisée par le Conseil municipal de la partie de la parcelle OB 20 située en limite dudit lot 18, la même dispense de respect du prospect sur cette seconde parcelle.

A cette fin, il conviendra de constituer une servitude de dispense de prospect sur les parcelles mitoyennes du lot 18 de la ZAC, soit les parcelles OB 20 et 21. Ladite servitude sera réciproquement constituée sur les parcelles OB 20 et OB 21, propriété de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

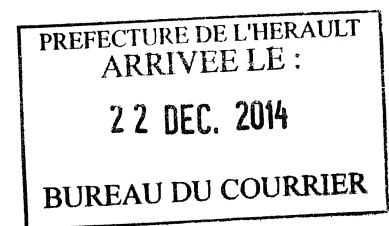
- d'autoriser le propriétaire du lot 18 (parcelle OB 79) de la zone d'aménagement concerté Garosud Extension à édifier un bâtiment en limite de la parcelle cadastrée OB 21, située lieudit Mas Tandon, en application de l'article 7 du règlement de la zone 4AU-3 du plan local d'urbanisme ;
- d'accepter, sous couvert d'accord formel de la SERM, la même dispense de respect de prospect sur la partie de la parcelle OB 20 dont la cession à la SERM a été approuvée par délibération du Conseil municipal en date du 2 octobre 2014 ;
- de dire que la Ville bénéficiera de la même dispense de prospect sur les parcelles dont elle est propriétaire (parcelles OB 20 et OB 21)
- d'accepter à cette fin de constituer une servitude de dispense de prospect sans indemnité sur la parcelle OB 79 (lot 18 de la ZAC) et réciproquement sur les parcelles OB 20 et OB 21, propriété de la Ville ;
- de désigner le notaire de la SERM et le notaire de l'acquéreur de la parcelle OB 79 pour procéder à la rédaction de l'acte, les frais correspondant étant à la charge de la SERM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014



Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Crèche associative "Les Bambins du Lez" - 196 rue des Paradisiens Projet d'extension des locaux sur la parcelle mitoyenne Déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée CK 501a

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La crèche associative « Les Bambins du Lez » est située 196 rue des Paradisiens sur les parcelles cadastrées CK 122 et 502, propriété de la Ville.

La crèche associative souhaite désormais étendre ses locaux, conformément aux normes actuellement en vigueur, afin d'augmenter sa capacité d'accueil et aménager des locaux pour le personnel.

Cette extension peut être envisagée sur une partie de l'emprise foncière de l'école Jean Moulin, mitoyenne de la crèche, située en bordure de la cour d'école et non utilisée par les enfants, cadastrée CK 501 (a) sur le plan joint.

Le conseil d'école a émis un avis favorable à ce projet.

En date du 5 septembre 2014, Monsieur le préfet a émis un avis favorable à la désaffectation de la parcelle CK 501a, d'une superficie arpentée de 376 m², telle que définie par le plan établi le 12 mai 2014 par le cabinet de géomètres Bilicki-Dhombres-Osmo.

Il convient donc désormais de constater la désaffectation de cette parcelle et de prononcer son déclassement du domaine public communal afin de l'intégrer au domaine privé de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de constater la désaffectation de la parcelle cadastrée CK 501a, d'une superficie arpentée de 376 m² ;

- de prononcer le déclassement du domaine public communal de cette emprise pour la faire entrer dans le domaine privé de la commune ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire. |

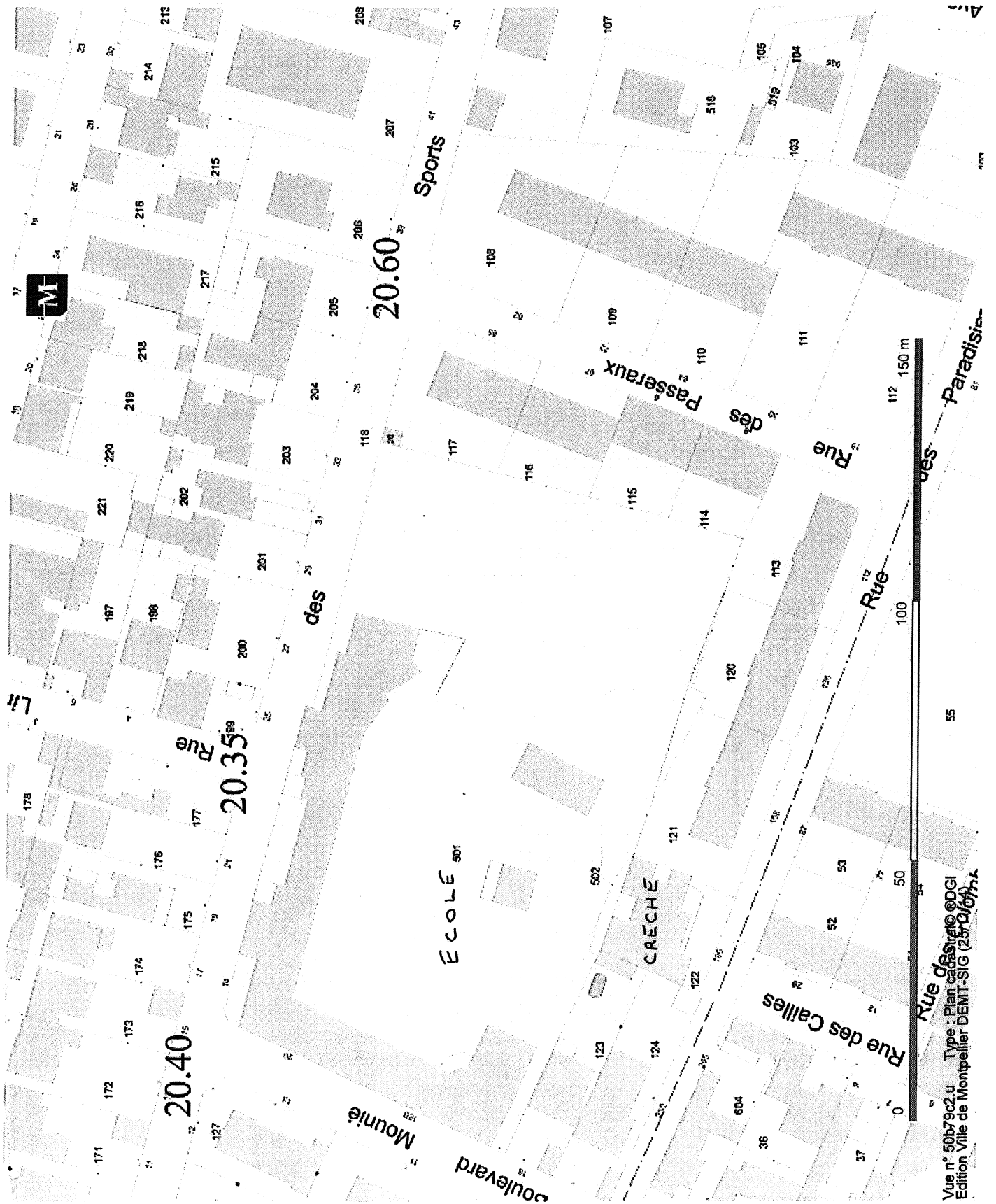
Le Conseil adopte.

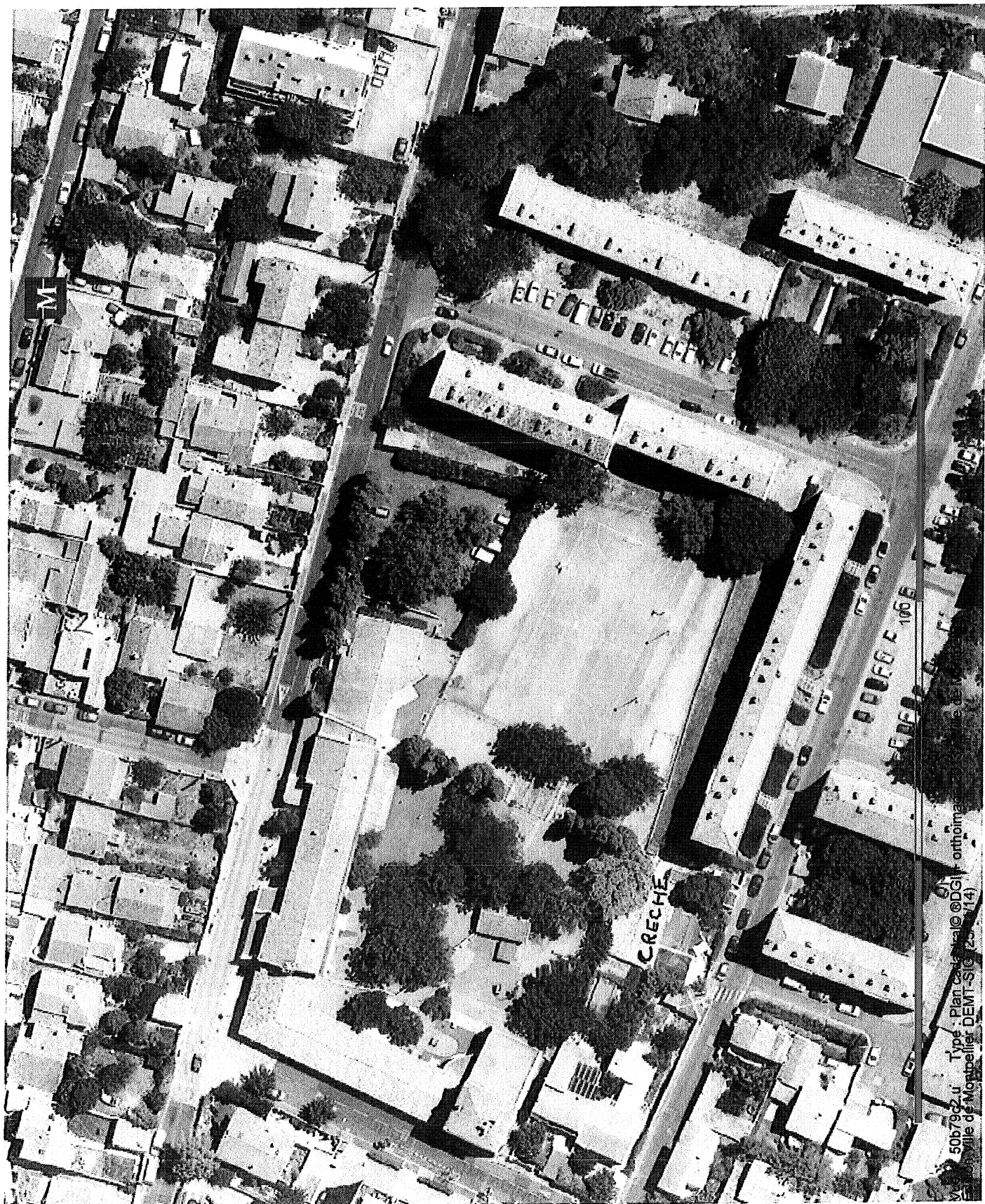
**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014





506792.u Type - Plan cadastre 10 @ DGI
Ville de Montpellier
Orthoimage 2014
DEM - SIG (25/11/14)

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Extension de la crèche associative "Les Bambins du Lez" Avenant au bail emphytéotique du 8 avril 2004

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville est propriétaire des parcelles cadastrées CK 122 et 502, situées 196 rue des Paradisiens.

En date du 8 avril 2004, la Ville a consenti un bail emphytéotique à l'Association « Les Bambins du Lez » pour la réalisation d'une crèche associative, les locaux qu'elle occupait jusque-là dans le quartier devant être libérés. Ce bail a été consenti pour une durée de 18 ans et un mois à compter du 30 janvier 2003, assorti d'une redevance annuelle d'un euro symbolique compte tenu des travaux de démolition et de construction à réaliser et de l'intérêt général de l'activité exercée par le bénéficiaire, dispensant la Ville de places de crèche publique supplémentaires.

Afin d'accroître la capacité d'accueil de l'établissement de 32 à 40 places et d'aménager des espaces pour son personnel, l'association souhaite procéder à une extension de ses locaux sur une partie de l'emprise foncière de l'école Jean Moulin, mitoyenne de la crèche. Cette emprise est située en bordure de la cour d'école et non utilisée par les enfants.

En date du 5 septembre 2014, Monsieur le préfet de l'Hérault a émis un avis favorable à la désaffectation de cette emprise d'une superficie de 376 m² arpentée, cadastrée CK 501a, telle que définie par le plan établi le 12 mai 2014 par le cabinet de géomètres Bilicki-Dhombres-Osmo.

Aux termes d'une délibération précédemment adoptée, la Ville a constaté la désaffectation et prononcé le déclassement du domaine public de cette emprise foncière.

Le projet de l'association prévoit la construction d'un bâtiment de 139 m² de surface de plancher, comprenant des locaux pour les enfants (salles de change, dortoirs), des locaux de service (buanderie) et des locaux à usage du personnel (local de réunion, vestiaires et sanitaires), ainsi que la réhabilitation d'une partie des locaux existants dans le cadre du réaménagement du fonctionnement interne des espaces.

Le montant des travaux est évalué à 459 000 € et l'association « Les Bambins du Lez » envisage un prêt bancaire de 15 à 20 ans en vue d'en assurer le financement.

Dans ce contexte et afin de permettre l'extension de la crèche, il paraît opportun de signer un avenant au bail emphytéotique du 8 avril 2004 passé par acte notarié en l'étude de Me Foulquier-Gazagnes, à l'instar du bail initial, qu'il s'agit d'amender concernant les dispositions suivantes :

- Extension de l'assiette foncière du bail pour incorporer une emprise supplémentaire cadastrée CK 501a de 376m² ;
- Extension de la durée du bail de 20 ans à compter de la date de signature de l'avenant ;
- Réalisation des travaux conformément au projet décrit ci-avant.

Il est sollicité le maintien du montant de la redevance annuelle à un euro symbolique consenti en 2004, en passant outre l'avis de France Domaine.

Le maintien de ce montant est motivé à la fois par le montant des travaux à réaliser par cette structure associative, par la vocation de crèche et l'activité exercée, et par le fait que les bâtiments et investissements consentis deviendront à l'issue du bail propriété de la Ville au titre du droit de retour.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature d'un acte authentique portant avenant n°1 au bail emphytéotique consenti à l'association « Les Bambins du Lez » le 8 avril 2004 afin de permettre la réalisation d'un projet d'extension des locaux de la crèche « Les Bambins du Lez » sur la parcelle cadastrée CK 501a ;
- d'approuver les conditions principales dudit avenant n°1 concernant l'extension de l'assiette foncière du bail à la parcelle CK 501a, l'extension de sa durée pour la porter à 20 ans à compter de la signature dudit avenant, la réalisation des travaux d'extension et de réhabilitation des locaux conformément au projet présenté par l'association, et le maintien du montant de la redevance annuelle à un euro symbolique ;
- de confier la rédaction de cet avenant à Maître Foulquier - Gazagnes, notaires associés à Montpellier, rédacteur du bail initial, aux frais de l'association « Les Bambins du Lez » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

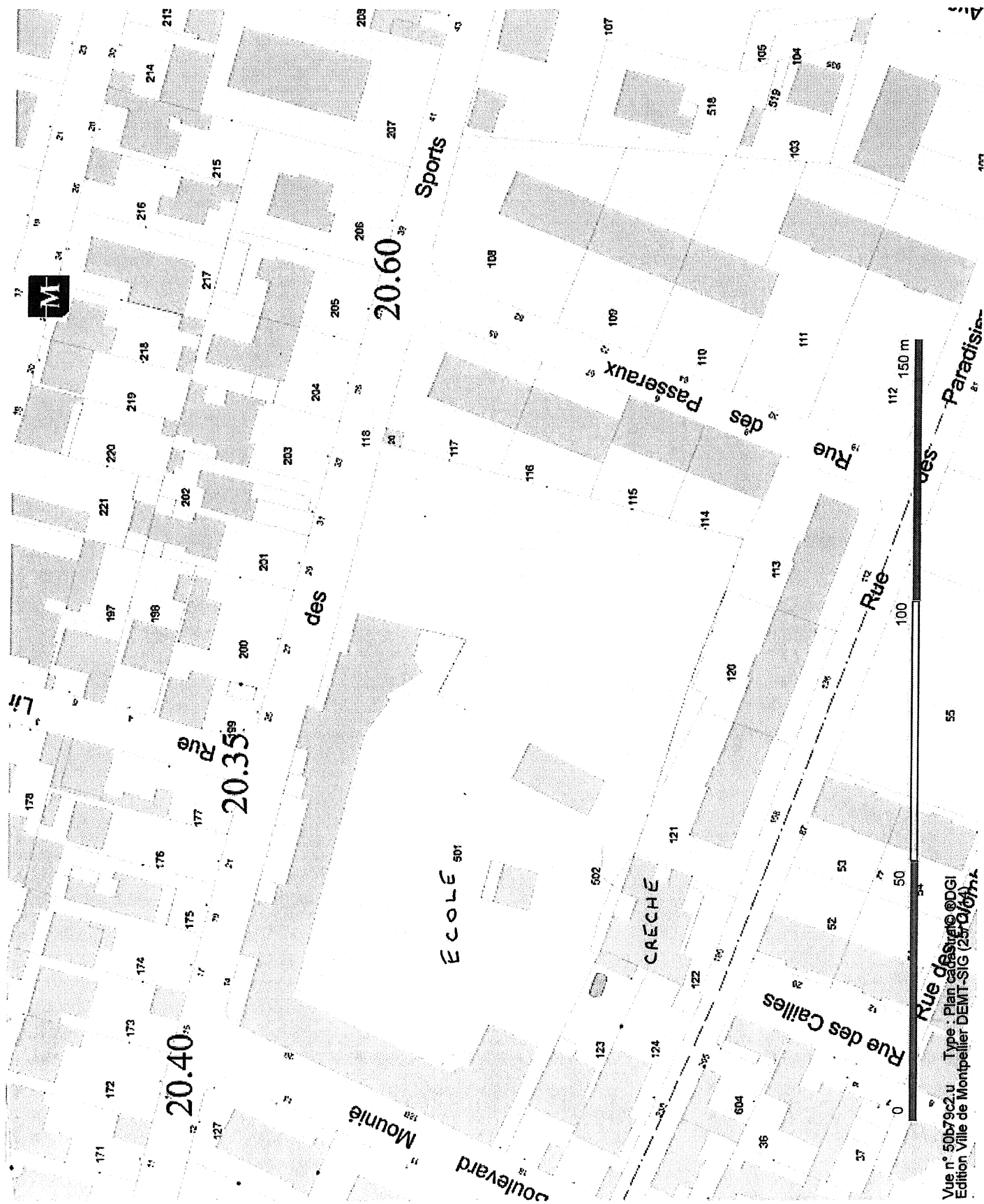
Le Conseil adopte.

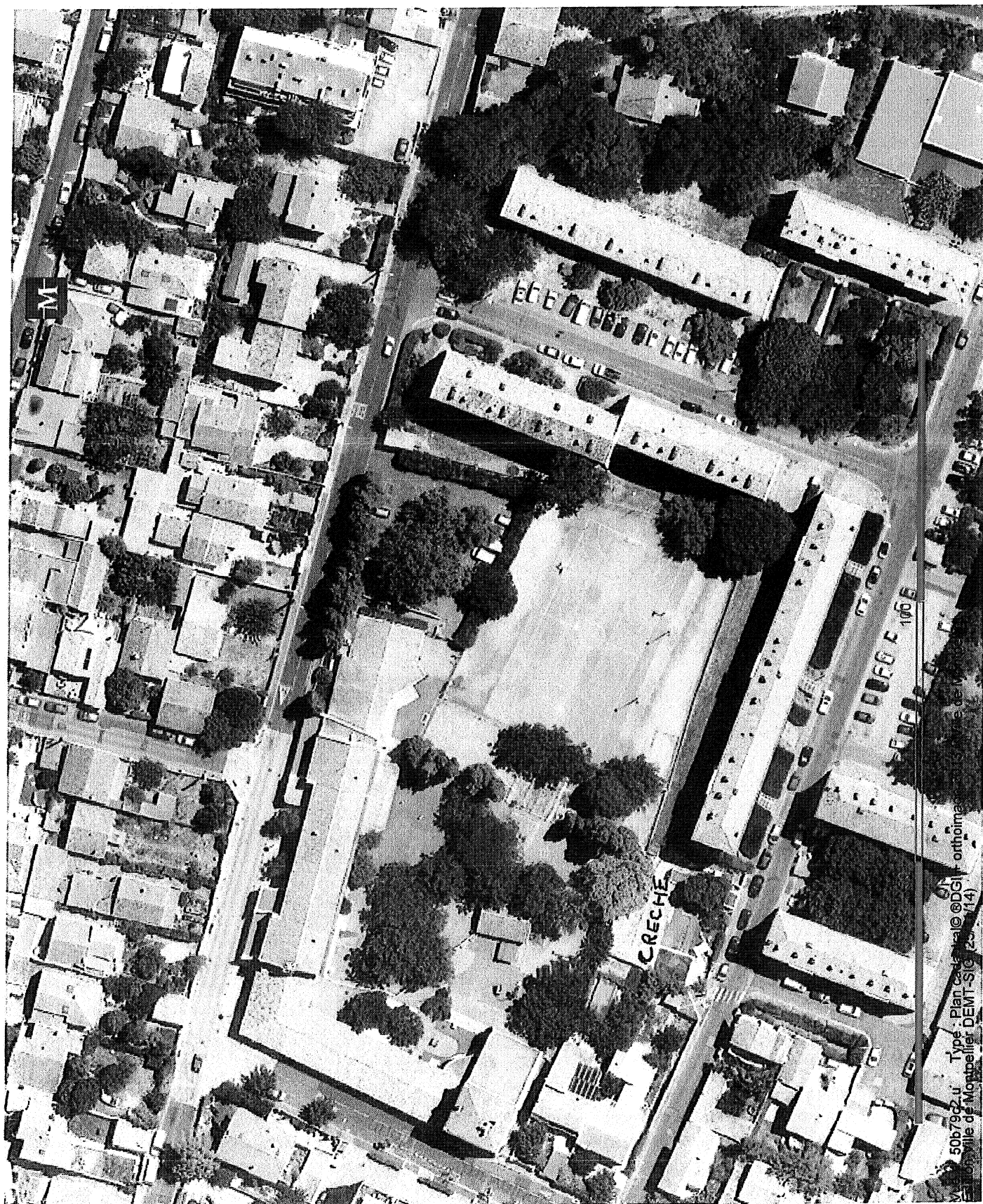
**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014







M 50b79d2.u Type Plan Case 1210 ©DGI orthoimages 2013
Estation Ville de Montréal DEMT-SIG (23/01/14)

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

ZAC Port Marianne-Parc Marianne Vente à la SERM Rue du Mas Rouge Parcelles cadastrées SE 11p, SE 12p et SE 13p

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Parc Marianne dont le dossier de création a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juin 2006.

L'extension de cette ZAC, destinée à recevoir principalement des programmes de logements, consiste à urbaniser un secteur de 15 hectares dans le prolongement de la ZAC initiale.

La Ville est propriétaire des terrains cadastrés SE 11p, SE 12p et SE 13p, situés rue du Mas Rouge et acquis à titre de réserve foncière, représentant une superficie totale de 219 m² à l'intérieur du périmètre de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne étendue.

Afin de poursuivre la commercialisation des lots de la ZAC, la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne, souhaite acquérir ces emprises foncières dont le détail suit :

SE 11p	28 m ²
SE 12p	128 m ²
SE 13p	63 m ²
	219 m²

Par avis du 17 novembre 2014, les services fiscaux ont évalué ces terrains classés en zone à urbaniser 12AU-1 du plan local d'urbanisme à 80 €/m², avec une marge d'appréciation de plus ou moins 20 %. Aussi, il est

84

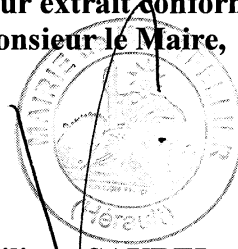
proposé de céder ces terrains à la SERM à un prix moindre fixé à 64 €/m², soit 14 016 € HT, tenant compte de cette marge d'appréciation.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de céder à la SERM les parcelles cadastrées SE 11p, SE 12p et SE 13p, en cours de numérotation cadastrale, représentant une superficie totale de 219 m² au prix de 14 016 € HT (quatorze mille seize euros hors taxe) ;
- de dire que la recette sera imputée au budget de la Ville ;
- de demander à l'office notarial de Baillargues, notaire désigné par l'acquéreur, de rédiger l'acte authentique de vente à ses frais ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
DE LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON
ET DU DÉPARTEMENT DE L'HERAULT

Brigade d'évaluation domaniale – centre Administratif Chaptal

34953 MONTPELLIER CEDEX 2

TÉLÉPHONE : 04 67 22 62 66

MÉL. pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Pascal BONNAIRE

Téléphone : 04 67 22 62 66

Télécopie : 04 67 22 62 69

Montpellier , le 17 novembre 2014

SAEM SERM

45 place Ernest Granier

CS 29502

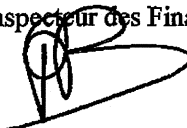
34960 Montpellier cedex 2

Objet : ZAC Port Marianne.

Référence : dossier n° 2014.172V2113.

- 1- **Service Consultant :** Ville de Montpellier.
- 2- **Opération :** Cession à la SERM.
- 3- **Situation des biens :** Parcelles cadastrées SE 11, 12 et 13 situées rue du mas Rouge à MONTPELLIER pour une emprise partielle de 28, 128 et 63 m².
- 4- **Urbanisme applicable :** Zone 12AU-1 du PLU en vigueur.
Parcelles comprises dans le périmètre de la ZAC Port Marianne (ZAC habitation et mixte). Emplacement réservé C 37.
- 5- **Valeur vénale des biens :** (avec une marge d'appréciation de +/- 20 %)
La valeur vénale des parcelles faisant l'objet de la demande, à aménager dans le cadre d'une ZAC mixte à dominante habitation, peut être estimée sur la base d'un prix unitaire de 80 € le m².

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,
L'inspecteur des Finances Publiques,



Pascal BONNAIRE

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Stade PHILIPPIDES - Gymnase ACHILLE Autorisation d'occupation temporaire du domaine public Avenant n° 2

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Université Montpellier I (UM1) est propriétaire des parcelles cadastrées BV 156, 157 et 204, situées place Marcel Godechot et rue croix Catelan, comprenant le stade Philippides et le gymnase Achille.

Les installations sportives sont gérées par la Ville de Montpellier par le biais d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public constitutive de droits réels consentie par l'Université le 8 mars 2002 sur les parcelles cadastrées BV 156 et 204 pour une durée de 35 ans.

Afin de permettre à l'Université de vendre une partie de la parcelle BV 204 en vue de la réalisation d'une opération immobilière, la Ville a accepté par délibération du 16 décembre 2013 de modifier les emprises de l'AOT, en contrepartie de la reconstitution d'un certain nombre d'aménagements par l'université, soit la réalisation d'un cheminement piéton le long du gymnase ACHILLE, la pose d'une clôture avec portail d'accès et la réalisation de 25 emplacements de stationnement.

En exécution de cette délibération, un avenant n° 1 à l'AOT a été signé le 21 mars 2014 par la Ville et l'UM1 sur les nouvelles emprises foncières suivantes :

- BV 156 d'une superficie de 23 280 m²,
- BV 157 d'une superficie de 41 m² (ancien local de vidéocommunication désaffecté par France Telecom et désormais utilisable pour les besoins du stade),
- BV 228 (issue de la division de la parcelle BV 204) d'une superficie de 2 440 m².

Une servitude temporaire d'accès, de passage et de stationnement temporaire au profit de la parcelle BV 228 a été instaurée sur la parcelle cadastrée BV 231 (issue également de la parcelle BV204) restant propriété de l'UM1, dans l'attente de la création d'une voie publique.

Pour tenir compte de l'évolution des projets immobiliers envisagés sur une partie de la propriété de l'UM1, cette dernière souhaite désormais intégrer dans l'emprise foncière de l'AOT la parcelle contiguë cadastrée BV 229b, d'une superficie de 117 m² environ, et attribuer aux servitudes instaurées dans l'avenant n° 1 un caractère désormais perpétuel.

En outre, compte tenu de l'implantation du bâti projeté, une servitude de vue, ainsi qu'une servitude de tour d'échelle seront instaurées sur la parcelle BV 228 couverte par l'AOT, au profit de la parcelle voisine cadastrée BV 226a, propriété de ACM (officie public de l'habitat de la communauté d'agglomération de Montpellier), ainsi qu'une servitude de dispense de prospect au profit des parcelles BV 226a propriété de ACM et 229a propriété de l'UM1.

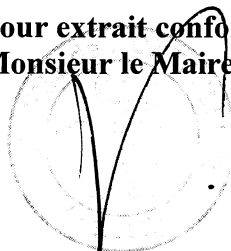
Il est donc proposé de procéder à la signature d'un nouvel avenant à l'autorisation d'occupation temporaire signée le 8 mars 2002, intégrant les modifications d'emprise et de servitudes ci-dessus décrites, les autres conditions de l'AOT restant inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la modification des emprises de l'autorisation d'occupation du domaine public constitutive de droits réels consentie à la Ville par l'Université Montpellier I le 8 mars 2002 et modifiée par avenant n°1 signé le 21 mars 2014, ainsi que la modification des servitudes associées décrites ci-avant ;
- d'accepter de signer un avenant n° 2 à ladite autorisation d'occupation temporaire, intégrant ces modifications, le reste des conditions définies dans la convention initiale et l'avenant n°1 étant inchangé, notamment en ce qui concerne les aménagements à réaliser par l'Université Montpellier I ou ses ayants droit ;
- de dire que tous les frais annexes liés à la rédaction dudit avenant, frais notariés et frais de géomètre notamment, seront à la charge de l'Université Montpellier I, le notaire étant désigné par cette dernière ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

A circular official stamp of the Montpellier City Council is visible behind the signature. The signature is a large, stylized 'P' that loops around the stamp.

Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

A small, stylized handwritten mark or signature in the bottom right corner of the page.

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Hôtel Richer de Belleval place de la Canourgue Mise en vente

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire de l'hôtel particulier Richer de Belleval, immeuble partiellement inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 18 août 1950, situé 6 rue de l'Hôtel de Ville, en bordure de la place de la Canourgue (cadastré HR 137).

Les héritiers De Belleval ont cédé l'immeuble à la commune de Montpellier le 6 septembre 1816 pour y implanter l'hôtel de ville.

Cette affectation a perduré jusqu'en 1975, date à laquelle la mairie a été déplacée au Polygone.

Le bâtiment a alors été mis à la disposition du ministère de la justice en 1976 pour abriter le tribunal d'instance puis le conseil des prud'hommes jusqu'en 2010.

L'immeuble, peu entretenu depuis 1971, est inoccupé depuis 2010.

Compte tenu de la dégradation des éléments architecturaux remarquables de cet ensemble immobilier à forte valeur patrimoniale et symbolique et de l'absence de projet d'équipement public adapté à l'édifice, le Conseil municipal a prononcé son déclassement du domaine public le 7 octobre 2013. Il appartient désormais au domaine privé communal.

Par délibération en date du 7 octobre 2013, le conseil municipal avait approuvé la vente de ce bien à deux acquéreurs qui ont renoncé à leur projet faute d'obtention des financements nécessaires. Le conseil municipal a pris acte de cette renonciation lors de sa séance du 6 novembre 2014 et un protocole transactionnel tripartite a été signé en vue d'acter la résiliation de l'accord.

Il est en conséquence proposé de procéder à une nouvelle mise en vente de l'immeuble et de privilégier la sélection d'un acquéreur porteur d'un projet alliant une réhabilitation de qualité de l'immeuble à un programme concourant à la promotion et la dynamisation qualitative du centre-ville.

Dans cet objectif, il est envisagé de procéder à une mise en vente publique soumise à l'avis de la commission consultative communale des cessions immobilières, conformément au règlement des cessions adopté par le conseil municipal, dans le cadre d'une consultation organisée en deux phases :

- une première phase de dépôt de candidatures à l'issue de laquelle trois acquéreurs potentiels seront sélectionnés (calendrier prévisionnel : à partir de janvier 2015),
- une deuxième phase d'analyse de l'intérêt et de la faisabilité des projets sélectionnés, intégrant des négociations avec les trois candidats présélectionnés à l'issue de la première phase (calendrier prévisionnel : avril 2015).

La présente délibération a pour objectif de définir les conditions essentielles de la procédure relative à la 1^{ère} phase de la consultation.

Ces principales conditions sont les suivantes :

- ouverture au public de la cour d'honneur, du salon voûté et peint en rez-de-chaussée et de l'ancienne salle des mariages, a minima pendant les journées du patrimoine, cette condition étant un critère de recevabilité des candidatures,
- respect des prescriptions du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé,
- possibilité de proposer un projet portant sur une affectation unique ou une pluri-affectation des espaces sur la base d'un programme ouvert.

Les trois projets seront sélectionnés sur les principaux critères suivants :

- références et moyens : notamment composition et références de l'équipe de maîtrise d'œuvre, lettre de confort bancaire d'un établissement bancaire notoirement solvable (4 points),
- respect des qualités architecturales et contraintes patrimoniales de l'immeuble et intégration dans le site (6 points),
- qualité et synergie du programme proposé au regard des actions de la Ville, notamment culturelles et économiques (7 points),
- conditions d'ouverture au public (3 points).

A l'issue de cette première phase de consultation, la commission consultative communale des cessions immobilières établira un classement des candidatures au regard des critères de sélection définis et retiendra trois candidats admis à présenter un projet complet et une proposition de prix de cession.

Le cahier des charges de la 2^e phase de consultation posera principalement, en complément des conditions initiales, des conditions techniques précises qui s'appuieront notamment sur le résultat des fouilles archéologiques que la Ville aura réalisées, ainsi qu'un prix d'acquisition plancher au regard des programmes proposés lors de la première sélection.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- de décider de la mise en vente de l'hôtel Richer de Belleval ;
- d'autoriser le lancement de la consultation en vue de sa mise en vente telle que décrite précédemment ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Terrain situé rue Bernard Blier Déclassement du domaine public communal

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville est propriétaire d'un terrain le long de la rue Bernard Blier, d'une superficie d'environ 88 m² et de forme triangulaire, supportant principalement des végétaux épars et accessoirement un revêtement bétonné.

En 2011, la Ville a désaffecté le terrain en apposant des barrières afin d'éviter tout dépôt d'encombrants.

Cette emprise constitue un délaissé de voirie communale. Son déclassement du domaine public ne porte pas atteinte aux conditions de desserte ou de circulation de la voie.

Il est en conséquence proposé de constater la désaffectation matérielle de ce terrain et de prononcer formellement son déclassement du domaine public communal pour le faire entrer dans le domaine privé de la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de constater la désaffectation du terrain d'une superficie d'environ 88 m² situé rue Bernard Blier, en cours de numérotation cadastrale, au vu du plan joint à la présente délibération ;
- de prononcer le déclassement du domaine public communal dudit terrain pour le faire entrer dans le domaine privé de la commune ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

DOMAINE DE TRIFONTAINE

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Quartier Croix d'Argent Rue Bernard Blier Echange foncier avec M. Bruno HATT

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire d'un terrain d'une superficie de 83 m² de forme triangulaire, situé rue Bernard Blier, appartenant au domaine privé communal, en cours de numérotation cadastrale (repéré sur le plan de division joint à la présente délibération).

Monsieur Bruno HATT est propriétaire de la parcelle bâtie cadastrée EM 644, située rue Bernard Blier, au droit de ce terrain.

En qualité de propriétaire riverain, il demande à la Ville la possibilité d'acquérir cette emprise pour l'intégrer à sa propriété qui disposera ainsi d'une forme rectangulaire plus régulière.

En contrepartie, il propose de céder à la Ville une emprise de 5 m² en vue de son incorporation au domaine public communal en permettant ainsi l'alignement de la rue Bernard Blier.

La Ville conserverait le long de l'emprise cédée, et parallèlement à la voie, une bande de terrain d'environ 3 mètres de large pour le passage des piétons et du réseau d'éclairage public.

Par avis du 16 avril 2014, les services fiscaux ont évalué la valeur vénale de ces emprises à 71 € / m², soit 5893 € pour la vente par la Ville à M. HATT et 355 € pour la vente par M. Bruno HATT à la Ville.

Ce type de cession n'entre pas dans les compétences de la commission consultative des cessions immobilières.

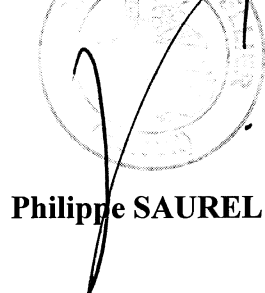
Conformément à l'article L. 112-8 du code de la voirie routière, les propriétaires riverains des voies du domaine public routier ont une priorité pour l'acquisition des parcelles situées au droit de leur propriété.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la vente à Monsieur Bruno HATT d'un terrain d'une superficie de 83 m², en cours de numérotation cadastrale, situé rue Bernard Blier, au prix de 71 €/m², soit 5893 € HT (cinq mille huit cent quatre-vingt-treize euros hors taxe) ;
- d'autoriser l'acquisition par la Ville à M. Bruno HATT d'une emprise foncière de 5 m² issue de sa propriété cadastrée EM 644, située rue Bernard Blier, au prix de 71 € / m², soit 355 € HT (trois cent cinquante-cinq euros hors taxe) ;
- d'autoriser la Ville à faire recette du montant de la cession qui sera affectée au budget de la Ville ;
- d'autoriser la dépense afférente à cet acte qui sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville ;
- de dire que l'échange foncier sera réitéré par acte authentique rédigé par Maître CABANES-GELLY, notaire à Montpellier, désigné par M. Bruno HATT ;
- de dire que tous les frais afférents à la vente seront à la charge de M. Bruno HATT ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Montpellier, le 16 avril 2014

Mairie de Montpellier

Direction Générale des Services Techniques

Direction de l'urbanisme opérationnel

1, Place Georges Frêche

34267 Montpellier Cedex 2

Objet: Emprise rue Bernard Blier.

Affaire suivie par Mme Grezoux.

Référence: dossier n° 2014.172V0625.

1- Service consultant : Ville de Montpellier.

2- Opération : Echange foncier entre une emprise de 88 m² de forme triangulaire à déclasser du domaine public communal jouxtant la parcelle EM 389 et une emprise de 4 m²(parcelle EM 644) appartenant à M. Bruno HATT.

Biens situés rue Bernard Blier à MONTPELLIER.

3- Urbanisme applicable : Zone 2U2-1f du PLU approuvé par DCM du 2 mars 2006, avec mise en compatibilité par A.P du 18 juin 2007, modification par DCM du 25 juin 2007 et mise à jour par A.M du 13 avril 2010.

4- Désignation sommaire : Délaissé de voirie libre de toute occupation en nature de friche.

5- Evaluation des biens :

La valeur vénale des emprises à échanger peut être déterminée sur la base d'un prix unitaire de 71 €/m².

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,
L'inspecteur des Finances Publiques ,

Pascal BONNAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

579

Emprise de 83 m² à céder par la Ville à M. Hatt

589

Emprise de 5 m² à céder par M. Hatt à la Ville

644

Propriété Bruno HATT

Blier

648

645

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Foncier Rue de la Figairasse Propriété « Consorts FAU »

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les consorts FAU ont réalisé une opération immobilière sur la parcelle cadastrée IV 135 d'une contenance de 645 m², rue de la Figairasse.

Conformément au plan d'alignement de la voie annexé au plan local d'urbanisme (PLU), la parcelle nouvellement cadastrée IV 603 d'une superficie de 33 m² a été détachée, afin de permettre la poursuite de l'élargissement de la rue de la Figairasse.

Cette vente a été acceptée à l'euro symbolique par les propriétaires.

Maître Patrice BRIU, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts des consorts FAU.

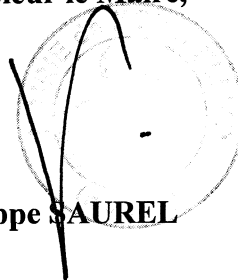
En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir à l'euro symbolique la parcelle nouvellement cadastrée IV 603 de 33 m², afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de la « rue de la Figairasse » dont le plan d'alignement est annexé au PLU ;
- de saisir Maître Patrice BRIU, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

A circular official stamp is partially visible, with a handwritten signature in black ink written over it. The signature appears to be 'Philippe SAUREL'.

Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Foncier Quai Laffite Vente de la parcelle HL 608, propriété de la Ville, à Mme INQUIMBERT ESTEVEZ BARROS

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Madame Inquimbert Estevez Barros est propriétaire de la parcelle HL 126 située quai Laffite, qui donne directement sur une propriété privée de la Ville.

Cette emprise sans intérêt public a déjà fait l'objet d'un déclassement du domaine public communal par délibération du conseil municipal.

La Ville propose la cession à Madame Inquimbert Estevez Barros d'un terrain de 173 m² à détacher de la parcelle HL 385, nouvellement cadastré HL 608. Il est précisé que le mur de séparation entre les deux parcelles privées HL 608 et HL 609 est un mur mitoyen.

Le prix de vente proposé est fixé à 330 € /m², conformément à l'estimation des services fiscaux, correspondant à une recette pour la Ville de 57 090 € pour 173 m².

Maître Jean Cyril ROMAGNE, notaire à Clarensac (Hérault), sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de l'acquéreur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de céder la nouvelle parcelle cadastrée HL 608 d'une superficie de 173 m² à Madame INQUIMBERT ESTEVEZ BARROS au prix de 330 € /m², conformément à l'estimation des services fiscaux, pour un montant total de 57 090 € (cinquante-sept mille quatre-vingt-dix euros) ;

101

- de saisir Maître Jean Cyril ROMAGNE, notaire à Clarensac (Hérault), pour rédiger l'acte notarié aux frais de l'acquéreur ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à intégrer cette recette au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION.
CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Montpellier, le 13 mai 2014.

Mairie de Montpellier

Direction Générale des Services Techniques

Direction de l'urbanisme opérationnel

1, Place Georges Frêche

34267 Montpellier Cedex 2

Objet: HL 385.

Affaire suivie par Mme Arnaud.

Référence: dossier n° 2014.172V0827.

- 1- **Service consultant :** Ville de Montpellier.
- 2- **Opération :** Cession de la parcelle HL 385 de 264 m² située quai Laffitte à Montpellier.
- 3- **Urbanisme applicable :** Zone IU1-1fw du PLU en vigueur. COS non réglementé.
Parcelle pourvue de droits à construire.
- 4- **Désignation sommaire :** Parcelle en nature d'ancienne voirie (quai Laffitte), de configuration allongée avec une largeur de l'ordre de 8 à 9 m sur une trentaine de mètres.
- 5- **Evaluation des biens :** (avec une marge d'appréciation de +/- 10 %)
Compte tenu de la configuration en bande de la parcelle et de son encombrement, sa valeur vénale peut être estimée sur la base d'un prix unitaire de l'ordre de 330 /m².

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,
L'inspecteur des Finances Publiques,

Pascal BONNAIRE

103

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Foncier Quai Laffite

Vente de la parcelle HL 609, propriété de la Ville, à l'indivision MASSOL

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'indivision Massol est propriétaire du lot bâti situé Quai Laffite, en rez-de-chaussée sur la parcelle HL 128, qui donne directement sur une propriété privée de la Ville.

Cette emprise sans intérêt public a déjà fait l'objet d'un déclassement du domaine public communal par délibération du conseil municipal.

La Ville propose la cession à l'indivision Massol d'un terrain de 131 m² à détacher de la parcelle HL 385, nouvellement cadastré HL 609. Il est précisé que le mur de séparation entre les deux parcelles privées HL 608 et HL 609 est un mur mitoyen.

Le prix de vente proposé est fixé à 330 €/m², conformément à l'estimation des services fiscaux, correspondant à une recette pour la Ville de 43 230 € pour 131 m².

Maître CAILLARD, notaire à Murviel-lès-Béziers (Hérault), sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais des acquéreurs.


En conséquence, il vous est proposé :

- de céder la nouvelle parcelle cadastrée HL 609 d'une superficie de 131 m² à l'indivision MASSOL au prix de 330 €/m², conformément à l'estimation des services fiscaux, pour un montant total de 43 230 € (quarante-trois mille deux cent trente euros) ;

- de saisir Maître CAILLARD, notaire à Murviel-lès-Béziers (Hérault), pour rédiger l'acte notarié aux frais des acquéreurs ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à intégrer cette recette au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION.
CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Montpellier, le 13 mai 20143.

Mairie de Montpellier

Direction Générale des Services Techniques

Direction de l'urbanisme opérationnel

1, Place Georges Frêche

34267 Montpellier Cedex 2

Objet: HL 385.

Affaire suivie par Mme Arnaud.

Référence: dossier n° 2014.172V0827.

- 1- **Service consultant :** Ville de Montpellier.
- 2- **Opération :** Cession de la parcelle HL 385 de 264 m² située quai Laffitte à Montpellier.
- 3- **Urbanisme applicable :** Zone IU1-1fw du PLU en vigueur. COS non réglementé.
Parcelle pourvue de droits à construire.
- 4- **Désignation sommaire :** Parcelle en nature d'ancienne voirie (quai Laffitte), de configuration allongée avec une largeur de l'ordre de 8 à 9 m sur une trentaine de mètres.
- 5- **Evaluation des biens :** (avec une marge d'appréciation de +/- 10 %)
Compte tenu de la configuration en bande de la parcelle et de son encombrement, sa valeur vénale peut être estimée sur la base d'un prix unitaire de l'ordre de 330 /m².

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,
L'inspecteur des Finances Publiques,

Pascal BONNAIRE

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Foncier

Délaissé de voirie propriété de la Ville

Rue André Chamson

Déclassement du Domaine public communal

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville est propriétaire d'un délaissé de voirie non cadastré, d'une superficie de 221 m² environ, reliant la rue André Chamson à la rue Joseph Roumanille.

Cette emprise, sans enjeu d'aménagement pour la collectivité, suscite l'intérêt des deux riverains immédiats qui proposent de s'en porter acquéreurs.

Le terrain ne présente aucun intérêt public et n'est pas affecté à l'usage du public. Aussi, en vue de son éventuelle cession, il convient en préalable d'en constater la désaffectation et de prononcer son déclassement du domaine public communal.

Conformément à l'article L.112-8 du code de la voirie routière, «les propriétaires riverains des voies du domaine public ont une priorité pour l'acquisition des parcelles situées au droit de leur propriété et déclassées...»

En cas de mise en vente, une négociation sera donc prioritairement engagée avec les deux riverains concernés sur la base de l'estimation des services fiscaux.

Il est à noter la présence de deux réseaux, GRDF et VEOLIA, qui nécessitera en cas de vente, l'inscription de deux servitudes au bénéfice des deux concessionnaires.

En conséquence, il vous est proposé :

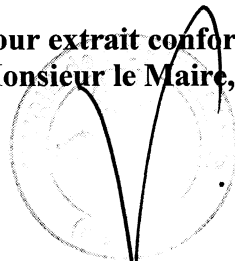
- de constater la désaffectation de l'emprise non cadastrée située rue André Chamson, entre la parcelle MY 495 et la parcelle MY 496,

107

- de prononcer son déclassement du domaine public communal afin d'intégrer ce terrain au domaine privé de la Ville,
- d'autoriser les services du cadastre à numéroter cette emprise,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

hcs

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Foncier Délaissé de voirie Rue André Chamson Vente aux riverains

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Madame et Monsieur ENJALBERT, propriétaires de la parcelle MY 495, et Madame et Monsieur HERMET, propriétaires de la parcelle MY 496, proposent d'acquérir un délaissé de voirie propriété de la Ville, déclassé du domaine public communal, situé rue André Chamson.

Ce délaissé de voirie, d'une superficie de 221 m² environ, est situé entre leurs deux propriétés. Il a fait l'objet d'un déclassement du domaine public communal lors d'une délibération précédente.

La Ville propose la cession de ce délaissé de voirie d'environ 221 m², pour moitié à Madame et Monsieur ENJALBERT et pour moitié à Madame et Monsieur HERMET, selon le relevé du géomètre en cours d'élaboration.

Compte tenu de la présence de deux réseaux (gaz et eau potable) existants sous l'emprise concernée, il conviendra de prévoir l'inscription de deux servitudes de passage de réseaux au bénéfice des concessionnaires.

L'estimation des services fiscaux a établi un prix de cession à 280 €/m² avec une marge d'appréciation de plus ou moins 10 %. En raison des servitudes affectant le terrain à céder, il est proposé de retenir une minoration du prix de cession de 10% par rapport à l'estimation des services fiscaux. Le prix de vente proposé s'établit donc à 252 €/m², soit une recette totale de 55 692 € pour une superficie d'environ 221 m².

Le cabinet AUSSENAC, géomètre experts, mandaté par les deux riverains est chargé d'établir le relevé exact de l'emprise ; il réalisera les deux documents d'arpentage aux frais des acquéreurs.

Maître ANDRIEU, notaire à Montpellier, a été désigné par les acquéreurs pour rédiger l'acte de transfert de propriété à leurs frais respectifs.


109

En conséquence, il vous est proposé :

- de céder une emprise de 221 m² environ rue André Chamson aux deux riverains, Madame et Monsieur ENJALBERT et Madame et Monsieur HERMET, au prix de 252 €/m², conformément à l'estimation des services fiscaux en tenant compte de la marge d'appréciation de moins 10 % ;
- de saisir Maître ANDRIEU, notaire à Montpellier, pour rédiger les deux actes notariés aux frais des acquéreurs ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à intégrer cette recette au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**


Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Montpellier, le 1^{er} septembre 2014.

Mairie de Montpellier

Direction Générale des Services Techniques

Direction de l'urbanisme opérationnel

1, Place Georges Frêche

34267 Montpellier Cedex 2

Objet: Emprise rue André Chamson.

Affaire suivie par Mme Mallebrera.

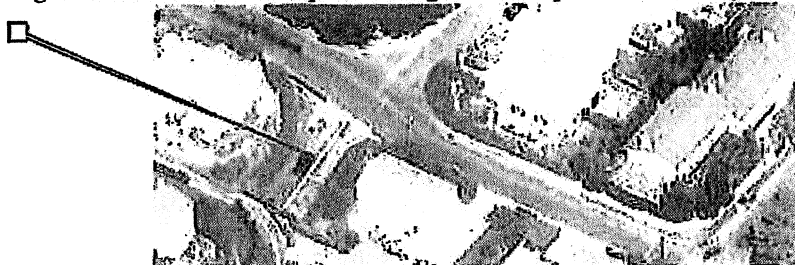
Référence: dossier n° 2013.172V1575.

1- Service consultant : Ville de Montpellier.

2- Opération : Cession d'une emprise de 170 m² à détacher du DPC faisant la jonction entre la rue André Chamson et la rue Joseph Roumanille à Montpellier(section MY).

3- Urbanisme applicable : Zone 2U2-1bw du PLU en vigueur. COS de 0,50.
Emprise pourvue de droits à construire.

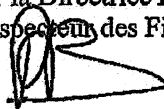
4- Désignation sommaire : Emprise contiguë à deux parcelles bâties(MY 496 et MY 495).



5- Evaluation des biens : (avec une marge d'appréciation de +/- 10 %)

La valeur vénale de cette emprise, estimée en fonction des droits à construire, est de l'ordre de 280 €/m².

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,
L'inspecteur des Finances Publiques,



Pascal BONNAIRE

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Foncier Déclassement du domaine public Emprise avenue du Mondial 98

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire d'une emprise de terrain cadastrée RY 133, RY 134, RY 128 et SK 114, ainsi que d'une emprise non cadastrée, situées en bordure sud de l'avenue du Mondial 98 et à proximité de la place Odysseum, à l'intérieur du périmètre de la ZAC communautaire Port Marianne-Portes de la Méditerranée.

Une partie de ces terrains ne présente aucun intérêt public et n'est pas affectée à l'usage du public. Aussi, en vue de leur éventuelle cession dans le cadre d'un aménagement à venir, il convient en préalable d'en constater la désaffectation et de prononcer leur déclassement du domaine public communal.

Un relevé de géomètre a établi la superficie de l'emprise inutilisée par un usage public à 325 m² environ.

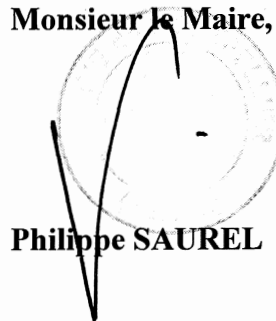
En conséquence, il vous est proposé :

- de constater la désaffectation de l'emprise de terrain à extraire des parcelles cadastrées RY 133, RY 134, RY 128 et SK 114 ainsi que d'une emprise non cadastrée, situées en bordure de l'avenue du Mondial 98 et à proximité de la place Odysseum, pour une superficie d'environ 325 m² environ ;
- de prononcer leur déclassement du domaine public communal afin de les intégrer au domaine privé de la Ville ;
- de demander aux services du cadastre la numérotation de l'emprise non cadastrée ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Foncier

Angle rue Maurice Chauvet et avenue de l'abbé Paul Parguel Propriété "SCI Les Bruyères"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

A l'occasion de l'instruction d'une autorisation d'urbanisme délivrée sur la parcelle AP 66 au bénéfice de la SCI Les Bruyères (espace d'exposition-vente d'artisans serruriers), 883 avenue de l'Abbé Paul Parguel, la cession d'une emprise de voirie a été négociée pour permettre l'aménagement d'un pan coupé à l'angle des voies « rue Maurice Chauvet » et « avenue de l'abbé Paul Parguel » pour faciliter la circulation des piétons.

Les associés ont accepté de céder à la commune une emprise de 2 m² au prix de 60 €/m², soit un montant de 120 € (cent vingt euros).

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « terrains voirie – ligne 24517 ».

L'étude MERLE & PIQUET & DEMAILLE, notaires à Saint-Gély du Fesc, a en charge les intérêts de la SCI Les Bruyères.

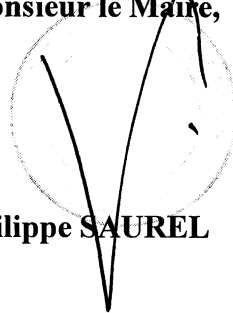
En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir une emprise de 2 m² issue de la parcelle AP 66 (392 m²) au prix de 60 €/m², soit un montant total de 120 € (cent vingt euros) afin de permettre la réalisation d'un pan coupé à l'angle des voies « rue Maurice Chauvet » et « avenue de l'abbé Paul Parguel » pour faciliter la circulation des piétons ;

- de saisir l'étude MERLE & PIQUET & DEMAILLE, notaires à Saint-Gély du Fesc, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.
Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Philippe SAUREL', is written over a faint circular stamp. The signature is written in a cursive style, with the first part of the name being more stylized.

Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération programmée d'amélioration de l'habitat

Engagement de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

Syndic 10 rue Général Vincent, Cabinet Hugon Redon (parties communes)	4.000,00 €
Mlle Barbara MASRI, 11 rue de Barcelone (propriétaire occupante)	500,00 €
M. ou Mme DECHAUME Xavier, 22 rue Saint Blaise (propriétaires occupants)	500,00 €
Total :	5.000,00 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

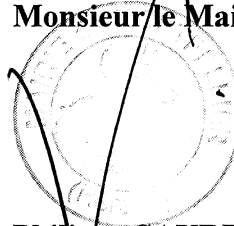
En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

116

- d'autoriser les paiements de ces subventions d'un montant total de 5.000,00 € correspondant aux 3 immeubles listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

117

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Procédure révision/création des ZPPAUP existantes en AVAP Approbation des objectifs et du calendrier prévisionnel

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En application de la loi portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle II, du 12 juillet 2010, les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) doivent être remplacées par des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) dans un délai de 5 ans. La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR du 24 mars 2014, a prorogé ce délai d'une année supplémentaire, permettant ainsi aux collectivités de transformer leurs ZPPAUP en AVAP d'ici le 13 juillet 2016 sans quoi elles seront caduques (ne resteront alors que les protections autour des monuments historiques à nouveau en vigueur).

L'objectif des AVAP est de promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces dans le respect du développement durable en incluant un volet environnemental au dispositif précédent.

La procédure pour opérer cette transformation a été lancée par délibération du Conseil Municipal du 29 mai 2012 par laquelle il a été validé le principe d'ajuster et de compléter les trois ZPPAUP existantes (Sud gares – Méditerranée, Gambetta – Clemenceau – Figuerolles et Avenue de Lodève – Château de la Piscine) et de créer une 4^{ème} AVAP sur les quartiers Boutonnet – Beaux-arts afin de doter l'ensemble des faubourgs d'un règlement commun visant la préservation et la mise en valeur du patrimoine, du cadre de vie et des caractéristiques spécifiques à ces quartiers.

Par arrêté préfectoral n°DDTM34-2014-02-03771 les compétences de la Commission locale du secteur sauvegardé (CLSS) déjà en charge du suivi de la procédure de révision du secteur sauvegardé ont été étendues au suivi de la mise en place des AVAP.

MB

Par décision du 13 mai 2013, les études nécessaires à la procédure de révision/création des ZPPAUP en AVAP ont été confiées, à la suite d'une consultation, au groupement de l'architecte du patrimoine Isabelle Guérin Cazorla.

Actuellement en cours, ces études ont permis de retenir les principaux objectifs suivants :

- ajuster les périmètres en fonction de l'intérêt des bâtiments avoisinants,
- vérifier la classification des bâtiments selon les 4 « degrés » de protection,
- repérer sur les plans les espaces verts privés à conserver car participant à la qualité paysagère des espaces publics et les parcs ou jardins publics et alignements d'arbres à préserver,
- harmoniser le règlement et le plan de la ZPPAUP Avenue de Lodève – Château de la Piscine différent de ceux des autres ZPPAUP.

Le périmètre finalisé doit être validé par la CLSS.

Les projets d'AVAP seront présentés en réunion publique, et soumis pour avis à la Commission régionale du patrimoine et des sites (CRPS). Eventuellement modifiés, ils seront ensuite soumis à une procédure d'enquête publique conjointe avec la mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU), présenté au préfet pour avis avant leur approbation finale.

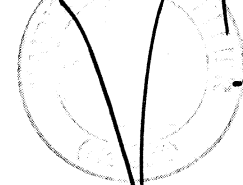
Le calendrier prévisionnel prévoit une approbation par délibération du Conseil Municipal au 1^{er} semestre 2015, une mise à l'enquête publique à l'automne 2015 pour une approbation par arrêté préfectoral fin 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les objectifs énoncés ci-dessus,
- de confirmer la modification des 3 ZPPAUP en AVAP et la création d'une 4^e AVAP sur le secteur Boutonnet Beaux Arts,
- d'approuver le calendrier prévisionnel des études et de la procédure,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,

A circular official stamp is partially visible behind the signature. The signature is a large, stylized 'P' written in black ink.

Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

Comité Permanent des Fêtes de la Charité, 15 rue Louis Braille (solde de la subvention)	1.125,11 €
SDC COP Jardins d'Emerau chez OTI, 40 avenue de Lodève	2.381,81 €
FONCIA LMG copropriété, 44 rue du Faubourg Saint Jaumes	3.300,00 €
M. David HAMERMAN ou Mlle Marjan SANSEN, 8 bis impasse Reynes (plafond de la subvention)	1.320,00 €
M. JEAN et Mlle AZEMARD, 8 rue Reynes (50 % de la subvention)	521,09 €
Total :	8.648,01 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 8.648,01 € correspondant aux 5 immeubles listés ci-dessus,

120

- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Ecole d'Application de l'Infanterie Concession d'aménagement Ville/SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013) Avenant n° 2 à la concession d'aménagement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) a fermé ses portes à l'été 2010.

La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service de son développement, de son rayonnement et de la création d'emploi.

Il s'agit là d'une opportunité exceptionnelle de réaménager un site stratégique de 35 hectares au potentiel remarquable situé à proximité du centre-historique, doté d'un important patrimoine militaire et d'un vaste parc, auquel les montpelliérains témoignent un fort attachement. Par sa situation et son échelle, ce site est plus que tout autre, susceptible de devenir un "démonstrateur" de l'urbanisme du 21^{ème} siècle en étant aux années 2010 ce qu'Antigone a été aux années 1980, le signal d'un nouvel élan.

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m².

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Pour une bonne articulation du projet avec son environnement urbain, cette concession d'aménagement porte sur un périmètre opérationnel élargi. Elle prévoit, sur les terrains de l'ancienne EAI, la réalisation de 265 000 m² de surface de plancher dont 35 000 m² d'activités et de commerces, d'un programme d'équipements publics intégrant la création d'un parc initialement prévu de 15 hectares, des voies nouvelles et de tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone. La SAAM acquiera auprès de la Ville une partie de l'ensemble immobilier acquis par celle-ci auprès de l'Etat en reprenant à son compte tous les engagements pris par la Ville suite aux accords passés avec l'Etat.

Le bilan présenté intègre des modifications liées à une évolution du projet visant à créer un parc ample et plus respectueux du site, d'une superficie de 20 ha (+ 5 ha) et à limiter l'urbanisation aux secteurs les moins boisés du parc Montcalm en accompagnant l'urbanisation déjà existante soit 219.400 m² de surface de plancher (- 45.600 m² SdP). Ce bilan a donc été diminué de 5.793.000 € HT en dépenses et 5.793.000 € HT en recettes et s'établit à 95.499.000 € HT en dépenses et recettes.

Au 31 décembre 2012, 14.142.000 € HT ont été réalisés en dépenses et 314.000 € HT en recettes.

La participation de la Ville de Montpellier nécessaire à l'équilibre de l'opération est augmentée de 7.900.000€ pour s'établir à 24.400.000€ HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 établi par la Société d'aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SAAM au 31 décembre 2013 ;
- d'approuver l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et les cessions effectuées par la SAAM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2013 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Intitulé	Bilan	2013			2014				2015					2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Bilan
	Approuvé	Année	Cumul	Jan-Mars	Avr-Juin	Jui-Sept	Oct-Dec	Année	Jan-Mars	Avr-Juin	Jui-Sept	Oct-Dec	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Nouveau
DEPENSES	101 292	7 271	14 142	395	513	20	411	1 340	2 689	3 108	663	1 277	7 737	5 752	8 404	7 375	6 729	7 193	9 558	6 575	4 974	4 251	3 888	2 957	4 614	95 499
10 ETUDES	1 050	468	468		251		255	506		126		152	278	407	100	100	90	90	80	70	70	50	40	30	21	2 400
11 ACQUISITIONS AUPRES DU CONCEDANT	19 000	6 500	13 000							1 300			1 300													14 300
12 ACQUISITIONS	17 829		236	310	197	10		517				836	1 172	847	847	847	847	1 215	4 020	1 730	1 240	820	740	626	125	15 829
13 TRAVAUX YRD	38 422			14			6	20	2 231	1 381	226	176	4 013	3 090	5 353	4 355	3 822	3 665	3 104	2 625	1 680	1 575	1 028	1 155	2 468	38 552
15 HONORAIRES sur TRAVAUX	4 319							20	223	152	19	19	414	336	606	492	431	414	354	300	192	180	186	132	282	4 319
17 RÉMUNÉRATION	10 263	133	221	23	37	1	29	91	157	123	45	57	381	330	674	694	678	755	966	812	812	759	577	517	1 184	9 451
18 FRAIS DIVERS	1 458	170	202	48	28	9	121	206	77	27	37	37	179	139	114	99	92	86	72	59	58	58	58	58	179	1 657
20 Fonds de concours	217													40	9				37	74	73	42	36	8	11	391
21 FRAIS FINANCIERS SUR CT														562	702	789		930	889	906	879	773	610	432	344	8 600
22 FRAIS FINANCIERS SUR MT/LT	8 735		14																							
RECETTES	101 292	313	314	11	15	10	19	55	445	445	445	445	1 780	1 780	6 016	7 524	7 014	8 466	8 830	9 331	9 231	9 632	5 894	5 566	14 076	95 499
30 Loyers	1 551	27	27	11	15	10	3	39	20	20	20	20	80	80	80	80	80	80	40	40	40	40	40	40	80	866
31 Récupération charges locatives																										
50 VENTES DE TERRAINS ET DROITS	83 241																									
55 PARTICIPATION CONCEDANT	16 500	284	284				16	16	425	425	425	425	1 700	1 700	2 841	4 304	4 304	5 156	6 242	6 744	8 461	8 162	5 479	5 241	13 296	70 231
56 PRODUITS FINANCIERS		2	2												3 095	3 140	2 630	3 230	2 548	2 548			365	285	700	24 400
57 REMBOURSEMENTS DIVERS																										2
58 PRODUITS DIVERS																										
RESULTAT D'EXPLOITATION		-6 957	-13 828	-384	-498	-10	-393	-1 285	-2 244	-2 663	-218	-832	-5 957	-3 972	-2 388	149	285	1 273	-728	2 756	4 257	5 381	1 986	2 609	9 462	
AMORTISSEMENTS	32 000														511	529	837	4 099	4 479	5 226	6 040	6 704	7 238	6 497	9 840	52 000
60 AMORTISSEMENT EMPRUNT	32 000																									
90 FLUX DE TVA																										
MOBILISATIONS	32 000	8 000	16 000			4 000		4 000		2 000			2 000	4 000	3 000		1 000	2 000	4 000	3 500	2 000	1 000	5 500	4 000		32 000
70 MOBILISATION EMPRUNT	32 000	8 000	16 000			4 000		4 000		2 000			2 000	4 000	3 000		1 000	2 000	4 000	3 500	2 000	1 000	5 500	4 000		52 000
77 DEPOTS RECUS																										
FINANCEMENT		8 000	16 000			4 000		4 000		2 000			2 000	4 000	2 489	-529	163	-2 099	-479	-1 726	-4 040	-5 704	-1 738	-2 497	-9 840	
TRESORERIE		2 117		1 788	1 289	5 279	4 887	4 887	2 643	1 979	1 761	930	930	958	1 058	678	1 125	299	-908	122	339	17	265	377		



OPERATION n°1945 - EAI

ACQUISITIONS AMIABLES REALISEES EN 2013

Bilan en application de la loi du 8 février 1995 n° 95127

Concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 reçue en Préfecture le 24 juillet 2012

Avenant n°1 signée le 10 décembre 2013 reçu en Préfecture le 20 décembre 2013

DATE DE L'ACTE	DESIGNATION DU BIEN	SURFACE ACQUISE	LOCALISATION & REF. CADASTRALES	VENDEUR	ACQUIREUR	MONTANT T.I.C. en €	CONDITIONS DE L'ACQUISITION
23/12/2013	Habitation	109	MONTPELLIER - HZ 37	GIMENEZ	SAAM	310 000,00 €	Générales : habituelles Particulières : RAS Avis des services fiscaux n° 2013 172V0721 du 25 mars 2013 Paiement : sur présentation attestation notariale

**SOCIETE D'AMENAGEMENT DE
L'AGGLOMERATION DE
MONTPELLIER**

VILLE DE MONTPELLIER

S.A.A.M.

**CONCESSION D'AMENAGEMENT
E.A.I.**

Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale

Situation au 31 décembre 2013

Novembre 2014

I. SPECIFICITES ET ATOUTS DE L'OPERATION

1.1 Intervenants principaux

Les intervenants pour la réalisation de l'opération d'aménagement sont :

- | | |
|---|--|
| • Urbaniste Paysagiste Architecte Coordonnateur | WEST8 / Boyer-Percheron-Assus / Sensini / Arter / Merlin |
| • Maître d'œuvre concepteur du parc | WEST8 / Boyer-Percheron-Assus / Sensini / Arter / Merlin |
| • Maître d'œuvre concepteur des VRD | Non désigné |
| • Maître d'œuvre d'exécution | Non désigné |
| • Maître d'œuvre démolition | GINGER CEBTP démolition |
| • Géomètre | En cours de désignation |

1.2 Situation administrative

1.2.1 Autorisations

Suite à la délibération du Conseil Municipal n° 2012/272 du 25 juin 2012, la ville de MONTPELLIER a confié à la S.A.A.M. (Société d'Aménagement de l'Agglomération de MONTPELLIER) l'opération d'aménagement d'ensemble de la reconversion de l'E.A.I. dans le cadre d'une concession d'aménagement notifiée le 03 août 2012

Cette concession fait suite :

- ❖ Au périmètre d'étude institué par délibération du conseil municipal du 22 décembre 2008
- ❖ Au concours d'idées lancé par la ville en juin 2009 et clos le 20 janvier 2010.

Par avenant n°1 approuvé par délibération de son conseil en date du 25 novembre 2013, la ville de Montpellier a d'une part, confié à la SAAM une mission de commercialisation et de gestion immobilière des bâtiments existants et d'autre part, décider d'affecter une partie de la participation d'équilibre de la Collectivité pour financer la remise d'ouvrages publics réalisés par l'aménageur

1.2.2 Recours

Sans objet

1.3 Programme

Le départ des militaires de l'E.A.I. en 2010 constitue pour la ville une formidable opportunité de réaménager un vaste site de 38 hectares au potentiel exceptionnel, situé en secteur urbain dense à moins d'un kilomètre à vol d'oiseau du centre-historique.

L'enjeu principal du projet est la réinscription dans la Ville de Montpellier et l'ouverture de ce territoire (qui a longtemps fonctionné en vase clos) par sa transformation en un quartier mixte, mêlant activités économiques, habitat, équipements et espaces de loisirs et de détente.

Il s'agit également de créer un vaste parc urbain d'au moins 15 hectares dont l'organisation fonctionnelle, l'accessibilité, la qualité du traitement paysagé et des espaces publics, la convivialité de ces équipements doit être l'élément fondateur d'une nouvelle identité du quartier et la « référence » du grand parc urbain à l'échelle de la métropole Montpellieraine.

Retrouver de l'emploi sur le site constitue un autre enjeu majeur du projet. En plus des commerces et services de proximité inhérents à tout nouveau quartier, il s'agira de créer un pôle d'activités dans un secteur d'activité spécifique bien identifié avec la volonté de favoriser les synergies et l'innovation autour de thématiques communes : la créativité, la convivialité et la culture. Ce pôle d'activité contribuera à marquer l'identité et l'image de ce nouveau quartier.

Le programme global de construction retenu pour l'opération est le suivant :

- ❖ 3000 logements dont 25% social et 25% d'accession aidé et intermédiaire;
- ❖ Bureaux, commerces et activités (32 000 m²),
- ❖ Parc public urbain de 15 ha minimum
- ❖ Equipements publics : Cité des arts et de la musique (Conservatoire de Rayonnement Régional)

Constructibilité globale : 265 000 m² SDP

Une évolution du projet a été souhaitée par la ville de Montpellier, elle vise à créer un parc ample et plus respectueux du site, d'une superficie de 20 ha (+ 5 ha) et à limiter l'urbanisation aux secteurs les moins boisés du parc Montcalm en accompagnant l'urbanisation déjà existante soit 219.400 m² de surface de plancher (- 45.600 m² SdP).

Le bilan de l'opération intègre ces évolutions à la baisse tant concernant le volume des acquisitions, le programme de constructibilité que les recettes commerciales.

Nouvelle constructibilité globale : 219.400 m² SDP

II. **AVANCEMENT PHYSIQUE de l'OPERATION**

2.1 Foncier

Surface à maîtriser	168 201 m ²
Surface maîtrisée	76 %
Surface acquise dans l'année	127 487 m ²

Ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie

Dans le cadre de la concession d'aménagement, la SAAM a ainsi acquis auprès de la Ville le 20 décembre 2012 la partie dite « Caserne Guillaud ». Cette partie constitue une part importante du foncier urbanisable de l'opération (secteurs 3U1 et 2U1 au PLU de la commune de Montpellier). L'ensemble représente une surface de 127 378 m².

Le même jour, la SAAM a signé avec la Ville propriétaire un compromis de vente pour l'acquisition de du secteur Montcalm. Compte tenu du souhait de la Ville d'augmenter la superficie du parc Montcalm, le dit compromis de vente n'a pas été réitéré.

A ce jour, en tenant compte des dernières évolutions de programme autour du futur « parc », l'estimation des acquisitions au bilan se limite aux futurs secteurs constructibles notamment le long de la rue des Chasseurs, soit environ 27 000 m².

Acquisitions complémentaires

Ces acquisitions sont principalement envisagées le long de l'avenue de Toulouse ainsi qu'à l'angle des rues Chasseurs et Av. de Toulouse pour les parcelles HZ103, 105, 26, 104, 234, 235, 236, 237 (actuelle « Pépinière du Midi). Ces acquisitions sont planifiées dans le cadre de l'opération au fur et à mesure des opportunités jusqu'en 2020 puis de manière plus systématique par la suite. Elles portent sur les parcelles d'ores et déjà identifiées représentant une surface globale de 14 043 m².

Dans ce cadre, la SAAM s'est rendu propriétaire par acte notarié en date du 23 décembre 2013 de la parcelle HZ37 d'une superficie de 109 m² le long de l'avenue de Toulouse (voir le rapport spécial foncier).

L'ensemble des acquisitions foncières prévues dans le cadre de la concession d'aménagement représente donc aujourd'hui : 16ha 82a 01ca.

2.2 Etudes

Elles comprennent les études nécessaires au déroulement de l'opération : études administratives et juridiques (notamment nécessaires à la préparation des dossiers réglementaires d'urbanisme : étude d'impact, police de l'eau, modification des documents d'urbanisme, ...), programmation urbaine et coordination architecturale et paysagère, études techniques, études de planification et coordination générale, études financières et fiscales, études foncières, ...

Principales études lancées dans l'année :

- ❖ Contrat cadre pour la mission d'urbaniste coordonnateur de l'opération et concepteur du parc urbain, à l'équipe lauréate du dialogue compétitif : WEST8 / MERLIN / BOYER-PERCHERON / G.SENSINI / ARTER /
- ❖ Etude règlementaire d'impact menée par le bureau d'études EGIS France.
- ❖ Pré-étude de dureté foncière : rencontres avec quelques propriétaires ciblés, actualisation des estimations d'acquisition réalisée par le service Foncier de la SAAM.
- ❖ Etude des démolitions : comprenant l'ensemble des diagnostics préalables réalisés par l'APAVE SUD Europe, et la maîtrise d'œuvre de démolition attribuée à GINGER CEBTP Démolition.
- ❖ La maîtrise d'œuvre des travaux nécessaire à la mise en activation des bâtiments 37 et 38 confié au groupement MDR architecte et BETSO Bet fluides.

2.3 Travaux

Les premiers travaux concerneront :

- ❖ la démolition de bâtiments ; Ils seront engagés suite aux études spécifiques réalisés en 2013,
- ❖ les travaux d' « activation » des bâtiments 37 et 38 (clos couvert, réseaux, accessibilité),
- ❖ Les travaux d'entretien et maintenance du site.

2.4 Commercialisation

Commercialisation

Nombre de logements programmés	2 540
% commercialisé (actes signés)	0 %
Commercialisés dans l'année	0

Le programme de constructibilité sur l'opération est largement revue à la baisse est passe de 3 100 à 2 540 logements.

Aucune commercialisation de charges foncière n'est prévue avant 2017.

En revanche, dans le cadre de l'activation immédiate du site par l'implantation d'activités innovantes et créatives souhaitées par la ville de Montpellier, des bâtiments ou parties de bâtiments ont été loués au cours de l'année 2013, pour accueillir temporairement des sociétés de production de film.

2.4.1 Actes signés sur l'année écoulée :

Sans objet

2.4.2 Compromis signés sur l'année écoulée :

Sans objet

2.4.3 Baux signés sur l'année 2013 :

Société	Objet	Surface louée	Bâtiments	du	au
Les Films Pélés	Production. Tournage « Métamorphose »	400 m²	39 et 46	22/04/2013	08/06/2013

1 AVANCEMENT FINANCIER ET REVISION DU BILAN PREVISIONNEL

3.1 Charges

3.1.1 Acquisitions

Bilan approuvé	36 829	K€ HT
Cumul des dépenses au 31.12	13 236	K€ HT
dont dépenses dans l'année	6 500	K€ HT
Nouveau bilan	30 129	K€ HT

Les dépenses 2013 correspondent au dernier versement pour l'acquisition du foncier de la caserne Guillaud et les frais correspondants.

Par ailleurs, l'évolution du poste est la conséquence du réajustement du coût des acquisitions complémentaires suite à la modification de programme autour du parc.

3.1.2 Etudes

Bilan approuvé	1 050	K€ HT
Cumul des dépenses au 31.12	468	K€ HT
dont dépenses dans l'année	438	K€ HT
Nouveau bilan	2 400	K€ HT

Les dépenses 2013 correspondent notamment aux règlements des indemnités du dialogue compétitif versées aux équipes en compétition, aux études économiques (opportunité plateau de tournage et innovation), à la faisabilité pour l'activation des bâtiment 37 et 38 et aux premiers acomptes de l'étude d'impact.

D'autre part, l'augmentation importante de ce poste bilan est la conséquence de la prise en compte du montant du contrat cadre de maîtrise d'œuvre urbaine et d'architecte coordonnateur issu du dialogue compétitif. Il est à noter que ce contrat intègre une partie de maîtrise d'œuvre de conception du parc.

3.1.3 Travaux et honoraires techniques

Bilan approuvé	42 741	K€ HT
Cumul des dépenses au 31.12	0	K€ HT
dont dépenses dans l'année	0	K€ HT
Nouveau bilan	42 871	K€ HT

L'évolution du poste est la conséquence de l'intégration d'une ligne de provisions pour charges locatives : petits travaux et entretiens divers attachés aux locations temporaires, ...

La réduction des secteurs constructibles entraîne une baisse du montant estimé de travaux de viabilisation de 2M€. Dans le même temps, l'augmentation de la superficie du parc entraîne une augmentation de son aménagement d'un montant identique.

3.1.4 Rémunération société

Bilan approuvé	10 263	K€ HT
Cumul des rémunérations au 31.12	221	K€ HT
dont rémunérations dans l'année	133	K€ HT
Nouveau bilan	9 451	K€ HT

Ces postes de rémunération sont établis conformément au traité de concession. Ils comprennent :

- la conduite opérationnelle
- la commercialisation
- la gestion financière et comptable.
- La gestion locative

L'évolution significative du poste est la conséquence de la diminution des dépenses et des recettes au bilan.

3.1.5 Frais divers

Bilan approuvé	1 458	K€ HT
Cumul des frais financiers au 31.12	202	K€ HT
dont frais divers de l'année	170	K€ HT
Nouveau bilan	1 657	K€ HT

Les dépenses de l'année correspondent aux frais annexes engagés pour la consultation de l'architecte-urbaniste coordonnateur : reprographie, communication, organisation, ...

Le poste comprend également des frais de publicité et d'annonce et les frais de gardiennage du site.

L'évolution du bilan s'explique par l'intégration de frais de communication nécessaires au bon accompagnement du projet.

3.1.6 Fonds de concours

Sans objet

3.1.7 Frais financiers

Bilan approuvé	8 952	K€ HT
Cumul des frais financiers au 31.12	14	K€ HT
dont frais financiers de l'année	0	K€ HT
Nouveau bilan	8 991	K€ HT

L'évolution de la programmation de l'opération à notamment des répercussions sur le rythme de production entraînant une très forte augmentation du montant des emprunts de 32 M€ à 52M€.

Le montant global des frais financiers reste stable toutefois, la provision d'1 M€ prévue au bilan initial pour ajustements de programme et prise en compte des évolutions des conditions d'emprunts sur le long terme, a été totalement consommée.

3.2 Produits :

3.2.1 Cessions

Bilan approuvé	83 241	K€ HT
Cumul des recettes au 31.12	0	K€ HT
dont recettes dans l'année	0	K€ HT
Nouveau bilan	70 231	K€ HT

L'évolution du poste au bilan est principalement liée à la baisse du nombre de logements programmés dans l'opération (-600 logements environ).

Elle intègre également l'actualisation des montants moyens de charges foncières « encadrées » pour le logement social.

3.2.2 Loyers

Bilan approuvé	1 551	K€ HT
Cumul des recettes au 31.12	27	K€ HT
dont recettes dans l'année	27	K€ HT
Nouveau bilan	866	K€ HT

Ce poste intégré des loyers prévisionnels attachés à l'activation du site sur la base des premières installations connues ou pressenties (ESJ, sociétés de production, ...). La baisse notable est due à l'abandon du projet d'installation de l'entreprise TSF (location de matériels de cinéma et gestionnaire de studio), initialement envisagée.

3.2.5 Participations du concédant

Bilan approuvé	16 500	K€ HT
Cumul des recettes au 31.12	284	K€ HT
dont recettes dans l'année	284	K€ HT
Nouveau bilan	24 400	K€ HT

L'opération bénéficiait initialement d'une participation de la collectivité concédante correspondant à une quote-part pour la réalisation des futurs bassins de rétention d'eau et des aménagements du parc public pour 8.1M€ et d'une participation d'équilibre pour 8.4M€. La baisse notable de la constructibilité et des recettes d'opérations en résultant doit être compensée par une augmentation de la participation d'équilibre (+7,9 M€).

3.3 Moyens de financement :

3.3.1 Montant des emprunts

Bilan approuvé	32 000	K€
Encours au 31.12	8 000	K€
Dont mobilisé dans l'année	16 000	K€
Nouveau bilan	52 000	K€

Les besoins en emprunts sont de 52 000 K€ dont :

- 20 000 K€, prêt GAIA (taux du livret A +60 pdb, soit 2.35% depuis 1^{er} août 2013) accordé par la Caisse de Dépôts mobilisable en 3 fois (8 000 K€ en 12/2012, 04/2013 et 04/2014) avec un préfinancement de 24 mois et une durée d'amortissement de 10 ans dont un différé de 4 ans ;
- 2 000 K€ de prêt GAIA en cours de négociation,

- 30 000 K€, en emprunts complémentaires prévus à partir de 2016.

Ces emprunts permettent le portage des acquisitions et des premiers travaux de viabilisation.

3.3.2 Avances de la collectivité

Sans objet

3.4 Nouveau bilan prévisionnel

Bilan approuvé	101 292	K€ HT
Nouveau bilan	95 499	K€ HT
Evolution	5 793	K€ HT

La baisse globale du bilan d'opération est due à la baisse des charges d'acquisition :

- ❖ Diminution des surfaces constructibles acquises autour du futur parc,
- ❖ Suppression d'une acquisition important en frange ouest qui permettait initialement le raccordement de voirie avec la rue de Foncouverte.

Une baisse importante des recettes d'opérations (-13M€) consécutive à la réduction du programme de constructibilité.

2 CONCLUSION

La reconversion de l'EAI est une opération qui a débuté en 2012 par le lancement des premières études et particulièrement celles nécessaires à la poursuite d'un dialogue compétitif permettant de désigner une équipe d'urbaniste en chef, concepteur de l'opération en juin 2013 et de formaliser dès septembre 2013 un plan guide pour l'aménagement de ce futur quartier.

Dès la fin 2013, la programmation des constructibilités autour du secteur « Montcalm » a fait l'objet de questionnements, notamment eu égard au respect des secteurs les plus boisés du site.

En 2014, une évolution du projet a été souhaitée par le concédant, visant à créer un parc plus ample et plus respectueux du site, d'une superficie de 20 ha (+ 5 ha) et à limiter l'urbanisation aux secteurs les moins boisés du parc Montcalm en accompagnant l'urbanisation déjà existante notamment le long de la rue des Chasseurs.

Le bilan de l'opération tient compte de ces évolutions à la baisse tant concernant le volume des acquisitions, le programme de constructibilité que les recettes commerciales.

En conséquence, il apparaît nécessaire de faire un avenant à la concession d'aménagement en vue d'augmenter le montant de la participation du concédant à l'équilibre de l'opération à hauteur de 7.9 M€, soit une participation totale de 24.400 k€.

**SOCIETE D'AMENAGEMENT DE
L'AGGLOMERATION MONTPELLIERAINE**

VILLE DE MONTPELLIER

S.A.A.M.

CONCESSION D'AMENAGEMENT

E.A.I

AVENANT n° 2

ENTRE

La **Ville de Montpellier**, représentée par son Maire, Monsieur Philippe SAUREL ;
et désignée dans ce qui suit par « La Collectivité »

d'une part,

ET

La **Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier**, Société Publique Locale d'Aménagement au capital de 1 770 000 Euros, inscrite au R.C.S. de Montpellier sous le n°531 130 716, dont le siège social est situé en l'Hôtel de Montpellier Agglomération, sis au 50 place Zeus – CS 39556 34961 Montpellier cedex 2,

Représentée par Monsieur Christophe PEREZ, agissant aux présentes :

- Tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration de ladite société, en date du 18 septembre 2014,
- Qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de la dite délibération que des dispositions de l'article

et désignée dans ce qui suit par "la Société"

d'autre part.

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIV

EXPOSE

Par délibération du Conseil Municipal n° 2012/272 du 25 juin 2012, la ville de MONTPELLIER a confié à la S.A.A.M. (Société d'Aménagement de l'Agglomération de MONTPELLIER) l'opération d'aménagement d'ensemble de la reconversion de l'E.A.I. dans le cadre d'une concession d'aménagement, signée le 11 juillet 2012 et notifiée le 03 août 2012.

Un avenant n° 1, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 25 novembre 2012 et reçu en Préfecture le 28 novembre 2012, signé le 10 décembre 2012, reçu en Préfecture le 20 décembre 2012, ayant pour objet de modifier la date de remise des comptes rendu annuel à la collectivité et de confier à la SAAM une mission de gestion immobilière des bâtiments mis en location.

Une évolution du projet a été souhaitée par le concédant, visant à créer un parc plus ample et plus respectueux du site, d'une superficie de 20 ha (+ 5 ha) et à limiter l'urbanisation aux secteurs les moins boisées du parc Montcalm en accompagnant l'urbanisation déjà existante notamment le long de la rue des Chasseurs.

Le bilan de l'opération tient compte de ces évolutions à la baisse tant concernant le volume des acquisitions, le programme de constructibilité que les recettes commerciales.

Ces changements de programme entraînent une évolution du montant de la participation du concédant à l'équilibre de l'opération.

Ceci constitue le l'objet de l'avenant,

CELA EXPOSE IL EST CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 – PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITE AU COÛT DE L'OPERATION

Le premier alinéa de l'article 16.3 de la concession d'aménagement relatif à la participation du concédant est modifié comme suit :

En application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, le montant prévisionnel de la participation du concédant est fixé à 24.400.000 € (VINGT QUATRE MILLIONS QUATRE CENT MILLE EUROS (TVA en sus le cas échéant), dont 8.100.000 € H.T. (HUIT MILLIONS CENT MILLE EUROS HORS TAXE) au titre de la participation à la réalisation des équipements publics, TVA en sus au taux en vigueur, au titre de la remise des ouvrages destinés à entrer dans le patrimoine du concédant.

Le reste de l'article demeure inchangé.

ARTICLE 2 – INTANGIBILITE DES CLAUSES

Toutes les clauses de la concession en date du 6 septembre 2001 et de ses avenants successifs non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

ARTICLE 3 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant prendra effet à compter de la notification qui sera faite par la Collectivité à la Société de la date à laquelle il aura été reçu par le représentant de l'Etat.

A Montpellier, le
En 3 exemplaires originaux

La Société
Monsieur Christophe PEREZ
Directeur Général

La Collectivité
Monsieur SAUREL
Maire de la Ville de Montpellier

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Renouvellement de la convention de partenariat relative au développement d'actions en faveur du logement des jeunes et de promotion de l'aide MOBILI-JEUNE ®

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de favoriser l'accès au logement des jeunes, la Ville de Montpellier a signé en 2012 une convention de partenariat, renouvelée en 2013 par délibération du conseil municipal du 25 novembre 2013, avec le CIL-MEDITERRANEE, le CIL-GROUPE CILEO et le CIL ASTRIA, faisant partie du réseau Action Logement (anciennement 1% Logement) et intervenant sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Ce réseau, par l'intermédiaire des comités interprofessionnels du logement (CIL) dont le CIL-MEDITERRANEE, le CIL-GROUPE CILEO et le CIL ASTRIA, développe des actions en faveur du logement des jeunes avec des aides telles que l'avance LOCA-PASS® ou l'aide MOBILI-JEUNES®, le soutien à la production de logements spécifiques à destination des jeunes.

La convention de partenariat entre la Ville et ces trois CIL, d'une durée d'un an, vise à développer des actions partagées et de promotion des dispositifs en faveur du logement des jeunes, en particulier l'aide Mobili-Jeunes ® mise en place par Action Logement.

Cette aide spécifique permet à des jeunes de moins de 30 ans en formation professionnelle de bénéficier d'une subvention sous la forme d'une prise en charge partielle des échéances ou des quittances de leur logement.

A ce jour, le bilan des différentes actions engagées par la Ville de Montpellier et les trois Comités Interprofessionnels du logement, depuis le renouvellement de cette convention en décembre 2013, est le suivant :

L'attribution par la Ville de Montpellier, depuis le 1^{er} janvier 2014, de 24 aides Clé Montpellier Logement Jeunes qui constituent des aides à l'installation dans le logement pour les jeunes actifs de moins de 30 ans sous

forme d'avance remboursable permettant de financer le premier mois de loyer, l'achat des premiers équipements ou le dépôt de garantie.

- L'attribution par les trois CIL, depuis la signature de la convention en décembre 2013 de 136 aides Mobili-jeune® sur le territoire de la Ville de Montpellier, dont 63 par le Groupe CILEO, 12 par le Cil Méditerranée et 61 par Astria.
- La mise en œuvre d'un plan de communication spécifique (Journaux municipaux, site Internet et création de supports d'information) par la Ville visant à informer sur les aides au logement des Jeunes, dont les aides développées par Action Logement.
- Parallèlement, la mise en place d'un plan de communication par les trois Comités Interprofessionnels du Logement (CIL) autour de l'ensemble des dispositifs à destination des jeunes actifs, dont les aides Clé Montpellier Logement de la Ville de Montpellier.

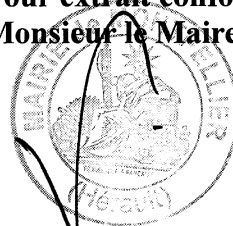
Considérant le bilan positif des actions menées au titre de cette convention, et en accord avec les trois comités interprofessionnels du logement précités, il est proposé de renouveler cette convention de partenariat et d'actions partagées en faveur du logement des jeunes, pour une durée d'un an.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le renouvellement de la convention de partenariat et d'actions partagées en faveur du logement des jeunes entre la Ville de Montpellier et les comités interprofessionnels du logement CIL-MEDITERRANEE, CIL-GROUPE CILEO et CIL ASTRIA pour une durée de douze mois, annexée à la présente délibération.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

**CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE
AU DEVELOPPEMENT D'ACTIONS EN FAVEUR DU LOGEMENT DES
JEUNES ET DE PROMOTION DE L'AIDE MOBILI-JEUNE ®**

Entre

La Ville de Montpellier, sise 1 place Georges FRECHE, 34267 MONTPELLIER CEDEX 2, représentée par son Maire, Monsieur Philippe SAUREL, ou son représentant, autorisé par délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2014,

D'une part,

Et

Le Comité Interprofessionnel du Logement – CIL-MEDITERRANEE représenté par son Président ou son représentant,

Le Comité Interprofessionnel du Logement - Groupe Cileo, représenté par son Président ou son représentant,

Et

Le Comité Interprofessionnel du Logement - ASTRIA, représenté par son Président ou son représentant

D'autre part.

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, la Ville de Montpellier a développé des actions en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'accès à un logement adapté à leurs besoins dont :

- La « Clé Montpellier Logement Jeunes » : dispositif d'aides en faveur de l'accès et de l'installation des jeunes actifs.
- L'appui au développement de structures collectives, de type Foyers de Jeunes Travailleurs, pour les jeunes actifs mais également l'offre de logements en faveur des étudiants.
- Le soutien au logement intergénérationnel.
- L'information liée au logement au sein de l'Espace Montpellier Jeunesse ainsi que la mise à disposition d'offres de logements pour les jeunes organisée autour d'une charte d'engagement des propriétaires privés.

Le réseau Action Logement (ex 1% logement) par l'intermédiaire notamment des comités interprofessionnels du logement - dont le CIL-MEDITERRANEE, Groupe Cileo et ASTRIA intervenant sur le territoire de Montpellier – développent des actions en faveur du logement des jeunes selon réglementation en vigueur :

- Des aides dont les jeunes peuvent bénéficier telles que l'avance LOCA-PASS® (financement du dépôt de garantie), l'aide MOBILI-PASS® ou l'aide MOBILI-JEUNE® (prise en charge partielle du loyer pour des jeunes en formation professionnelle).
- Le soutien à la production de logements spécifiques à destination des jeunes.
- Des aides à l'Accession à la propriété.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 – OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la présente convention vise à définir les modalités du partenariat entre la Ville de Montpellier et les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE, Groupe Ciléo et ASTRIA en faveur du logement des Jeunes.

Dans ce cadre et plus spécifiquement, celle-ci définit aussi les modalités de développement et de promotion du dispositif d'aide MOBILI-JEUNE® en direction des jeunes de moins de 30 ans en formation professionnelle.

Article 2 – MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION :

Dans le cadre de la présente convention, la Ville de Montpellier et les Comités Interprofessionnels CIL-MEDITERRANEE, Groupe Ciléo et ASTRIA s'associeront afin de développer des actions partagées et spécifiques en matière de logement.

Il est précisé que la participation des Comités Interprofessionnels CIL-MEDITERRANEE, Groupe Ciléo et ASTRIA à ces actions se fera dans la limite de leurs champs de compétence et modalités d'interventions propres.

2.1 Le développement d'actions conjointes en faveur de l'accès au logement des jeunes

Parmi les actions qui pourront être engagées, aux côtés des acteurs locaux concernés, figurent :

Les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE, Groupe Ciléo et ASTRIA pourront informer les publics (dont les entreprises et les salariés) avec qui ils sont en lien, en particulier les jeunes actifs, sur les différents dispositifs mis en œuvre par la Ville de Montpellier dont la Clé Montpellier Logement Jeunes, Propriétaires et Accession aidée.

La Ville de Montpellier pourra informer et orienter en direction des Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE, Groupe Ciléo et ASTRIA les personnes, dont les jeunes, souhaitant bénéficier de différents dispositifs : aides LOCA-PASS®, aides MOBILI-PASS®, aides MOBILI-JEUNE®, ...

A cet effet, les Comités Interprofessionnels CIL-MEDITERRANEE, Groupe Ciléo et ASTRIA et la Ville de Montpellier mettront à disposition réciproquement toute documentation et information relatives à ces dispositifs.

En fonction des thématiques retenues, les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE, Groupe Ciléo et ASTRIA pourront s'associer aux rencontres thématiques liées au logement – les Rencontres Clé Montpellier Logement- organisées par la Ville de Montpellier.

Selon les mêmes modalités, la Ville de Montpellier pourra soutenir ou accueillir des manifestations ou rencontres organisées par les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE, Groupe Ciléo et ASTRIA en matière de logement et d'habitat.

Les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE, Groupe Ciléo et ASTRIA pourront accompagner la Ville de Montpellier en termes d'expertise et d'appui au développement du logement des jeunes en lien notamment avec l' « *Accord national interprofessionnel du 29 avril 2011 sur l'accompagnement des jeunes dans leur accès au logement afin de favoriser leur accès à l'emploi* ».

Enfin, la Ville de Montpellier et les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE, Groupe Ciléo et ASTRIA s'engagent à poursuivre le développement des actions conjointes de promotion des dispositifs de sécurisation des rapports locatifs.

2.2 Le développement et la promotion de l'aide spécifique MOBILI-JEUNE®

Le dispositif d'aide MOBILI-JEUNE®, mis en œuvre par Action Logement permet à des jeunes en formation professionnelle de bénéficier d'une subvention sous la forme d'une prise en charge partielle des échéances ou des quittances de leur logement.

Celui-ci est ouvert aux jeunes de moins de 30 ans, salariés en formation professionnelle dans une entreprise du secteur privé non agricole.

Le montant maximum de l'aide est de 100 € mensuels, déduction faite de l'aide personnelle au logement.

A l'échelle du territoire montpelliérain, la Ville de Montpellier et les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE, Groupe Ciléo et ASTRIA souhaitent promouvoir et renforcer la communication sur le dispositif d'aides MOBILI-JEUNE® en direction des jeunes actifs.

A cet effet, la Ville de Montpellier pourra informer les jeunes concernés par l'intermédiaire de son service Jeunesse (Espace Montpellier Jeunesse), par les différents supports de communication dont elle dispose ainsi qu'auprès des partenaires locaux du logement.

Les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE, Groupe Ciléo et ASTRIA s'engagent, conformément aux dispositions prévues par le Code de la Construction et de l'Habitation, à mettre en œuvre le dispositif d'aides MOBILI-JEUNE® et octroyer les aides prévues aux publics éligibles, dans la limite des enveloppes dédiées à celui-ci.

Article 3 – DUREE

La présente convention prend effet à la date de sa signature pour une durée d'un an.

Article 4 – MODIFICATION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un accord entre les parties et sera soumise au vote du conseil municipal.

Toutefois, il est précisé que tout autre CIL souhaitant s'associer à cette convention de partenariat pourra en faire la demande auprès de la Ville de Montpellier et, sous réserve du vote du conseil municipal, pourra être signataire de celle-ci.

Article 5 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements de la présente convention, la Ville de Montpellier ou les CIL pourront à tout moment, après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, résilier le partenariat mis en place.

En cas de difficulté portant sur l'application ou l'interprétation du présent accord, les parties s'engagent à régler leurs différends à l'amiable.

Article 6 – COMMUNICATION

La Ville et les Comités Interprofessionnels du Logement CIL-MEDITERRANEE, Groupe Ciléo et ASTRIA s'engagent, pour les actions relevant de la présente convention de partenariat à faire état de leur participation respective sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias.

Fait en 4 exemplaires, le

Pour La Ville de Montpellier,
Monsieur le Maire,

Pour ASTRIA,
Le Président,

Pour CIL Méditerranée
Le Président,

Pour Groupe CILEO
Le Président,

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Bilan 2014 du dispositif Clé Montpellier Logement Jeunes et modification du règlement d'attribution

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier développe des actions en faveur du logement des jeunes, et ce afin de favoriser leur parcours résidentiel.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a mis en place la « Clé Montpellier Logement Jeunes » qui constitue un dispositif d'aides en faveur de l'accès et de l'installation des jeunes actifs dans leur logement.

Celui-ci permet de financer, sous la forme d'une avance remboursable, le premier loyer ou l'achat des premiers équipements indispensables à l'installation dans le logement, ou à titre exceptionnel, le dépôt de garantie.

Depuis son lancement en 2009, le dispositif a permis à 221 jeunes d'accéder et de s'installer dans un logement.

A ce jour pour l'exercice 2014 (depuis le 1^{er} janvier), 24 jeunes ont pu s'installer dans leur logement grâce à la « Clé Montpellier Logement Jeunes ».

Le type d'aides accordé pour l'exercice 2014 est le suivant :

- ✓ 20 financements pour le premier loyer,
- ✓ 4 financements pour les premiers équipements.

Le montant moyen de l'aide accordée est de 455 Euros.

58 % des jeunes bénéficiaires sont en contrat de travail et 32% en formation, les autres sont demandeurs d'emploi indemnisés.

69 % des logements loués sont des studios et se situent principalement dans le quartier Centre de Montpellier.

Aujourd'hui et afin d'adapter le dispositif, différentes modifications du règlement d'attribution de l'aide « Clé Montpellier Logement Jeunes » sont proposées.



En premier lieu, il est proposé d'actualiser les plafonds de ressources conformément aux plafonds du logement social (de type P.L.U.S).

De plus, il est proposé d'homogénéiser le montant maximum de l'aide à 1 000 € quel que soit le type d'aide (premier loyer, achat des premiers équipements indispensables à l'installation ou dépôt de garantie), et d'élargir à deux mois le délai de dépôt de dossier après l'installation du jeune dans le logement.

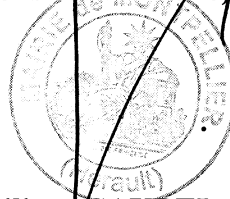
Enfin, il est proposé de compléter la liste des pièces justificatives demandées (relatives à l'aide au logement CAF et à des justificatifs de dépenses diverses) permettant l'instruction du dossier d'aide Clé Montpellier Logement.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du bilan exposé ci-avant et d'approuver les modifications du règlement d'attribution du dispositif « Clé Montpellier Logement Jeunes » annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

**REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES
AIDES, SOUS FORME D'AVANCES
REMBOURSABLES, EN FAVEUR DE
L'ACCES ET DE L'INSTALLATION DANS
LE LOGEMENT
Clé Montpellier logement**

Ville de Montpellier

Décembre 2014

SOMMAIRE

Article 1 : Objet

Article 2 : Les conditions d'éligibilité

2.1 Les publics

2.2 Les plafonds de ressources

2.3 Les conditions spécifiques

Article 3 : Les aides mobilisables

Article 4 : Les modalités d'attribution et de remboursement des aides

4.1 Saisine du dispositif

4.2 L'instruction et la prise de décision

4.3 Les recours sur les décisions

4.4 Le versement et le remboursement des aides

Article 5 : Le traitement des difficultés de remboursement

Article 6 : Modification du dispositif

Article 1 : Objet

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, la Ville de Montpellier a décidé de mettre en place des actions en direction de ménages rencontrant des difficultés d'accès à un logement adapté à leurs besoins.

Cette stratégie vise, en complémentarité de l'effort important de production de logements à prix maîtrisés, à favoriser le parcours résidentiel de ménages modestes et de jeunes couples.

Dans ce cadre, il a été décidé de créer un dispositif d'aides en faveur de l'accès et de l'installation dans le logement.

Celui-ci permet de financer, sous la forme d'une avance remboursable sans intérêt ni frais de dossiers, le premier loyer ou l'achat des premiers équipements indispensables à l'installation dans le logement, ou à titre exceptionnel pour des situations particulières, le dépôt de garantie.

Le dispositif s'adresse plus particulièrement aux jeunes actifs s'installant dans leur logement.

Les aides prévues par le présent dispositif, ne sont pas cumulables et ne substituent pas aux aides de même nature telles que le Locapass ou le Fonds Solidarité Logement (F.S.L.).

Afin de mettre en œuvre ce dispositif, une mission d'information et d'appui des demandeurs au montage des dossiers de demandes d'aides financières est confiée, après consultation sous forme de MAPA, à un prestataire spécialisé.

Article 2 : Les conditions d'éligibilité

2.1 Les publics

Sont éligibles au présent dispositif d'aides de la Ville de Montpellier, les jeunes actifs de moins de trente ans s'installant dans un logement.

Sont considérés comme jeunes actifs :

- Les titulaires d'un contrat de travail : C.D.I, C.D.D. ou contrat d'Intérim.
- Les jeunes en contrat de formation en alternance de plus de six mois.
- Les demandeurs d'emploi indemnisés.

Le titulaire doit être titulaire d'un bail (de location ou colocation) ou d'une convention d'occupation en structure collective (type foyer de jeunes travailleurs).

2.2 Les plafonds de ressources

Afin de bénéficier des aides, les ressources du demandeur ne doivent pas dépasser les plafonds suivants :

Catégorie de ménage	Nombre de personnes composant le ménage	Plafond de ressources (revenu imposable n-1)
1	Personne seule	20 013
2	Deux personnes sans personne à charge	26 725
3	Trois personnes ou personne seule avec une personne à charge ou un jeune ménage sans personne à charge	32 140
4	Quatre personnes ou personne seule avec deux personnes à charge	38 800
5	Cinq personnes ou personne seule avec trois personnes à charge	45 643
6	Six personnes ou personne seule avec quatre personnes à charge	51 440
Pers. suppl.		5 738

Il est précisé que les plafonds de ressources correspondent au revenu imposable de l'année N-1 et sont équivalents à ceux du logement HLM.

2.3 Les autres conditions d'éligibilité

Les conditions supplémentaires d'éligibilité sont les suivantes :

- Le logement doit constituer la résidence principale du ménage.
- Le logement loué doit se situer dans la Ville de Montpellier et satisfaire aux normes de décence en vigueur.
- La typologie du logement doit être adaptée à la composition familiale et les ressources du ménage doivent être compatibles avec le montant du loyer.
- Les aides ne sont pas cumulables avec les aides de même nature accordées par tout autre dispositif dont le Fonds de Solidarité Logement (F.S.L.) ou les aides relevant du 1% logement (Locapass).
- Ne pas avoir déjà bénéficié d'une aide de la Ville de Montpellier, au titre du présent dispositif, qui ne peut faire l'objet que d'une seule demande.

Article 3 : Les aides mobilisables

Trois types d'aides peuvent être accordés :

Type d'aide	Modalité	Destinataire du paiement	Montant maximum
1 ^{er} mois de loyer (charges comprises)	Avance remboursable sans intérêts	Locataire ou propriétaire	1 000 €
OU			
Premiers équipements nécessaires à l'installation : appareil de cuisson ; couchage ; tables et chaises ; armoire ; réfrigérateur et lave-linge	Avance remboursable sans intérêts	Locataire	1 000 €
OU			
Dépôt de garantie	Avance remboursable sans intérêts	Locataire ou propriétaire	1 000 €

Il est précisé que les aides sont attribuées dans la limite du budget voté annuellement par le Conseil Municipal.

Article 4 : Les modalités d'attribution et de remboursement des aides :

4.1 La saisine du dispositif

Concernant les aides financières, les demandes s'effectuent grâce à un dossier unique de demande d'aide.

Les pièces justificatives à fournir avec le dossier unique de demande d'aide, dûment rempli et signé par le demandeur, sont :

	Aide au 1 ^{er} mois de loyer	Aide à l'acquisition des premiers équipements nécessaires à l'installation	Aide au dépôt de garantie
Photocopie d'une pièce d'identité (chacun des locataires)	oui	oui	oui
Photocopie du bail signé	oui	oui	oui
Mandat de prélèvement SEPA dûment complété et signé	oui	oui	oui
RIB du locataire (exclusivement compte courant)	oui	oui	oui
RIB du bailleur (si versement direct de l'aide)	oui	non	oui
Photocopie du contrat de travail ou attestation employeur ou attestation d'indemnisation chômage	oui	oui	oui
Devis ou factures d'acquisition des premiers équipements nécessaires à l'installation	non	oui	non
Avis d'imposition de l'année N-1 ou attestation sur l'honneur de respect des plafonds de ressources	oui	oui	oui
Attestation sur l'honneur du demandeur d'absence d'aide du FSL ou du Locapass pour une aide de même nature	oui	oui	oui
Simulation CAF ou Notification d'octroi d'APL	oui	oui	oui
Attestation assurance domicile (avec montant)	oui	oui	oui
Facture téléphonique (mobile et/ou fixe)	oui	oui	oui
Assurance véhicule personnel ou attestation abonnement transports en commun	oui	oui	oui

Le dépôt du dossier unique de demande d'aide s'effectue exclusivement auprès du prestataire désigné par la Ville de Montpellier, dans le cadre d'un marché public.

Les dossiers de demande d'aide peuvent être déposés deux mois maximum après l'installation dans le logement.

4.2 L'instruction et la prise de décision

Les dossiers complets, accompagnés d'une fiche « navette » sont transmis par le prestataire à la Ville de Montpellier (Service Ressources Logement Emploi Insertion) qui vérifie la recevabilité de la demande, au vu du dossier constitué des pièces mentionnées article 4.1.

Tout dossier complet, jugé recevable au vu du présent règlement d'attribution, est transmis pour avis au Groupe de Travail « Clé Montpellier logement ».

Celui-ci émet un avis sur :

- l'octroi de l'avance dont il propose le montant, l'échéancier, ainsi que les modalités de remboursement.
- Ou, le rejet circonstancié.

Après avis du groupe de travail, l'attribution de l'avance remboursable est notifiée, par le Maire au demandeur et, au bailleur dans le cas où l'aide serait versée directement à ce dernier.

Le contrat dûment complété est joint à la notification d'attribution de l'aide au demandeur.

Le contrat doit être retourné signé dans un délai de deux semaines maximum par le demandeur, faute de quoi, la décision sera réputée caduque.

Après signature par le Maire de Montpellier, du contrat, le demandeur dispose du délai légal de rétractation de sept jours.

En cas de rétractation du demandeur, l'aide sera annulée.

Enfin, il est précisé qu'en cas de fausse déclaration du demandeur, par rapport à son éligibilité au regard des conditions définies à l'article 2 du présent règlement et de l'usage des fonds, la Ville de Montpellier se réserve le droit d'émettre un titre de recette exécutoire permettant de recouvrer le montant de l'avance indûment perçue par le demandeur.

4.3 Les recours sur les décisions

Lorsque le demandeur souhaite la révision d'une décision, il doit présenter un recours gracieux auprès de la Ville de Montpellier (Service Ressources logement Emploi Insertion) dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision.

Il est précisé que les recours ne peuvent porter que sur les rejets et non sur les modalités de financement.

Si des éléments nouveaux par rapport à la demande initiale sont joints, le dossier sera réétudié dans sa globalité afin de vérifier son éligibilité aux conditions fixées article 2 du présent règlement.

Dans ce cadre, une nouvelle décision sera alors notifiée au demandeur.

Si aucun élément nouveau n'est porté à la connaissance de la Ville de Montpellier, la demande de recours gracieux est rejetée.

En cas d'échec du recours amiable, le tribunal administratif est seul compétent.

4.4 Les modalités de versement et de remboursement des aides

Le paiement des aides au premier loyer ou au dépôt de garantie, après écoulement du délai de rétractation, s'effectue auprès du demandeur ou à sa demande, auprès du bailleur.

Le versement de l'aide aux premiers équipements est effectué au vu des factures, à concurrence de la somme accordée, ou sur présentation de devis établis par des magasins.

Le secrétariat transmet l'ordre de paiement, ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en paiement, à la direction des finances de la Ville de Montpellier.

Le remboursement des avances remboursables s'effectue le 10 de chaque mois, à compter du troisième mois suivant la signature du contrat, par prélèvement mensuel sur le compte courant du demandeur. Les prélèvements sur un compte livret ou d'épargne ne sont pas autorisés.

Les mensualités sont d'un montant minimum de 15 euros et la durée maximum de remboursement est de 36 mois.

Dans ce cadre, le montant des mensualités doit être compatible avec les ressources du demandeur.

Le demandeur peut rembourser son avance par anticipation en totalité, ou partiellement et ce, sans indemnités.

Article 5 : Le traitement des difficultés de remboursement des prêts

Dès lors qu'un demandeur rencontre des difficultés à honorer une mensualité de l'avance remboursable, il est tenu d'en informer la Ville de Montpellier (Service Ressources Logement Emploi Insertion) en précisant les motifs de ses difficultés et, avec éventuellement des justificatifs à l'appui.

Dans ce cas, un aménagement de créance en cours de remboursement est étudié. Par voie d'avenant au contrat d'avance remboursable, une révision du montant de la mensualité de prêt peut être accordée dans la limite des 36 mois.

Il est précisé qu'une seule révision est possible sur la durée du remboursement.

En cas de défaillance dans le remboursement de l'avance, une procédure de recouvrement des créances sera mise en place par la Ville de Montpellier.

Une procédure de recouvrement amiable est mise en œuvre dans un premier temps. Dans ce cadre, la Ville de Montpellier (Service Ressources Logement Emploi Insertion) engage des démarches (dont une lettre de rappel) auprès du demandeur afin d'actualiser sa situation et établir les éléments (changement de situation professionnelle, etc.) susceptibles de permettre un aménagement amiable de la créance ou sur une autre disposition.

Au terme de 4 rejets consécutifs sur le compte du redevable, la Ville se réserve le droit de procéder, par anticipation, au recouvrement total de l'avance.

Article 6 : Modification du dispositif

Il est précisé que toute modification du présent règlement est soumise au vote du conseil municipal.

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Participation de la Ville de Montpellier au financement de la Mission Prévention Spécialisée Année 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le législateur a confié au Département des compétences importantes en matière de prévention et de protection de l'enfance. Ainsi, l'article L121-2 du Code de l'action sociale et des familles prévoit que "dans les zones urbaines sensibles et dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, le Département participe aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles qui peuvent prendre une ou plusieurs des formes suivantes : ...des actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu..." et l'article 221-1... "Le service de l'aide sociale à l'enfance est un service non personnalisé chargé des missions suivantes : organiser dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale des actions collectives visant à prévenir la marginalisation et faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles, notamment celles visées au 2^{ème} de l'article L121-2".

Pour la mise en œuvre de cette mission, le Département a choisi de s'appuyer sur le secteur associatif. En effet, la spécificité de cette mission requiert réactivité et souplesse, qualités dont dispose la structure associative, bien adaptée pour répondre à ces exigences. L'exercice de cette mission a donc été confié à l'association APS 34 par le Conseil Général, en conformité avec les statuts de l'association dont le but est la mise en place et la gestion des actions de prévention spécialisée. Le Département a autorisé l'association par arrêté du Président du Conseil Général en date du 24 juillet 2007 pour une durée de 15 ans.

Les Communes, par leur connaissance des quartiers et des structures existantes, par les liens de partenariat qu'elles entretiennent avec le réseau associatif et professionnel, par leurs contacts directs avec les populations, sont au plan local des partenaires indispensables pour assurer l'efficacité des actions de prévention collective. En outre, les difficultés des jeunes et des familles constituent une préoccupation majeure des collectivités qui souhaitent renforcer la complémentarité de leurs politiques en faveur des jeunes, notamment en matière de prévention spécialisée. Ainsi, par délibération du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a décidé d'adhérer

à l'association APS 34 et de participer financièrement à hauteur de 30% de la rémunération des postes d'éducateurs. Cette participation s'élève à 225 000 € pour l'année 2014, elle est versée à terme échu au Département de l'Hérault qui assure de par sa compétence le lien avec APS 34.

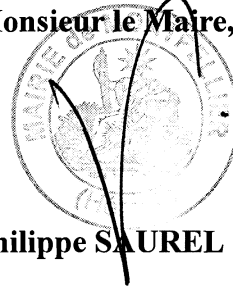
La Ville de Montpellier participe au pilotage de la mission de prévention spécialisée. Une convention entre la Ville et le Département, prise par délibération en date du 23 novembre 2009, fixe les modalités de mise en œuvre de cette mission et de coopération entre les deux collectivités. Cette convention a été conclue pour une durée de 13 ans.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De prélever la participation financière de la Ville à hauteur de 225 000 € du coût des postes d'éducateurs sur les crédits inscrits au BP 2014 (nature 65733/925 LC 24291).
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Réalisation d'une nouvelle école primaire dans le quartier Malbosc

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Approbation de l'opération - Lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre et sélection des membres du jury - Autorisation de déposer un permis de construire - Demande de subventions.

L'importante évolution démographique du quartier Malbosc – justifie la construction d'un nouveau groupe scolaire. Aussi, afin d'assurer aux élèves des conditions optimales d'apprentissage, il est nécessaire de construire au plus vite une école primaire.

Cette opération de 3400 m² de surface de plancher sera réalisée en une seule tranche.

La maîtrise d'œuvre sera confiée à une équipe désignée par le biais d'un concours restreint d'architecture parmi 5 candidats retenus conformément aux articles 38, 70 et 74 du code des Marchés Publics.

Il convient de constituer un jury en application de l'article 24 dudit code. Il est proposé d'attribuer une prime forfaitaire de 28 000 € HT aux candidats admis à concourir. Enfin, la conduite de cette opération est confiée à la Direction Architecture et Immobilier de la ville de Montpellier.

Le programme général de cette opération comprend :

- 10 classes élémentaires auxquelles seront rajoutés les locaux annexes indispensables (bureaux, salle multimédia, salle d'activité)
- 5 classes maternelles ainsi que tous les locaux annexes (bureaux, dortoir, salle de psychomotricité, salle multimédias)
- L'espace périscolaire : centre de loisirs, restaurant scolaire et office de restauration.

Le coût global de l'opération est estimé à 12 millions d'euros TTC.

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer un permis de construire et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus,
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération, et notamment un concours restreint d'architecture conformément aux articles 38, 70 et 74 du Code des Marchés Publics,
- de décider de constituer un jury conformément à l'Article 24 du code des Marchés Publics comprenant les membres suivants :

- Président : Monsieur le Maire ou son représentant ;
- Cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus en son sein par le Conseil municipal (représentation proportionnelle au plus fort reste):

Membres titulaires :

- Stéphanie JANNIN
- Abdi EL KANDOUSSI
- Chantal LEVY-RAMEAU
- Samira SALOMON
- Henri de VERBIZIER

Membres suppléants :

- Titina DASYLVA
- Patrick RIVAS
- Henri MAILLET
- Nicole LIZA
- Jean-Luc COUSQUER

- Les autres membres ci-après mentionnés seront désignés par le président du jury :
 - Personnes présentant l'intérêt particulier au regard de l'objet du concours (au nombre de 5 maximum).
 - Personnes qualifiées (architectes ou maître d'œuvre) représentants au moins un tiers des membres du jury.

-de décider que les cinq candidats admis à concourir après sélection recevront une prime maximale d'un montant de 28 000 € H.T. par équipe,

-de passer avec le lauréat du concours un contrat pour une mission complète de maîtrise d'œuvre,

-d'autoriser, si nécessaire, la prise en charge par la commune des frais de déplacement et d'hébergement des personnes intéressées ou qualifiées invitées à participer aux réunions du jury ;

-de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet

-de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

-d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment le permis de construire afférent. |

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

157

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Nouvelle Gare Montpellier Saint Roch Convention de partenariat pour un projet artistique associant les enfants des écoles

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Gare Montpellier Saint-Roch vient d'être entièrement rénovée.

Pour améliorer l'accueil et l'agrément des voyageurs, l'artiste plasticienne Ganaëlle Maury, ancienne étudiante et diplômée de l'Ecole Supérieure des Beaux Arts de Montpellier Agglomération (ESBAMA), créera une fresque sur les murs du passage souterrain. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une résidence d'artiste commandée et financée à hauteur de 15 000 € par Réseau Ferré de France.

La ville de Montpellier, soucieuse de valoriser les temps d'activités périscolaires et de faire participer des enfants des écoles élémentaires à cette création artistique, souhaite soutenir le projet de l'association « En traits libres » qui propose une collaboration parallèle avec la même artiste.

Il s'agit d'inviter plusieurs groupes d'enfants à suivre la création de l'artiste et à l'accompagner par un travail collectif qui aura lieu pendant tout le premier semestre 2015 à raison de deux séances d'une heure et demie par semaine, pendant les temps d'activités périscolaires.

Ce travail, réalisé par les enfants sous la direction de l'artiste aura pour thème : *Paysages de ville*. Son résultat sera dévoilé en même temps que celui de l'artiste et exposé de la fin juin à la mi-juillet 2015 sur le lieu même de la gare. Il bénéficiera de la même communication que l'inauguration de la fresque.

Pour le financement de ce projet, une subvention de 5 000€ est demandée par l'association « En traits libres ». Cette subvention couvre l'ensemble des frais inhérents au projet (fourniture du matériel nécessaire au travail des enfants; frais de montage de l'exposition; indemnisation de l'artiste et droit à l'image). Les œuvres réalisées par les enfants dans le cadre de cette résidence d'artiste resteront la propriété de la ville de Montpellier

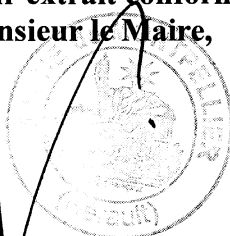
Ce projet contribue pleinement au projet éducatif de la ville en donnant aux enfants des écoles concernées l'opportunité de collaborer directement à une création artistique de grande envergure. De surcroît, il n'implique pas de coût supplémentaire pour la ville dans la mesure où il participe directement à la prise en charge des enfants pendant les temps péri scolaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'affecter à l'association « En traits libres » une subvention de 5 000€ pour la réalisation de ce projet, dans les conditions prévues par la convention jointe en annexe
- De prélever la somme nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2014 sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922.
- D'autoriser le Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

159

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué :
Thématique : Activités éducatives et périscolaires PEDT

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR UN PROJET D'ACTIVITES PERISCOLAIRES ASSOCIE A LA CREATION D'UNE ŒUVRE D'ART POUR LA RENOVATION DE LA GARE MONTPELLIER SAINT ROCH

PREAMBULE

Le présent projet s'inscrit dans le cadre de la rénovation de la Gare Montpellier Saint Roch et consiste à initier une action artistique débouchant sur la création d'une œuvre collective par des enfants d'écoles élémentaires de Montpellier. Il est établi en parallèle avec la convention de résidence d'artiste, conclue entre la direction régionale Languedoc-Roussillon de Réseau Ferré de France, entreprise publique, et l'artiste **Ganaëlle Maury** dont l'objectif est d'améliorer l'accueil et l'agrément des voyageurs en gare de Montpellier Saint Roch par la création d'une fresque sur le thème « *Paysage de ville* » sur les murs du passage souterrain.

L'interaction entre le projet périscolaire et le projet de résidence conclu avec Réseau Ferré de France est donc fondamentale et permet à la fois d'offrir un espace de création à l'artiste et de sensibiliser les enfants montpelliérains aux différentes étapes du processus créatif par une mise en présence directe avec l'artiste en situation de création.

Ce projet permet aussi de valoriser les temps d'activités périscolaires en faisant découvrir pas à pas aux enfants les sources d'inspiration, les étapes de la création, mais aussi les contraintes inhérentes à l'intervention dans un lieu public.

Il s'inscrit enfin dans les objectifs éducatifs développés par la ville pendant les temps périscolaires à savoir :

- Lutter contre les inégalités et l'échec scolaire en offrant au plus grand nombre d'enfants des activités périscolaires variées et adaptées à leur âge, en complémentarité avec les temps scolaires.
- Favoriser la découverte ou l'initiation des enfants des écoles à des activités sportives ou culturelles.
- Encourager les enfants scolarisés à découvrir et s'approprier le territoire et le patrimoine de leur environnement quotidien.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT, ENTRE :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération de la Conseil Municipal du

Et :

Le porteur du projet, l'association En traits Libres représentée par Président(e),
élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Le projet consiste à amener les enfants à créer - grâce à la prise en charge d'un groupe d'enfants par l'intervenante artistique pendant les temps périscolaires - une (ou plusieurs) œuvre(s) collective(s) destinée(s) à être exposée(s) en public lors de l'inauguration du travail personnel de l'artiste, dans les mêmes lieux et pour une exposition temporaire, à la fin de l'année scolaire.

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION MUNICIPALE :

Le montant prévisionnel du projet s'élève à 5000 € TTC et correspond à l'ensemble des frais inhérents à la mise en œuvre du projet avec les enfants et particulièrement :

- La fourniture du matériel nécessaire au travail des enfants;
- Les frais de montage de l'exposition, sachant que la communication afférente à la valorisation du travail des enfants dans la gare sera prise en charge par la ville et relayée par les partenaires.

- La fourniture et l'impression des supports – affiches, sérigraphies, livres, cartes postales, fanzine, bâches et kakémonos, cartons d'invitation...;
- L'indemnisation de l'artiste, y compris les cotisations sociales
- Le droit à l'image, sachant que les œuvres réalisées par les enfants dans le cadre de ce projet resteront la propriété de la ville de Montpellier

Considérant que le projet de l'association contribue au développement de la politique de la ville en matière de réussite éducative et présente un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier à hauteur de 5000 €.

ARTICLE 3 – MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET :

L'artiste interviendra, à raison de deux séances hebdomadaires pendant les temps périscolaires gratuits, organisés dans les écoles municipales les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 16h00 à 17h30. Elle prendra en charge un groupe de 10 à 18 enfants au maximum, selon les modalités suivantes :

Article 3.1 : Lieux et durée de l'action :

Lieux : le projet se déroulera :

- dans l'école de manière régulière, pour éviter les déplacements.
- épisodiquement dans l'atelier de la rue Anatole France afin de sensibiliser les enfants au processus de création de l'artiste. Ce lieu, mis à disposition de l'artiste par la Ville et la SERM pour les 3 premiers mois, est destiné à l'élaboration des esquisses de grandes dimensions.
- ponctuellement, dans la gare (1 séance en début de résidence) : les enfants prennent connaissance des lieux et s'en inspirent. La création de la peinture murale proprement dite, après deux mois de préparation, se fera, in situ, dans la gare.
- dans le quartier gare (1 séance en début de résidence) : source d'inspiration (Paysage de ville)

La prise en compte de l'environnement de la gare sera l'objet d'une réflexion avec les enfants. Cette réflexion conduira à définir les matériaux, la technique artistique et le mode d'accrochage pour la restitution du travail, (impression sur bâche, utilisation des panneaux d'information, kakemonos, livres, etc...)

Lors des déplacements des enfants vers la gare ou ses environs, l'artiste sera assistée d'un accompagnateur supplémentaire.

Durée du projet : Le projet est prévu sur une durée de 6 mois, du 5 janvier au 26 juin 2015, à raison de 2 séances hebdomadaires d'1h30 soit **42 séances** réparties sur 21 semaines, selon le calendrier suivant :

- 5 semaines : du 5/01/2015 au 6/02/2015
- 7 semaines : du 23/02/2015 au 10/04/2015
- 9 semaines : du 27/04/2015 au 26/06/2015

Article 3-2 : Responsabilité

L'association réalisera l'activité qu'elle propose sous sa pleine responsabilité, en prenant en charge de façon autonome le groupe d'enfants.

Elle s'engage à fournir aux partenaires du projet une attestation d'assurance de responsabilité civile.

Article 3.3 : Articulation de l'action avec le projet périscolaire de l'école :

L'association fournira l'ensemble des matériels nécessaires à la réalisation de son projet et veillera au strict respect des locaux utilisés qui devront être rangés après usage.

L'action proposée par l'association s'inscrit dans une cohérence avec le projet pédagogique élaboré par le responsable des accueils périscolaires (RALAE) qui définit, pour chaque groupe scolaire, l'ensemble des activités périscolaires ainsi que la répartition des groupes d'enfants entre les diverses activités.

En conséquence, l'intervenant associatif respectera le cadre dévolu à son action (définition des lieux et des groupes d'enfants notamment). Il veillera à ce que son action s'intègre au projet global et, le cas échéant, procédera aux ajustements nécessaires demandés par le RALAE.

Article 3.4 : Eléments spécifiques au suivi, à la valorisation et à la communication du projet :

Compte tenu de sa particularité et de son inscription dans un processus créatif, ce projet fera l'objet d'un accompagnement spécifique :

- **Carnet de bord** : Un carnet de bord sous forme de blog sera réalisé par l'artiste afin de permettre à chaque partenaire et au public de suivre en direct l'évolution de la production artistique. Il informera également sur le travail pédagogique effectué avec les enfants, ainsi que sur leur production artistique. La nécessité de demander l'autorisation des parents pour l'utilisation de l'image des enfants sur le blog ou autres supports sera respectée.
- **Bilan d'étape** : un bilan d'étape sera organisé à mi-parcours, avec l'artiste, l'élue adjointe à l'éducation, éventuellement les animateurs parties prenantes du projet et des représentants de RFF afin de préparer une présentation de la réalisation en fin de résidence. Cette réunion sera aussi l'occasion de faire un bilan technique et pédagogique des interventions en atelier.
- **Présentation du travail de l'artiste et de celui des enfants** : Une restitution finale prendra la forme d'une exposition publique organisée avec les partenaires VILLE / RFF - SNCF, en fin d'année scolaire et mettant en relation l'œuvre de l'artiste et le travail des enfants pour une confrontation temporaire, fin juin à mi-juillet 2015, les dates précises restant à confirmer avec RFF/SNCF..
- **Propriété des œuvres** : Les œuvres réalisées par les élèves dans le cadre du projet restent la propriété de la Ville et non celle des élèves individuellement. L'artiste les restituera à l'école à la fin de l'exposition.
- **Droits de reproduction des œuvres** : l'artiste accepte que les images réalisées lors de la résidence soient reproduites, sur tous supports valorisant sa résidence d'artiste.
- **Communication** : Les diverses parties informeront le public, par des moyens appropriés, du projet réalisé en partenariat. Les logotypes des partenaires figureront sur les documents de communication (dépliants d'information, affiches, cartons d'invitation, communiqués de presse, site internet, blog...). Cette communication s'appuiera sur une collaboration suivie entre les partenaires, de manière à ce que les messages diffusés reflètent à tout moment leurs préoccupations.

ARTICLE 4 - DUREE ET CADUCITE DE LA SUBVENTION

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2014-2015. La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;
- ☐ La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 5 : MODALITES DE PAIEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 1 exemplaire original (Pièce 1) et du RIB de la structure (Pièce 2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%), à la fin de la réalisation du projet sur présentation des pièces suivantes :

Pièce n°3 : Les comptes 2014 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux comptes,

Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2014 de la structure,

Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,

Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,

Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

La structure bénéficiaire s'engage à :

- utiliser la subvention dans le respect de ses engagements définis à l'article 3,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 5,
- faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure

ARTICLE 7 : MODALITES DE CONTROLE

En plus des pièces listées à l'article 5, la Ville de Montpellier pourra demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

ARTICLE 8 : DEVOIR D'INFORMATION

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

ARTICLE 9 : RESILIATION ET CAS DE REMBOURSEMENT DE LA SUBVENTION VERSEE

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

ARTICLE 10 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Convention de partenariat avec l'ONISEP et participation financière pour le jeu-concours l'Avenir s' imagine

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Onisep Montpellier organise depuis 10 ans un jeu concours L'Avenir s' imagine qui a pour objectif de donner le goût à l'orientation, sensibiliser les enfants à l'égalité professionnelle et changer leur représentation professionnelle pour que leurs choix d'orientation soient les plus ouverts possibles. Du CM2 à la Terminale, ce jeu favorise une découverte transversale des métiers en lien avec des disciplines (français, sciences et technologies, art, audiovisuel, théâtre...). Une démarche qui invite les élèves à imaginer autrement leur avenir.

La 11^e édition du jeu en ligne se déroule du 4 novembre 2014 au 30 avril 2015.

Considérant l'intérêt de la démarche auprès des jeunes et le relai apporté par le Conseil Municipal des Enfants auprès des autres élèves, la Ville souhaite s'associer à cette opération, aux côtés des partenaires comme la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS), les Chambres de Métiers et de l'Artisanat du Languedoc-Roussillon (CMA), la délégation régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité du Languedoc-Roussillon (DRDFE), la mutuelle des étudiants (LMDE) et Canopé - académie de Montpellier.

A travers cette convention, la Ville de Montpellier s'engage à :

- participer à l'élaboration des questions-réponses et commentaires du concours,
- diffuser l'information le plus largement possible,
- établir un lien sur le jeu à partir de son site internet : www.montpellier.fr,
- mettre à disposition ses supports pour la campagne d'affichage,
- financer cette opération pour un montant global de 2 500€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat qui prévoient les modalités de financement,

162

- d'attribuer la subvention de 2500€ et de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 au chapitre 922;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Convention de partenariat

Onisep Languedoc-Roussillon/
Ville de Montpellier

Jeu-concours
« L'avenir s'imagine ! »
en ligne du 4 novembre 2014
au 30 avril 2015

Juin 2014

Convention suivie par :

Onisep Languedoc - Roussillon :

Geneviève Zaneboni
Chargée de communication
gzaneboni@onisep.fr
06 18 61 05 88

Et

La Ville de Montpellier :

Marie-France Paulin
Responsable du pôle communication et événementiel
marie-france.paulin@ville-montpellier.fr
04 67 34 87 87

Isabelle Marsala
Adjointe au maire déléguée à l'éducation

Entre les soussignés :

L'Office National d'Information sur les Enseignements et les Professions (ONISEP), établissement public à caractère administratif, régi par les articles L313-6 et D313-14 à D313-36 du Code de l'Education, Sis 12 mail Barthélemy Thimonnier, Lognes, 77437 Marne-la-Vallée cedex 2,

adresse de la délégation régionale :
31, rue de l'Université, CS 39004,
34 064 Montpellier Cedex 2

représenté par son directeur **M. George Asseraf**,
et son délégué régional, **M. Olivier Brunel**,

ci-après dénommé « l'Onisep » ou « l'Onisep Languedoc-Roussillon »,

d'une part,

d'une part,

et

La Ville de Montpellier, collectivité locale,
Sise 1 Place Georges Frêche,
34267 Montpellier

représentée par son maire :
M. Philippe Saurel

d'autre part,

Ci-après désignés ensemble les Parties ou individuellement la Partie

*Jeu-concours « **L'avenir s' imagine !** » 11ème édition*



développé par :



167

PRÉAMBULE

L'ONISEP est un établissement public, sous tutelle du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, ayant pour mission de délivrer une information sur les formations et les professions. A ce titre, l'ONISEP a développé un savoir-faire reconnu en matière d'ingénierie documentaire et de réalisation de produits papiers, audiovisuels et multimédias. Il organise et participe également à divers salons et manifestations.

L'Onisep exerce ses missions grâce à un réseau composé de 28 délégations régionales et de services centraux situés à Lognes.

La Ville de Montpellier est la collectivité territoriale de la commune de Montpellier. **La Ville de Montpellier** s'associe au jeu L'avenir s' imagine.

Le Conseil municipal des Enfants (CME) sera un relai essentiel. Il est constitué de 80 enfants issus des classes de CM2 des écoles de la ville, élus par leurs camarades à l'issue d'une campagne électorale. Ils siègent ensuite, durant toute l'année scolaire, pour élaborer des propositions d'action ou d'aménagement pour leur école, leur quartier, leur ville... Puis, afin de défendre leurs propositions, ils sont amenés à travailler avec des partenaires institutionnels (Mairie de Montpellier) et/ou associatifs, en fonction de la nature du projet.

Lors de l'édition précédente du jeu, des enfants du CME se sont investis pour créer un des modules de la 10e édition et pour faire participer leurs camarades ou leur classe. Les catégories spéciales « classes de Montpellier » ont été créées dans le cadre de ce partenariat.

D'une part, du 4 novembre 2014 au 30 avril 2015, l'ONISEP Languedoc-Roussillon en partenariat avec la MLDS, les Chambres de Métiers et de l'Artisanat du Languedoc-Roussillon (CRMA), la Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité du Languedoc-Roussillon (DRDFE), La Ville de Montpellier, La Mutuelle Des Etudiants (LMDE), Canopé-académie de Montpellier ci-après désignés ensemble les « **Partenaires** », propose la 11^{ème} édition du jeu-concours intitulé « L'avenir s' imagine ! », en ligne sur le site www.lavenirsimagine.com ;

Il est expressément convenu entre les Parties que la délégation régionale ONISEP de Montpellier sera l'unique interlocuteur de la Ville de Montpellier dans le cadre de l'exécution des présentes.

Les Parties se sont ainsi rapprochées afin de convenir des termes et conditions de la présente convention (ci-après la « **Convention** »).

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions du partenariat entre la Ville de Montpellier et l'ONISEP dans le cadre du concours « L'avenir s' imagine ! » (ci - après le « **Concours** »), et de la communication autour des activités de la Ville de Montpellier dans différents supports de l'ONISEP.

Jeu-concours « **L'avenir s' imagine !** » 11^{ème} édition



ARTICLE 2 : ORGANISATION ET MODALITES DU CONCOURS :

2.1 ORGANISATION

Le Concours est organisé par l'ONISEP et ouvert à tous, à l'exception des personnels de l'ONISEP, de la Ville de Montpellier et des autres partenaires, du 4 novembre 2014 au 30 avril 2015 à 23h59. Les participants pourront s'inscrire à titre individuel, collectif ou les deux, sur le site www.lavenirsimagine.com.

2.2. LES LOTS ATTRIBUÉS

Les Parties conviennent de mettre en jeu les lots suivants, qui seront financés par les Partenaires :

Lots individuels

Caméra sport full HD,

Les Sims 3 et 4,

Appareil photo étanche,

clés usb,

et Ipod Nano 4G 8go et casque micro (prix spécial Artisanat).

Lots classes :

Micro-système home cinéma, pocket projecteur et DVD.

2.3. DÉSIGNATION DES GAGNANTS

Le Concours prend fin le 30 avril 2015 à 23h59.

Le jury, constitué par des Partenaires, désignera les gagnants selon les modalités suivantes :

- Catégories multimédia et texte : le jury constitué des Partenaires se réunit en mai 2015 pour déterminer les gagnants de la catégorie multimédia et les gagnants de la catégorie texte. Ils se déterminent sur trois critères : la façon de traiter l'égalité hommes-femmes ; la capacité à se projeter dans le futur ; l'originalité dans la description du métier, sur la forme et le fond.
- Catégorie points : le gagnant est le participant ayant cumulé le plus de points à la clôture du jeu le 30 avril 2015 à 23h59.

Les gagnants des catégories multimédia, texte et points seront joints par téléphone. Les modalités pour réceptionner leur prix leurs seront indiquées au plus tard le 23 mai 2015.

Les Parties conviennent que les lots seront attribués comme suit :

Gagnants de la Catégorie vidéo/blog

Pour la meilleure vidéo, le meilleur blog, ou le meilleur diaporama,

« Individuel » : l'auteur remporte Caméra sport full HD

la « Classe » : un micro-système home cinema

La « Classe primaire Montpellier » : un micro-système home cinema

Gagnants de la Catégorie texte

Jeu-concours « L'avenir s' imagine ! » 11ème édition



169

Pour le meilleur texte

« Individuel » : Les Sims 4 édition premium et Les Sims 3 Ambitions

Pour le meilleur texte

« Classe » : Pocket projecteur

« Classe primaire Montpellier » : Pocket projecteur

Gagnant de la Catégorie points : la personne ayant posté une ou plusieurs productions respectant les consignes avec le plus de points à la clôture du jeu le 30 avril 2015 à 23h59 remporte un appareil photo étanche muni de son étui et de sa carte

Prix spécial Artisanat : lors de cette 11^e édition, un concours Facebook L'avenir s' imagine ! (<https://www.facebook.com/lavenir.simagine>) sera organisé sur les métiers de l'Artisanat. La gagnante ou le gagnant à la clôture du jeu le 30 avril 2015 à 23h59 remportera un Ipod Nano 4G 8go et casque micro décerné par le réseau des Chambres de métiers et de l'Artisanat du Languedoc-Roussillon (CMA LR).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE L'ONISEP

L'Onisep s'engage à :

- concevoir et réaliser un module « standard » quiz seul avec photo
- proposer d'organiser des séances pédagogiques dans les écoles primaires de Montpellier, avec l'aide de jeunes élus du CME, pour promouvoir la participation de classes de CM2 au jeu-concours et auprès des enfants des centres de loisirs si possible ;

- distribuer deux lots pour la catégorie « Écoles primaires de Montpellier » ;

- établir un lien du site www.lavenirsimagine.com vers le site de la Ville de Montpellier ;

- associer la Ville de Montpellier à l'ensemble de la communication autour du concours ;

Son logo figure sur les documents de communication. Chaque partenaire participe aux différentes opérations (lancement, presse, jury, remise des prix...). Dans ce cadre, la Ville de Montpellier déclare détenir l'ensemble des droits de propriété intellectuelle et industrielle afférents à son logo et garantit l'Onisep de toute action, notamment en contrefaçon et/ou éviction, fondée sur l'atteinte des présentes aux droits de tiers, collaborateurs et/ou leurs ayants-droit.

- à établir le règlement du Concours, joint en Annexe 1 des présentes,

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA VILLE DE MONTPELLIER

La Ville de Montpellier s'engage à :

- participer à l'élaboration des questions, réponses et commentaires du Concours,

- diffuser l'information notamment auprès des écoles via le Conseil municipal des enfants, auprès de l'Espace Montpellier Jeunesse, auprès des points ados des maisons pour tous et auprès des enfants des centres de loisirs ;

Jeu-concours « L'avenir s' imagine ! » 11^{ème} édition



- relayer l'information sur l'espace des directeurs d'écoles ;
- intervenir lors des conférences de promotion du concours ;
- établir un lien sur le jeu à partir de son site internet : www.montpellier.fr
- mettre à disposition ses supports pour la campagne d'affichage selon le plan de diffusion à définir, soit 120 affiches A3 ;
- déposer des flyers de promotion du jeu fournies par l'Onisep dans les lieux municipaux ;
- financer cette opération pour un montant global de 2 500 TTC.

Le règlement de la somme de 2 500 euros TTC s'effectuera sur présentation d'une facture de l'Onisep, par chèque ou virement sur le compte bancaire de la délégation régionale de l'ONISEP au Trésor Public dont les coordonnées sont : **10071 34000 00001003239 clé 83.**

A l'ordre de ***l'agent comptable de l'Onisep Languedoc-Roussillon.***

Le budget du jeu-concours « L'avenir s' imagine ! » est géré par l'Onisep Languedoc-Roussillon joint en annexe 2 des présentes.

ARTICLE 5 : DROITS SUR LES FILMS ET ÉCRITS RÉALISÉS LORS DU CONCOURS

Les droits de reproduction, de représentation, d'adaptation et de traduction sur les écrits et les films réalisés lors du concours seront la propriété totale, définitive et exclusive de l'Onisep. Les partenaires pourront également utiliser les écrits et les films réalisés lors du concours sous réserve de respecter le droit d'auteur et le droit à l'image.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente Convention prend effet à compter du 30 juin 2014 pour une durée de un an.

ARTICLE 7 : RÉSILIATION

En cas de manquement par l'une des Parties à ses obligations telles que définies aux présentes, l'autre Partie pourra résilier la Convention, en tout ou partie, sans qu'il soit besoin de recourir à une décision judiciaire, et sans préjudice des éventuels dommages-intérêts dus, passé le délai d'un mois à compter d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception à la Partie défaillante, restée infructueuse.

En cas d'annulation, de report ou d'interdiction de l'opération par disposition légale, réglementaire ou décision de justice, les Parties se rapprocheront afin de convenir de la nouvelle affectation à donner à la Somme prévue à la Convention. Si les Parties n'arrivaient pas à trouver de nouvelle affectation, la Convention serait résolue de plein droit sans que cela puisse donner lieu à indemnité au profit de l'une ou l'autre des Parties.

Article 8 : FORCE MAJEURE

Si par suite d'un cas de force majeure tel que défini par la législation et la jurisprudence française, l'une ou l'autre des Parties était amenée à ne plus pouvoir remplir ses obligations, l'exécution de la présente Convention serait suspendue jusqu'à disparition de cette impossibilité, sans que cette suspension puisse dépasser une durée d'un (1) mois.

Jeu-concours « L'avenir s' imagine ! » 11ème édition



développé par :



ATC

Si la suspension de la Convention du fait d'un cas de force majeure devait dépasser la durée ci-dessus visée, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des Parties.

ARTICLE 9 : LIMITATION DES RESPONSABILITÉS

La présente Convention ne saurait constituer une société de fait entre les Parties, les obligations de chacune étant limitées aux engagements convenus expressément aux présentes.

ARTICLE 10 : LOI APPLICABLE - RÈGLEMENT DES LITIGES

La présente Convention est soumise à la loi française.

En cas de difficulté dans l'exécution des obligations figurant à la présente Convention, les Parties rechercheront avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente Convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, serait alors porté devant les tribunaux français compétents.

Fait en trois exemplaires originaux, à Montpellier, le

POUR La Ville de Montpellier

Pour l'Onisep

**Monsieur Philippe Saurel
Maire**

**Monsieur George ASSERAF
IGAENR/Directeur de l'Onisep**

**Monsieur Olivier BRUNEL
Le Délégué régional de la délégation de
Montpellier**

Jeu-concours « **L'avenir s' imagine !** » 11ème édition



Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Mise à disposition de salles à titre gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2014/2015, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 10 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2095€

Les associations concernées sont :

MPT Mercouri : Camap 245€, CIE des 4 coins 245€, Montpel'libre 110€

MPT Villon : La Maison du Judo 165€, Amitié Partage et Citoyenneté 165€

MPT Escoutaire : Les enfants Bulgares 245€, Club Handi sport 245€, ADH 34 455€

MPT Brassens : Caminala 110€

MPT Pagnol : Le jardin des Notes 110€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 20 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3760€

Les associations concernées sont :

MPT Camus : Quartier commençant Mas Drevon : 105€, Comité de quartier Croix d'argent Sabines 105€, Ecole de judo Montpellier 105€, RC Lemasson 420€, Les Oudlers Montpelliérains 220€

MPT Voltaire : CBS2 55€ , Jumeaux et plus 34 495€, Mare Nostrum 55€, Mad Series 220€

MPT Guillierme : Cévens 55€

MPT Caillens : Les danseurs du Nil 330€

MPT Brassens : Comité de quartier des Hauts de Massane 55€

MPT Villon : UFOLEP 550€

MPT Pagnol : Comité de quartier La Chamberte 220€, Association pour Toutes 220€, Relais assistantes maternelles St Clément 110€, Trisomie 21 Hérault 110€

MPT Chamson : Comité de quartier La Rocambole Ouest 55€, Encre sauvage et la Draille colorée 110€, Enfance et Famille d'Adoption 165€

Salle Rdc Maison de La démocratie : France Bénévolat Montpellier Hérault 55€ , Association Vélocité Languedoc 55€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

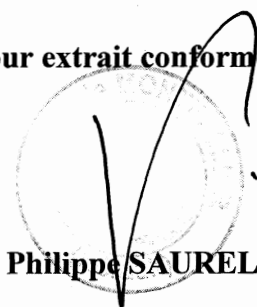
- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011

174

- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

annuelle

Maison pour tous :			Mélina-Mercouri	Pour la période de :	2014-2015			
Pour Conseil municipal du:			déc-14					
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du Président adresse et numéro téléphone	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Camap	paoli antoine rue des courlis maurin 34970 lattes 0467693925	découverte de l'outil infomatique et numerique Vidéo	Aide montage video, creation individuel, familiale ,collective	paticipations aux projet Mpt ne font pas de tarification Objet: un Creneau d'une <u>salle</u> <u>supplémentaire pour l'année</u>	mardi de 20h30 à 23h00	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	CIE DES 4 COINS	guillemard sandra 472 avenue du maréchal leclerc 34070 MONTPELLIER 0616577446	Découverte de la pratique du théâtre,	Création Théâtrale	Propose des événement Théâtre de qualité et accessible Participation au projet culturel du quartier et de la MPT	MERCREDI 20H à 23H	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	MONTPEL'LIBRE	arnoux pascal 166 AVENUE DU MONDIAL 1998 34000 MONTPELLIER 0647855942	Initiation et accompagnement logiciel libre reglementé.	Découverte et dépannage aux logiciels	Participation au projet MPT , . Rencontre, échange, creation autour Log libre	Vendredi de 18h à 23h 1fois par mois	1h et 10 personnes incluses	110 €
Maison pour tous :			François-Villon	Pour la période de :	2014-2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du Président adresse et numéro téléphone	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Amitié Partage et Citoyenneté	M'BAG Clarisse 3 cour Bellevue Résidence la Pergola 34080 Montpellier assoapc@yahoo.fr	Promouvoir une citoyenneté active, renforcer le Collectif de la MEF, contribuer à améliorer l'image du quartier, devenir un interlocuteur auprès des pouvoirs publics.	Action gymnastique pour femmes animé par Hérault Sport	projet récurrent de qariter initié par une association de femmes des quartiers PB et Pergola, association impliquée dans le projet MPT par leur partenariat actif aux actions "vie de quartier"	mercredi 9h 11h	2h et 10 personnes incluses	165 €
	la maison du judo	Antonio Riquelme 88, cours des Camisards Résidence le Viking Appt 38 34000 Montpellier lmdjudo@gmail.com	pratique du judo, régie par la fédération française du judo,	atelier judo pour enfants du quartier Petit Bard Pergola permettant ainsi l'éveil à cette discipline et aux valeurs du judo à un public éloigné de cette pratique, accompagner le public sur les tournois de judo	1/2 tarif proposé aux adhérents de la MPT Villon	mercredi de 14h à 16h	2h et 10 personnes incluses	165 €
Maison pour tous :			L'Escoutaire	Pour la période de:	2014-2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du Président adresse et numéro téléphone	objet de son statut*	Actions proposées		créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Les enfants bulgare	Mme Manolova Tsvetelina app40 BatE, 40 rue Marechal Gallieni, 34070 Montpellier Elena : 06 15 51 43 31	initiation à la civilisation la langue et la culture bulgare	cours de langue bulgare pour enfants	action bénévole	samedi de 9h à 12h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	ADH 34 Aide Domicile Hérault	André Dye 130 impasse Jean Bruller Parc de la Guirlande, bat D2 34070 Montpellier 0467928401	Actions sociales familles d'origine Gitane	Loisirs : Cuisine et couture	action qui favorise le lien social auprès des familles du quartier	lundi et jeudi de 13h45 à 17h	Tarification 1 journée (6 à10h)	455 €

176

	Club Handi sport	Mme Courtois Colette Chez Stephane Janneau Esc 113 Bat 17, Res Verbois, 53 av de Luthuli 34090 Montpellier Andréas : 06 82 03 21 88	favoriser le sport pour personnes en situation d'handicap	permanences des dossiers administratifs des participants	action bénévole	lundi 14h à 19h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
Maison pour tous :								
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du Président adresse et numéro téléphone	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Association Caminala	Sabrina Caillieu 06 23 02 69 60 300 rue des Brusses 34090 Montpellier	développement de la danse	cours de salsa cubaine	Nouvelle activité sur la Maison pour tous	le vendredi de 12h15 à 13h15 à partir du 5 décembre	1h et 10 personnes incluses	110 €
Maison pour tous :								
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du Président adresse et numéro téléphone	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Association Le Jardin des Notes	Annick FONTBONNE 25 - bis Ernest Michel 34000 Montpellier 06 84 18 36 11	Promouvoir l'expression musicale et artistique	Eveil Musical	Aide au démarrage et nouvelle activité	Mercredi de 14h à 15h	1h et 10 personnes incluses	110 €
TOTAL							2 095 €	

477



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

ponctuelle

Maison pour tous :			Albert-Camus	Pour la période de :	déc à juin 2015			
Pour Conseil municipal du:			déc-14					
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Quartier Commerçant Mas Drevon	Christian Longhi 57 rue Guillaume Janvier 34070 Montpellier 04 67 42 97 30	association des commerçants du quartier	Loto	salle poly J. Rosecchi	11/01/2015	Journée salle pour + 60 personnes	105 €
	comité de quartier Croix d'Argent Sabines	Jean Almarcha 91 allée Pierre Dac 34070 Montpellier 04 67 27 35 61	comité de quartier	loto	salle poly J. Rosecchi	25/01/2015	Journée salle pour + 60 personnes	105 €
	école de judo Montpellier	Cékine Derekeinere 8 rue Tibidabo 34070 Montpellier 04 67 01 50 08	club de judo du quartier	plateau sportif	salle poly J. Rosecchi	31/01/2015	Journée salle pour + 60 personnes	105 €
	RC Lemasson	sébastien Croce 3 rue Montjuich 34070 Montpellier 06 77 11 23 70	club de foot du quartier	loto	salle poly J. Rosecchi	15/02/2015	Journée salle pour + 60 personnes	105 €
	les oudlers montpelliérains	Chistophe Bailot 2 impasse Jules Vernes 34070 Montpellier 06 10 65 72 71	club de tarot	rencontres amicales	salle côté sud	7/02/2015 et 2/05/2015	Journée salle pour + 60 personnes	220 €
	RC Lemasson	sébastien Croce 3 rue Montjuich 34070 Montpellier 06 77 11 23 70	club de foot du quartier	tournoi annuel	salle poly J. Rosecchi	du 22 au 24/05/2015	Journée salle pour + 60 personnes	315 €
Maison pour tous :			Voltaire	Pour la période de :	déc à juin 2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	CBS2	Mme EA VUTHY 141 RUE DE LA CARDONILLE Eq BENKIVANE 34396 MONTPELLIER CEDEX 5 0667194128	Féderer les doctorants (institut de génétique humaine)	Représentation de Galilée 2.0 (théâtre)	Susciter une réflexion du citoyen sur le fonctionnement de la recherche	09/05/2015 de 14h à 24h	Journée salle pour 20 à 60 personnes	55 €
	JUMEAUX ET PLUS 34	M. André LOPEZ 446 rue Combe Caude 34 090 Montpellier 06 08 60 78 65	Soutien aux parents de jumeaux et multiples	BOURSE AUX VETEMENTS Assemblée générale	L'accueil de cette opération bénéficie aussi aux assistantes maternelles et familles du quartier	18/01/2015 (55€) 04 et 05/04/2015 (2X220€)	Journée salle pour + 60 personnes	495 €
	MARE NOSTRUM	Mme DAVID-LAGET Françoise 11 RUE LAMARTINE 34000 MONTPELLIER 06 30 23 25 08	Vie de quartier	Assemblée générale	Association partenaire de la MPT	10/01/2015 de 9h à 13h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
	MAD SERIES	M. Laurent Bahier Lissieux Sub Sonic - 4 rue du général Riu 34000 Montpellier 06 63 40 01 51	Edition / graphisme	SORTIE de BANZAI, journal hybride indépendant diffusé sur la ville de Montpellier, Lyon, Toulouse, Marseille, Perpignan, Nantes, Paris, Angoulême, Bordeaux, Bruxelles, en 500 ex.	Action en cohérence avec le projet socioculturel de la MPT - Après midi familiale + concert du Skelton band en soirée	20/12/2014 de 9h à 24h	Journée salle pour + 60 personnes	220 €

Maison pour tous :			Fanfonne-Guillierme	Pour la période de :	déc à juin 2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Cévens	JP Fredouille 14 bis rue Jean Coulazou 34080 Montpellier 04 30 10 04 03	sauvegarde et amélioration de l'environnement, des équipements et des conditions de vie dans le quartier des Cévennes, Rébes, Alco	assemblée générale		samedi 10 janvier 2015 de 10h à 12h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
Maison pour tous :			Jean Pierre Caillens	Pour la période de :	déc à juin 2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	les danseurs du nil	Mme Mouniya TBANE chez Ahmed IBANE 42 rue du Faubourg Figuerolles 34070 Montpellier Tél. 06-61-54-08-92	promouvoir la danse orientale	stage de danse orientale	participation à la vie de la structure	02/15-03/15-05/15	1 weekend +2 1/2 journées	330 €
Maison pour tous :			Georges Brassens	Pour la période de :	déc à juin 2015			
Pour Conseil municipal du:								
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Comité de Quartier des Hauts de Massane	Ribes René- les hauts de Massane 385 rue Pierre Cardinal 34080 Montpellier 04 67 45 17 48	animation du quartier	Assemblée Générale		vendredi 16 janvier de 18h à 20h	2h	55 €
Maison pour tous :			François Villon	Pour la période de :	déc à juin 2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	UFOLEP	Quatrefages Henri- ZAC Pierre vive Esplanade de l'égalité 34086 Montpellier cedex 5 04 67 67 41 63	Adossée à des valeurs de laïcité, de solidarité, d'engagement citoyen, l'Ufolep 34 utilise le sport associatif comme outil d'éducation et de santé, comme levier d'insertion et de lutte contre les discriminations, comme support d'une vie sociale et de projets partagés	formation animateurs TAP pour atelier sportif auprès des écoles		10 jours ponctuels entre janvier et mai 2015	Demi-journée salle pour - 60 personnes	550 €
Maison pour tous :			Marcel-Pagnol	Pour la période de :	déc à juin 2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Comité de Quartier La Chamberte	Mr SOULAIROL -Cité du Pas du Loup - 23, rue des Manguiers 06.98.98.00.47.	Animation Quartier	Lotos		Dimanches 25 janvier de 9h à 20h	Journée salle pour + 60 personnes	220 €
	Association pour Toutes	Mme MORCHID Fatima -44,Allée Lafayette Esc 51 Appt 514 34070 - Montpellier	Solidarité : Réunion de femmes de la cité Paul Valéry pour une activité commune	Après midi Récréative	Animations d'ateliers culinaires et couture -sorties culturelles - sensibilisation santé	Samedi 20 Décembre de 11h à 20h	Journée salle pour + 60 personnes	220 €
	Relais Assistantes Maternelles St Clement	Coordonatrice :Mme SEGURET - 311 , Avenue St Clement 34070 E.V. 04.67.59.94.13.	Petite enfance	Animations Assistants maternels	Formation en direction des personnels petite enfance	Jeudis 15/01 - 12/03 - 07/05	Demi-journée salle pour + 60 personnes	110 €
	Association trisomie 21 Hérault	Mme Stéphanie DESVAUX - Résidence Paul Valery -35,Rue ST Just Appt 215,Esc23 34070	Médico social	Galette	Groupe d'étude pour l'insertion sociale des personnes porteuses d'une trisomie 21 (GEIST)	Dimanche 01 Février de 13 h à 18h	Demi-journée salle pour + 60 personnes	110 €
Maison pour tous :			André-Chamson	Pour la période de :	déc à juin 2015			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation

	Comité de quartier la Rocambole ouest	M. CABAUD Charles Le Puech des Bruyères 161 rue de Mégissiers 34070 Montpellier Tel : 06 14 50 96 39	Relais et écoute des habitants du quartier	Assemblée générale suivi de la galette des rois pour les membres du comité de quartier		24/01/2015 de 13h à 18h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
	Association Encre sauvage et La Draille Colorée	<u>Ass. Encre sauvage</u> : Caroline LEGAGNE-CARRERA , 6 rue du temple 34660 COUNONSEC Tel : 04 67 47 89 05 <u>Ass. La Draille Colorée</u> : Christian BONNEFOUS; 161 rue Maurice CHAUVET, Bât B 34090 Montpellier Tel : 06 70 74 09 93	promouvoir l'activité de calligraphie chinoise et les activités autour du clown	Stage multi activités à destination des enfants et adolescents	Stage de découverte sur les vacances scolaires qui vient enrichir la proposition d'activités de la Maison pour tous sur cette période	du 16 au 20 février 2015	Week-end stages activités associations - de 20 personnes	110 €
	Enfance et Famille d'Adoption	Caroline MAHLER 12 rue St Louis 34000 Montpellier Tel : 06 66 90 12 93	aide aux familles adoptantes	journée de travail autour de l'adoption	action sociale	25/01/2015 de 9h à 17h	Journée salle pour 20 à 60 personnes	110 €
	Enfance et Famille d'Adoption	Caroline MAHLER 12 rue St Louis 34000 Montpellier Tel : 06 66 90 12 93	aide aux familles adoptantes	1/2 journée de rencontre	action sociale	22/03/2015 de 12h à 18h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
TOTAL								3 760 €



Proposition pour convention d'accueil d'activités associatives à titre gracieux

ponctuelle

Maison de la démocratie :		Salle M de la Demo	Pour la période de :				
Pour Conseil municipal du:		17/02/2014					
N° dossier ville	Nom de l'Association	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	France Bénévolat Montpellier Hérault	Promouvoir le bénévolat et développer la vie associative. Accueil et orientation des bénévoles vers les associations.	Pour la troisième fois, organisation d'un « speed dating » pour permettre la rencontre entre leurs associations adhérentes et des bénévoles potentiels.		Vendredi 23 janvier 2015 de 13h30 à 17h30	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
	Association Vélocité Languedoc	Rassembler et défendre les usagers de la bicyclette ; Améliorer la sécurité des cyclistes ; développer l'usage du vélo comme moyen de transport ; assurer une présence cycliste dans les medias locaux ; revendiquer le droit de circuler à vélo partout en sécurité.	Assemblée générale annuelle		Vendredi 30 janvier 2015 de 17h30 à 22h30	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
						TOTAL	110 €

Direction de l'Enfance
Service Accueil de l'Enfant et
de sa Famille

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2014 / 556**

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Rencontres Petite Enfance Convention de Partenariat Culturel entre la Ville de Montpellier et l'Agglomération de Montpellier Musée Fabre

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La ville de Montpellier s'inscrit dans un processus de réussite éducative et d'ouverture, dès le plus jeune âge, au monde et à la culture. En effet, l'éveil artistique libère chez le tout petit, la créativité, l'émerveillement, la sensibilité et permet l'expression de ses émotions.

Certains établissements d'accueil de la petite enfance de la ville de Montpellier travaillent avec le musée Fabre de Montpellier Agglomération afin de réaliser conjointement des outils adaptés à la découverte des œuvres par les très jeunes visiteurs.

Afin de formaliser et de développer les projets menés avec ces structures, il est proposé d'établir avec le Musée Fabre une convention de partenariat pour une durée de trois ans qui précise et formalise les engagements de chacune des parties.

La direction de l'Enfance de la Ville de Montpellier s'engage à :

- ✓ Favoriser la participation du personnel des établissements d'accueil du jeune enfant aux « rencontres petite enfance » organisées par le musée (communication du programme, aménagement du temps de travail, gestion des inscriptions...)
- ✓ Collaborer au programme et contenu de ces rencontres
- ✓ Communiquer sur les actions menées par le musée au sein de son réseau
- ✓ Participer à la journée de restitution en collaboration avec le service des Publics du musée Fabre
- ✓ Faire connaître les dispositions tarifaires du musée Fabre à l'attention des professionnels de la Petite Enfance

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération s'engage à :

182

- ✓ Organiser les « Rencontres Petite Enfance » proposées gratuitement et régulièrement aux établissements municipaux d'accueil de la Petite Enfance ainsi qu'une restitution annuelle des projets réalisés
- ✓ Assurer de bonnes conditions de travail entre les crèches et le musée Fabre : accueil des enfants, mallettes et pré-mallettes pédagogiques gratuites
- ✓ Prendre en charge financièrement la réalisation des outils pédagogiques estimés à 2500€ pour les collections permanentes et 1000€ pour les collections temporaires.
- ✓ Favoriser la venue au musée des professionnels de crèches par des aménagements tarifaires particuliers : abonnement individuel annuel à 15 € ou visite gratuite sur présentation d'un contrat de réservation de la crèche
- ✓ Communiquer sur le partenariat réalisé avec la direction Enfance de la ville de Montpellier.

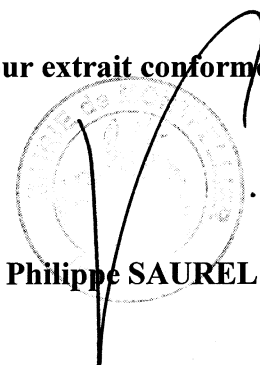
Ces dispositifs permettront à environ 1000 très jeunes enfants de venir au musée chaque année accompagnés du personnel des établissements d'accueil du jeune enfant. Par la présente convention, le musée Fabre renforce sa politique ambitieuse d'accessibilité au plus grand nombre et la ville de Montpellier offre un accès à l'art comme vecteur de découverte, de socialisation, de liberté à ces très jeunes visiteurs, citoyens en devenir...

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver la signature de la convention jointe en annexe,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014



CONVENTION DE PARTENARIAT

Définissant les conditions d'un partenariat éducatif et culturel

entre

La Communauté d'Agglomération de Montpellier
située 50, place Zeus – 34045 Montpellier cedex 01

Représentée par :
Monsieur Bernard TRAVIER
Vice-Président délégué à la Culture
habilité à signer la présente convention par délibération n° du 30 octobre 2014

et

La Mairie de Montpellier
Direction Enfance
Représentée par Madame Annie Yague
Adjointe au Maire, déléguée à l'Enfance, habilitée à signer par arrêté n° 2014/135 du 24 avril 2014

Préambule

Le musée Fabre présente sur environ 9200m² un ensemble de 900 œuvres et d'importants espaces de médiation. La Communauté d'Agglomération de Montpellier avec le soutien de l'Etat et de la Région Languedoc-Roussillon en assure principalement le fonctionnement.

Conformément à la loi 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, qui place tous les publics au centre des préoccupations muséales, dans un souci de démocratie culturelle et de tradition républicaine, le service des publics du musée Fabre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure des missions de développement et d'action afin de construire un lien entre les collections, l'actualité du musée et les publics de l'agglomération.

L'éveil artistique du très jeune public (entre 2 et 6 ans) permet de replacer la question des publics au cœur des politiques de conservation et de valorisation du patrimoine. Sa place dans les politiques éducatives a des effets positifs sur le développement cognitif des enfants, les compétences sociales, la créativité, la capacité d'initiative, l'esprit critique, la réduction des inégalités d'accès à la culture, la construction de l'identité culturelle de chacun. Il s'inscrit donc dans la Réussite Educative promue par la Ville de Montpellier.

L'éveil des tout-petits aux arts libère leur créativité, leur émerveillement, leur sensibilité. Il permet l'expression de leurs émotions. Depuis quelques années, certains établissements municipaux d'accueil de la Petite Enfance et le musée Fabre coopèrent et mettent en œuvre conjointement des outils adaptés à la découverte des œuvres.

Ce partenariat à titre gracieux et informel a été mis en place en 2007 et n'a été étendu qu'à un petit nombre d'établissements faute de disposer d'une organisation et de moyens dédiés. Pour poursuivre et en ouvrir le bénéfice à l'ensemble des structures et publics de la direction Enfance de la Ville de Montpellier une convention de partenariat est nécessaire.

Article 1 – Objectifs de la convention

La convention a pour objet de préciser les termes du partenariat entre la Communauté d'Agglomération (C.A.M.), gestionnaire du musée Fabre, et la direction Enfance de la ville de Montpellier.

Ce partenariat vise à :

- Formaliser, parfaire et affirmer l'action éducative menée conjointement depuis 2007 par le musée Fabre de Montpellier Agglomération et par la direction Enfance de la ville de Montpellier en direction de la petite enfance via le réseau des crèches de la ville de Montpellier.
- Concevoir et mettre en œuvre les axes culturels des programmes d'activités à destination des enfants des crèches au sein du musée Fabre en fonction de son actualité (collections permanentes et expositions temporaires).
- Initier des projets innovants.
- Concevoir et mettre en œuvre des dispositifs sous forme de mallettes pédagogiques, y compris les pré-mallettes empruntées par les structures afin de préparer avec les enfants la venue au musée.

- Etendre ces actions aux structures de la ville de Montpellier n'ayant pas pu bénéficier du dispositif.
- Sensibiliser les personnels de crèches à l'animation d'une visite au musée : règles à respecter, circulation, appropriation des contenus pédagogiques, utilisation des mallettes pédagogiques.
- Mettre en place des orientations pédagogiques adaptées au développement de l'enfant et ancrer les projets dans la relation de l'enfant et de la famille.

Article 2 – Obligations et modalités de participation des partenaires

Dans le cadre des objectifs fixés à l'article 1, le musée Fabre s'engage à :

- Inviter les personnels de crèches à mener une visite au musée en organisant des « **Rencontres Petite Enfance** ». Ces rencontres sont proposées gratuitement et régulièrement aux personnels des crèches. Elles proposent des temps de rencontres, d'échanges et de présentation dans l'auditorium du musée. Des visites et des *workshop* au sein même des collections sont également proposés alliant découverte du musée et exercices pratiques.
- Mettre en place les conditions de travail entre les établissements d'accueil de la Petite Enfance et le musée Fabre : accueil des enfants, mise à disposition gratuite des valises pédagogiques et des pré-mallettes réalisées par le service des publics, mise à disposition gratuite de l'auditorium pour des rendez-vous ponctuels comme les « **Rencontres Petite Enfance** ».
- Prendre en charge sur ses budgets propres la réalisation des outils pédagogiques (mallettes et pré-mallettes – conception et réalisation), estimés à environ 2500€ pour les collections permanentes et 1000€ pour les expositions temporaires.
- Favoriser la venue au musée des personnels de crèches pour préparer l'animation au musée par des aménagements tarifaires particuliers. Dans ce cadre, les personnels de crèches pourront bénéficier d'une visite gratuite au musée dans le cadre des « **Rencontres Petite Enfance** ». Pour encourager leur venue au musée, un abonnement personnel annuel au tarif préférentiel de 15 euros sur présentation d'un justificatif (carte professionnelle, attestation de l'employeur) leur est proposé ; ainsi qu'une visite libre gratuite afin de repérer le parcours avant l'animation au musée (un billet gratuit ne sera délivré qu'une seule fois sur présentation du contrat de visite justifiant de la réservation pour un groupe d'enfants).
- Organiser une **restitution annuelle** des projets réalisés dans le cadre de la venue au musée. Cet événement sera organisé chaque année dans les ateliers pédagogiques du musée Fabre. Le musée prendra à sa charge l'organisation financière et matérielle de l'événement en lien avec un porteur de projet désigné par la direction Enfance de la ville qui aura la charge, en coordination avec le service des publics du musée, de diffuser l'information, collecter les travaux, communiquer l'événement auprès du réseau de la direction Enfance de la ville...
- Valoriser le partenariat avec la direction Enfance de la ville de Montpellier au travers de sa communication.

Dans le cadre des objectifs fixés dans l'article 1, la direction Enfance de la ville de Montpellier s'engage à :

- Favoriser la participation des personnels de crèches aux « Rencontres Petite Enfance » en communiquant le programme aux structures concernées et en organisant leur venue (temps de travail, inscriptions des participants auprès du Service Enfance de la ville).
- Collaborer à l'organisation de ces Rencontres (programme et contenu).
- Mettre à disposition du personnel sur un temps rémunéré en vue de collaborer étroitement à la conception et à la réalisation des dispositifs pédagogiques.
- Favoriser la venue des structures au musée Fabre en valorisant les dispositifs et les actions menées au musée Fabre.
- Développer son réseau et faire connaître l'offre du musée et son actualité.
- Valoriser le partenariat au sein de journées de réflexion et de colloques. Informer et solliciter le service des publics du Musée Fabre pour participer à ces rencontres.
- Participer à l'organisation de la journée de restitution en collaboration avec le service des publics du musée Fabre.
- Valoriser l'abonnement individuel et annuel au tarif préférentiel de 15 euros, réservé aux professionnels de la petite enfance (puéricultrices et auxiliaires de puériculture).

Article 3 – Evaluation

Il conviendra de procéder à l'évaluation du niveau d'atteinte des objectifs définis dans la convention. Chaque partie établira un rapport annuel, comportant des éléments qualitatifs et quantitatifs qui sera adressé à chacun des partenaires. L'ensemble des données ainsi réunies permettra d'établir un bilan conjoint et annuel et de fixer les objectifs à venir. Une réunion annuelle permettra de faire le bilan de l'année écoulée et de définir les objectifs de l'année à venir

Article 4 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de signature par les parties pour une durée de trois ans. A l'issue de cette période, elle sera renouvelée en fonction du bilan, par tacite reconduction chaque année, dans la limite de trois reconductions.

Chacune des parties aura la possibilité de mettre fin à la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois au moins avant la fin de l'année scolaire. Le non renouvellement de la convention à son échéance ne pourra faire l'objet, de ce fait, de quelconques dommages et intérêts.

187

Fait à Montpellier, le

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
Monsieur Bernard TRAVIER
Vice-Président délégué à la Culture

Pour la ville de Montpellier,
Madame Annie YAGUE
Adjointe au Maire, déléguée à l'Enfance

188

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Action de soutien à la parentalité. Convention entre la Ville et le Conseil Général de l'Hérault

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis 2001, la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault ont mis en place un partenariat prévoyant une action socio-éducative pour l'accueil d'enfants de familles en difficulté, au multi-accueil « la Maison des Enfants ». Cette action a été étendue, en 2008, à un deuxième établissement, « L'Ile au trésor », puis en 2010 à la crèche « Edelweiss ».

Ce partenariat avec la Protection Maternelle Infantile a permis d'accueillir 21 enfants, de septembre 2013 à juillet 2014, répartis sur 4 places dans les établissements.

Compte tenu de l'efficacité reconnue de cette action, il est proposé de la reconduire pour 2015, avec un nombre de places constant réparti sur les 3 établissements municipaux :

- 2 places à la Maison des Enfants ;
- 1 place à l'Ile au trésor ;
- 1 place à Edelweiss.

Les familles accueillies dans ce cadre peuvent bénéficier autant que nécessaire d'une tarification adaptée à leur capacité contributive, voire à titre exceptionnel et pendant une durée limitée, une gratuité.

Le budget prévisionnel global pour l'année 2015 de cette action se répartit comme suit :

- Ville de Montpellier : 39 268 €
- CAF : 21 656 €
- Familles : 918 €
- Conseil Général : 13 000 € qui font l'objet de la convention de partenariat financier jointe en annexe.

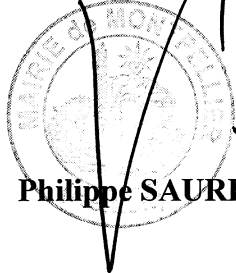
189

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver le renouvellement de la convention jointe en annexe,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Convention relative à une action de soutien à la parentalité Agence départementale de la solidarité Ecusson cœur de ville

Entre

Le Département de l'Hérault, domicilié au 1000 rue d'Alco 34087 Montpellier Cedex 4, représenté par Monsieur André Vezinhet, Président du Conseil général, en vertu de la délibération de la Commission Permanente en date du 15 décembre 2014.

Et

La Commune de Montpellier – 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2 représentée par son maire, Monsieur Philippe Saurel, autorisé par délibération en date du

D'autre part,

Il est exposé ce qui suit :

Préambule :

Le Pôle des Solidarités applique une politique d'accompagnement à la parentalité en mobilisant les équipes des agences départementales sur des actions de prévention. Ces actions sont conduites en partenariat étroit avec les associations et les institutions implantées localement

Les particularités locales sont prises en compte et favorisent la mise en œuvre d'interventions appropriées en terme de public et de contenu.

En conséquence il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, la Commune de Montpellier et le Département souhaitent renouveler l'action partenariale de prévention, dans le respect de leur politique et leur champ de compétences réciproques.

Cette action a pour objectif d'apporter une aide à des familles confrontées à des difficultés relationnelles, et/ou éducatives, et/ou sociales afin qu'elles puissent assumer leurs fonctions parentales.

Pour ce faire leurs enfants âgés de 6 mois à 4 ans seront accueillis pour une action socio-éducative pluri-partenariale sur l'ensemble de la famille.

La Commune de Montpellier met à disposition de l'agence départementale de la solidarité Ecusson cœur de ville, quatre places par demi-journée réservées en multi-accueil, que les enfants soient présents ou non. Ces quatre places sont réparties entre trois établissements municipaux :

- deux places par demi-journée à la halte garderie « la Maison des enfants » – rue Embouque d'Or,
- une place par demi-journée à la halte garderie « l'île aux trésors » -16 rue Ferdinand Fabre,
- une place par demi-journée à la crèche « Edelweiss » 21 rue général Riu.

ARTICLE 2 : Modalités d'exécution de la convention

Après évaluation de la situation familiale par les travailleurs sociaux de l'agence, le référent social propose, en comité technique, d'orienter la famille vers un des établissements participant à l'action, et accompagne la famille dans cette démarche.

Si la famille accepte, elle signe un engagement pour 3 mois renouvelable qui précise :

- l'objectif de l'accueil (socialisation de l'enfant, diversification de la stimulation de l'enfant qu'elle soit psychomotrice ou relationnelle, réajustement de la relation mère-enfant)
- les modalités de l'accueil et le suivi (fréquence, durée, jours)
- l'acceptation du règlement intérieur de la structure.
- Le tarif mensuel incombant à la famille (la gratuité sera exceptionnellement accordée à la famille)

Les travailleurs médico-sociaux de l'agence pourront faire appel, s'ils le jugent pertinent, à un service d'interprétariat pour faciliter la communication avec les familles concernant les objectifs, modalités d'accueil et acceptation du règlement intérieur.

Les structures d'accueil recevront ou mettront à disposition un téléphone pour l'interprète.

Le suivi médico-social des enfants est assuré par les travailleurs sociaux référents des familles et l'équipe de protection maternelle et infantile de l'agence départementale de la solidarité qui assure le lien avec les directrices des structures d'accueil.

ARTICLE 3 : Suivi de l'action

Le suivi de l'action est assuré par un comité technique composé des acteurs référents de l'action :

- Département de l'Hérault : médecin de Pmi et travailleurs sociaux de l'agence départementale
- Commune de Montpellier : directrice de structure et coordinatrice.

Ce comité assure la coordination inter-équipes de l'action et veille au bon déroulement des processus d'accueil afin de procéder aux éventuels ajustements. Il se réunit une fois par mois, il présente un bilan au comité de pilotage à partir d'outils d'évaluation.

Le comité de pilotage est composé de :

- 4 représentants de la Commune de Montpellier, (responsable du service enfance, coordinatrice des crèches, puéricultrices directrices des établissements concernés)
- 4 représentants du Département (un représentant de la Direction de la protection maternelle infantile et de la santé, adjoint santé, médecin PMI, puéricultrice de l'agence départementale de la solidarité Ecusson cœur de ville)

Il se réunira à la fin de l'action en vue d'évaluer les résultats du dispositif et d'émettre un avis sur la reconduction éventuelle de l'action.

Le bilan de fin d'action sera transmis à la Direction de la Protection maternelle infantile et de la santé avant le 31 décembre de l'année en cours et la demande de reconduction devra intervenir deux mois avant la date d'échéance de l'action .

ARTICLE 4 : Financement de l'action

Le budget prévisionnel global de l'action s'élève à 74 842 € pour l'année 2015.

Le cofinancement est assuré par :

C.N.A.F.	21 656 €
Commune de Montpellier	39 268 €
Participation de Familles	918 €

L'engagement financier du Département est de 13 000 € pour l'année 2015.

Le Département s'engage à verser la somme 13 000 € pour l'année 2015 à la Commune de Montpellier sur présentation du titre de recette émis au cours du 2^e semestre et avant le 15 novembre de l'exercice comptable sur le compte suivant :

Trésorerie Municipale de Montpellier

Etablissement : Banque de France

Code établissement : 30001

Code guichet : 00572

N°de compte : E3400000000 Clé 10

Le comptable assignataire est : Monsieur Le Payeur Départemental de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Durée de l'action :

La présente convention est conclue pour un an à compter du 1er janvier 2015.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 6 : Litiges

Les parties s'engagent à transiger à l'amiable.

A défaut, la juridiction compétente pour connaître des litiges est le tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 7 : Responsabilité

La Commune est tenue de souscrire une **assurance** couvrant les dommages causés du fait des personnes accueillies et les dommages causés aux personnes placées sous sa responsabilité au cours des prestations dont il a la charge.

Elle s'engage à recueillir l'accord des parents des enfants qui participeront aux ateliers.

A Montpellier, le

La Ville de Montpellier

Le Président du Conseil Général de l'Hérault,

192

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Dépôt de demandes de licences d'entrepreneur de spectacles auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique culturelle, la Ville a vocation à produire ou diffuser des spectacles, que ce soit dans l'espace public ou dans des établissements tels que le théâtre Jean Vilar ou les Maisons pour Tous.

A ce titre, la Ville doit impérativement être titulaire de licences d'entrepreneur du spectacle délivrées par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (D.R.A.C.)

Il s'agit des licences de catégorie 1, 2 et 3, correspondant aux exploitants de lieux de spectacle, aux producteurs de spectacles ainsi qu'aux diffuseurs de spectacles.

Dans la mesure où il ne peut y avoir qu'un titulaire de licences pour l'ensemble des services de la Ville, il est proposé que le détenteur des licences 1, 2 et 3 soit Monsieur le Maire.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le dépôt des demandes de licences d'entrepreneur de spectacle auprès de la DRAC ;
- De désigner Monsieur Philippe SAUREL, Maire, comme titulaire de ces licences.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Cinéma Nestor Burma Convention Pass'Culture avec le CROUS modification de tarif

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n°2014/485, la Ville a approuvé le principe du renouvellement de la convention Pass'Culture entre le CROUS de Montpellier et le cinéma Nestor Burma.

Ce dispositif permet aux étudiants âgés de 30 ans au maximum d'avoir accès à une offre culturelle variée, à prix préférentiel.

A la suite d'une erreur matérielle, le prix des places de cinéma dans le dispositif Pass Culture a été indiqué à 3.70 € et la participation du CROUS à 0.80 € par place. Or, depuis le 1^{er} septembre 2014, le CROUS a établi ce prix à 3.90 € et sa participation à 0.60 € par place.

Le tarif final, comprenant la part payée par l'étudiant et la participation du CROUS, demeure inchangé, à 4.50 €.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville et le CROUS, jointe en annexe, pour le renouvellement de la participation du cinéma Nestor Burma au dispositif Pass'Culture pour l'année 2014-2015 ;
- D'entériner ce tarif Pass'culture pour l'année 2015.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



CONVENTION DE PARTENARIAT

2014-2015

ENTRE LES SOUSSIGNES,

Le CROUS de Montpellier

2, rue Monteil – 34033 Montpellier cedex 1

Représenté par Monsieur Philippe PROST, Directeur du CROUS de Montpellier, ci-après dénommé "Le CROUS"

Et,

La Ville de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine

Cinéma municipal Nestor Burma

1 place Georges FRECHE

34267 Montpellier cedex 2

Ci-après dénommé « Nestor Burma »

Représenté par Monsieur Cédric de Saint-Jouan, Adjoint au Maire délégué à la Culture

LE PASS CULTURE.

Le dispositif mis en place par le CROUS de Montpellier repose sur trois points clés : l'adhésion, l'accès à une billetterie à tarif préférentiel, les kiosques (ventes, conseil, médiation).

Objectifs :

- **favoriser** la fréquentation des structures culturelles par un public étudiant, dernier maillon de la chaîne éducative avant l'entrée dans la vie active.
- **sensibiliser** aux arts ces mêmes étudiants par des actions spécifiques en faveur de ce public (visites des lieux culturels, rencontres, lectures / démonstrations...)

Le Pass'Culture

Il est destiné à tous les étudiants des formations post-bac agréées par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la recherche, et qui sont affiliés au régime de sécurité sociale étudiante. Ces étudiants ne peuvent être âgés de plus de 30 ans. Le Pass'Culture leur permet d'accéder à tous les spectacles et manifestations culturelles programmés par les structures partenaires à des tarifs préférentiels.

Coût de l'adhésion Pass'Culture 2014/2015 (valable du 08/09/2014 au 06/09/2015) : 9 euros

Les Kiosque Fixes

Ce sont des points de vente qui permettent la vente des places de spectacles, de concerts et de cinéma. Ils favorisent la transmission de l'information et la médiation culturelle. Ils assurent un service de proximité et une permanence hebdomadaire régulière (hors vacances universitaires).

- un kiosque situé au Crous – 2 rue Monteil à Montpellier (Tram 1 – Arrêt Boutonnet) : ouvert du lundi au vendredi de 10h à 17h.
- un kiosque situé au cœur de l'Université Paul Valéry Montpellier III (devant la B. U / Tram 1 – arrêt St Eloi) : ouvert du lundi au vendredi de 11h à 17h.
- un kiosque situé à l'Université Montpellier 1 – Richter (Hall de la MDE / Tram 3 – arrêt Rives du Lez) : ouvert mardi, mercredi et vendredi de 11h30 à 14h30 (14h le vendredi).
- un kiosque situé à l'Université Montpellier 1 – Faculté de droit (dans la cafétéria / Tram 1 et 4 – arrêt Louis Blanc) : ouvert le lundi de 12h à 17h.
- un kiosque situé à l'Université Montpellier II (Bât 5 – dans la cafétéria le Flahaut / Tram 1 – arrêt Universités Sciences et Lettres) : ouvert du mardi au vendredi de 11h30 à 14h30.
- un kiosque situé sur le campus de Sup'Agro (dans la cafétéria) : ouvert le jeudi de 11h30 à 14h30.

195

FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - ORGANISATION :

Les dispositifs Pass'Culture et kiosques cultures sont placés :

- 1) pour La Mairie de Montpellier Direction de la Culture et du Patrimoine, sous la direction de Madame Valérie ASTESANO, La Directrice.
- 2) pour le CROUS, sous la responsabilité de Monsieur Franck BERGER, Délégué Culturel.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU CROUS :

- Prix unique des places pour le cinéma au sein des kiosques Pass'Culture: 3.90 €.
- Les places de cinéma au tarif Pass'culture sont en vente exclusivement au sein des kiosques
- Le CROUS, afin de faciliter l'identification des places relevant du dispositif Pass'culture, édite en début d'année universitaire (septembre) des tickets spécifiques cinéma Pass'culture (valable du 8 septembre 2014 au 6 septembre 2015) qui servent ensuite de contremarque aux guichets des cinémas partenaires, dont Nestor Burma.
- Le CROUS s'engage à signifier son partenariat avec Nestor Burma sur l'ensemble des supports de communication édités dans le cadre du dispositif Pass'Culture (guide Bien Fait Pour Vous, site web, flyers...)
Le CROUS s'engage également à promouvoir Nestor Burma en assurant la diffusion des programmes fournis par le cinéma ainsi que l'affichage de sa programmation dans les kiosques Pass'Culture.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE La Mairie de Montpellier - Direction de la Culture et du Patrimoine - NESTOR BURMA:

- Nestor Burma s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à la communication de sa programmation (programmes, affiches de film, dossiers pédagogiques, tracts, revues de presse...).
- Nestor Burma s'engage à faire apparaître la tarification Pass'Culture sur ses supports de communication (programmes papier et site web) et à coller l'autocollant (« Partenaire du Pass'Culture ») à l'entrée de son établissement.
- Nestor Burma s'engage à faciliter l'accès des salles aux 7 médiateurs des kiosques Pass'Culture par l'intermédiaire d'invitations fournies au service culturel (à hauteur de 2 invitations par mois par médiateurs). Ces étudiants, quant à eux, s'engagent à être des relais efficaces de Nestor Burma
- Nestor Burma s'engage à vérifier systématiquement que l'étudiant est bien détenteur du Pass'Culture. Seule la présentation du sticker 2014/2054 et d'un ticket contremarque permet à Nestor Burma d'attribuer une place au tarif Pass'Culture à l'étudiant. Le défaut de présentation du Pass'Culture implique que l'étudiant paie sa place aux tarifs en vigueur de Nestor Burma.

Cette clause est obligatoire afin d'éviter les abus et que des personnes non détentrices du Pass'Culture puissent bénéficier du dispositif.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS COMMUNES :

- La simple présentation du Pass'Culture ne permet pas de bénéficier du tarif Pass'culture, l'étudiant devant être détenteur d'un ticket cinéma Pass'Culture édité par le CROUS pour pouvoir prétendre au tarif. Sans présentation du Pass'Culture accompagné du ticket cinéma Pass'culture, les tarifs appliqués sont ceux de Nestor Burma.
- Les horaires des différents kiosques Pass'Culture sont précisés dans le préambule. Ils sont systématiquement ouverts lors des pauses méridiennes afin d'assurer un service adapté à la demande des étudiants.

ARTICLE 5 – FINANCEMENT :

► La compensation financière versée par le CROUS de Montpellier au bénéfice de Nestor Burma par place vendue est de 0.80 € (quatre vingt centimes d'euros).

ARTICLE 6 – PAIEMENT :

► Un titre de recettes sera adressé au service culturel du CROUS pour paiement par la Ville de Montpellier et fera état des places vendues au tarif Pass'culture soit 4.50 € T.T.C. par place, et ce, à la fin de chaque mois ou de chaque trimestre.

► Ce versement s'effectuera par virement bancaire dans les trente jours à compter de la date de réception de la facture.

ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION :

► La présente convention est établie pour l'année universitaire 2014 / 2015.

ARTICLE 8 – COMPETENCES JURIDIQUES :

► En cas de litige, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...).

Fait à Montpellier, le 10 Octobre 2014

Pour Le CROUS

Le Directeur

Pour La Mairie de Montpellier
Direction de la Culture et du Patrimoine
L'Adjoint délégué

Monsieur Philippe PROST

Monsieur Cédric de Saint-Jouan

RT

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Intégration des acquisitions des Archives municipales dans le patrimoine de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Durant l'année 2014, les Archives municipales ont été sollicitées par des marchands professionnels et des particuliers pour acquérir des documents anciens relatifs à l'Histoire de Montpellier. Complétant les fonds municipaux, ces documents, dont la liste suit, doivent être intégrés dans le Patrimoine de la Ville de Montpellier.

Liste des documents :

Acquisition de deux gravures, une planche lithographiée et une photographie de 1900 à la Librairie Bernard LESECQ, pour un montant total de 528,00€ :

- 1 gravure du XIX^e siècle : portrait d'Etienne BOUISSON, médecin et homme politique français né à Montpellier (125,00€),
- 1 gravure du XX^e siècle : portrait de Gaston CALMETTE, journaliste français né à Montpellier (134,00€),
- 1 planche lithographiée début XIX^e siècle : portrait médaillon d'Antoine BONNIER d'ALCO, homme politique français né à Montpellier (145,00€),
- 1 photographie de 1900 (*collection Félix Potin*) : portrait de Charles SOULACROIX, sculpteur et peintre français né à Montpellier (124,00€).

Acquisition d'une gravure auprès des Commissaires-Priseurs E. CAUDRON&ROGEON de Paris pour un montant total de 437,50€ :

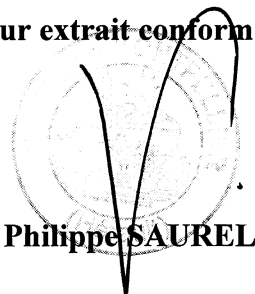
- Gravure au burin, sur papier vergé, collée par les bords sur un papier fort : portrait de René Nicolas DE MAUPEOU, Chancelier de France, Marquis de Morangles et de Bully, vicomte de Bruyères-le-Châtel, magistrat et homme d'Etat français né à Montpellier le 25 février 1714.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de valider l'intégration de ces documents anciens d'une valeur totale de 965,50 €, dans le Patrimoine de la Ville de Montpellier
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014